CRÉDOC

CAHIER DE RECHERCHE

LES CLASSES MOYENNES EN EUROPE

Régis BIGOT (Credoc)
Patricia CROUTTE (Credoc)
Jörg MÜLLER (Credoc)

Guillaume OSIER (Luxembourg Income Study et STATEC, Luxembourg)

DÉCEMBRE 2011

www.credoc.fr N° 282

ABSTRACT

Middle classes in Europe

Middle classes are very often in the centre of public debates. Main statements are that the middle class would be on the decline, menaced by pauperization, fiscally pressurised and neglected by the welfare state. Moreover, it would risk to implode what would threaten the whole social cohesion of the society. The analysis of the income parameters of the European population shows that many of these ideas are incorrect. It's certainly true that in almost one out of two European country middle classes are less numerous than thirty years ago, but one cannot conclude that this would be a general trend: in France, the Netherlands, Norway, the United-Kingdom, Spain and Italy middle classes remain constant or they grow. Moreover, the study shows that there is no country where middle classes are threatened by pauperization. On the contrary, their living standard has steadily increased over the last years although their growth rate was often less important than for the high end incomes. The study also shows that middle classes are more numerous in interventionist states with a strong socio-fiscal redistribution system.

Sommaire

Note de synthèse 7

Introduction 17

Chapitre 1. Sociogenèse de la notion de classes moyennes 19

1. France : les classes moyennes au cœur de la République 22

Les limites d'une intégration politique des classes moyennes 22
Les classes moyennes : victimes ou révolutionnaires ? 25
Une surface de projection du bien-être général 27
Vers une définition opérationnelle des classes moyennes 28

2. L'introuvable classe moyenne allemande 29

Regards sur les structures sociales de l'Allemagne aux 19e et 20e siècles 29
Dépasser les frontières de nomenclature : comparaison des classes moyennes françaises et du *« Mittelstand » allemand* 31
L'univers social et culturel des classes moyennes allemandes 32
L'individualisation des comportements et la dissolution des classes moyennes 34

3. Les classes moyennes belges mobilisées 34

Les classes moyennes : concept ou réalité ? 35
L'Etat face aux classes moyennes 36
Une identité partisane 37

4. Grande-Bretagne : classes moyennes associez-vous ! 38

Les *« middle classes »* : ni aristocrates, ni prolétaires 38
La providence sans l'Etat 40
Société bourgeoise et valeurs aristocratiques 41
La *« service class »* : une approche stratificationniste 42

5. Classes moyennes en Espagne : tierra incógnita 43

De rares recherches 43
A qui profite le concept de classes moyennes ? 44

6. Et l'Etat italien créa les classes moyennes 45

Délimiter les classes moyennes 45
Pourquoi s'intéresser aux classes moyennes ? 47
Les classes moyennes italiennes en peine d'identité 49

Chapitre 2. Démographie, revenus et consommation des classes moyennes en Europe 51

1. L'importance des classes moyennes en Europe 52

2. Niveau de vie des classes moyennes 54

4. Les classes moyennes ailleurs dans le monde 59

5. Les classes moyennes sont-elles en déclin ? 61

Le cas de la France 61
Les classes moyennes déclinent-elles en Europe ? 62
A qui profite le déclin des classes moyennes quand il a lieu ? 68

6. Y a-t-il paupérisation des classes moyennes ? 69

En France, les classes moyennes sont distancées par les hauts revenus et rattrapées par les bas revenus 69
Le plus souvent en Europe, les hauts revenus profitent davantage de la progression des niveaux de vie que les classes moyennes ou les bas revenus 70

7. Les classes moyennes consomment-elles de manière spécifique ? 73

Un bref panorama de la consommation des ménages en Europe en 2005 74
La consommation des classes moyennes : la moyenne des consommations ? 75

Chapitre 3. Classes moyennes et régimes politiques 81

1. Les classes moyennes sont plus nombreuses dans les pays riches 81

2. Peu de pauvreté dans les pays où les classes moyennes sont importantes 82

3. Classes moyennes, démocratie libérale et redistribution 83

Les classes moyennes s'épanouissent mieux dans les démocraties « sociales » que « libertaires » 83
Les classes moyennes sont plus nombreuses dans les pays où les prélèvements obligatoires sont importants 85
Les prestations sociales renforcent les classes moyennes 88
Le rôle de la législation sociale 89

4. Un régime politique consensuel et participatif favorise l'existence de classes moyennes 91

5. Participation citoyenne et confiance en autrui 93

Annexes 97

Bibliographie 145

Note de synthèse

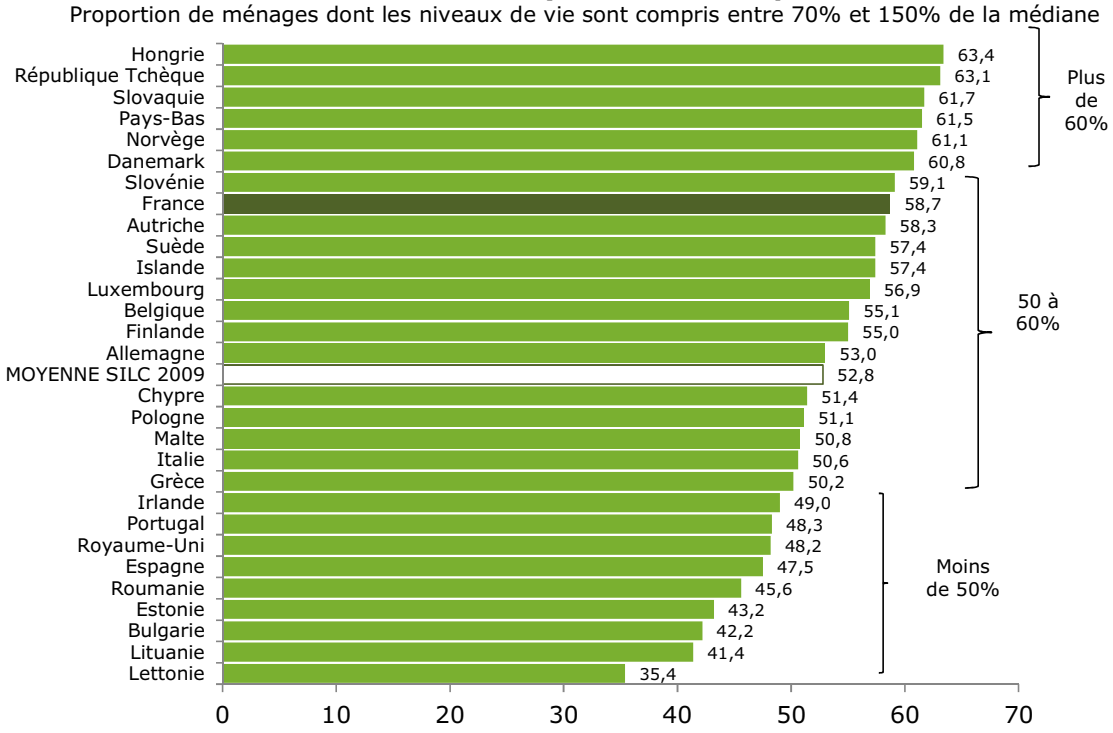
Les classes moyennes sont souvent au cœur des débats publics. Elles seraient en déclin, paupérisées, pressurisées par la fiscalité et négligées par l'Etat-Providence, en voie d'éclatement, menaçant ainsi l'ensemble de la cohésion sociale. L'analyse des revenus des Européens sur longue période montre que beaucoup de ces idées sont infondées : certes, dans près d'un pays d'Europe sur deux, les classes moyennes sont aujourd'hui moins nombreuses qu'elles ne l'étaient il y a trente ans. Mais on ne peut pas en tirer de généralités : en France, aux Pays-Bas, en Norvège, au Royaume-Uni, en Espagne et en Italie, elles se maintiennent ou progressent. Dans aucun pays d'Europe, les classes moyennes ne se paupérisent : au cours des dernières décennies, leur niveau de vie a significativement augmenté, même si elles ont, très souvent, été distancées par les hauts revenus. Nos travaux montrent également que les classes moyennes sont plus nombreuses dans les pays où le poids de l'Etat dans l'économie est important et où la redistribution socio-fiscale est importante.

En France, les classes moyennes sont relativement nombreuses

La disparition des classes moyennes n'est pas pour aujourd'hui. Selon les pays, elles représentent entre 35% et 63% de la population. La moyenne au sein des 30 pays européens s'établit à 53%. La France est un des pays d'Europe où les classes moyennes sont les plus nombreuses : elles rassemblent 59% de la population, presque autant qu'au Danemark (61%), en Norvège (61%) ou aux Pays-Bas (62%), et bien plus qu'en Espagne (48%), au Portugal (48%), en Grèce (50%), en Italie (51%), en Grande-Bretagne (48%) ou en Irlande (49%).

Taille des classes moyennes en Europe en 2009

Proportion de ménages dont les niveaux de vie sont compris entre 70% et 150% de la médiane



Source : calculs à partir des données SILC 2009 d'Eurostat

Définir les classes moyennes, un exercice délicat

Les enjeux relatifs aux classes moyennes animent les économistes, les sociologues et les historiens dans la plupart des pays d'Europe depuis plus de deux siècles. Plus loin dans le temps, Aristote s'intéressait déjà à la question. Une des difficultés majeures lorsqu'on aborde ce sujet est celle de le circonscrire : ceux qui se sont lancés dans un inventaire ont déjà recensé plus de 150 définitions.

A vrai dire, on ne parle jamais tout à fait des mêmes catégories de la population, chaque objet d'étude variant en fonction de la problématique. S'ajoute à cela une grande variété sémantique, parfois même au sein de chaque pays : en France, on parlera de « classes moyennes » (au pluriel ou au singulier), de « couches » moyennes voire de « professions intermédiaires ». Les « *middle classes* » britanniques ont peu de choses en commun avec le « *Mittelstand* » (moyen état) allemand, ni avec les « *ceti medi* » italiennes. Au Luxembourg et en Belgique, le ministre des classes moyennes se préoccupe principalement des artisans, des commerçants et des professions libérales.

Certains abordent la question sous l'angle des statuts sociaux, des métiers, des professions ou du capital culturel tandis que d'autres prennent plutôt comme étalon le capital économique (les revenus ou le patrimoine). Le flou est entretenu par l'instrumentalisation politique dont est victime la notion de classes moyennes : comme une large majorité de la population dit appartenir aux classes moyennes, cette notion est une surface de projection aisément manipulable. Adresser un discours aux classes moyennes, c'est parler à chacun.

Dans cette recherche, nous définirons les classes moyennes à partir des revenus. Sont considérées comme appartenant aux classes moyennes les personnes vivant dans un ménage dont le revenu disponible moyen par unité de consommation est compris entre 70% et 150% de la médiane observée en population générale. Les unités de consommation sont déterminées par la racine carrée du nombre de personnes dans le foyer. La population peut être répartie en quatre catégories selon les calculs suivants :

- Bas revenus : niveau de vie inférieur à 70% de la médiane
- Classes moyennes inférieures : entre 70% et 100% de la médiane
- Classes moyennes supérieures : entre 100% et 150% de la médiane
- Hauts revenus : plus de 150% de la médiane.

En France, la médiane des niveaux de vie se situe à 1 750€ par mois par unité de consommation en 2009. Cela signifie qu'une personne sur deux, en France, vit avec moins de 1 750€ par mois. Dans notre typologie, une personne qui dispose de revenus disponibles compris entre 1 220 € et 2 620 € par mois fait donc partie des classes moyennes. Pour un couple avec deux enfants, cela correspond à des revenus mensuels compris entre 2 440€ et 5 240€.

Dans plusieurs pays d'Europe, les classes moyennes déclinent… sauf en France

La question du déclin des classes moyennes revient souvent. En arrière-plan, on s'inquiète d'une polarisation des revenus et des conséquences d'une « société en sablier ». C'est un trait commun à la plupart des travaux sociologiques ou économiques sur les classes moyennes : à toutes les époques et dans de nombreux pays, les classes moyennes sont perçues comme le ciment de la cohésion sociale. Selon Aristote, le bien-être d'une nation se mesure à l'aune de ses classes moyennes.

Or, les classes moyennes sont effectivement en déclin dans de nombreux pays d'Europe depuis une vingtaine d'années. Rappelons, avant d'en dire davantage, qu'il n'est pas simple de déceler, dans chaque pays, une tendance claire : les données ne sont pas disponibles sur longue période dans tous les pays. Quand elles le sont, on observe parfois que les classes moyennes diminuent puis augmentent, ou augmentent puis diminuent, voire restent stables. La tendance dépend étroitement du choix du début et de fin de période. Il reste que, quelle que soit la méthode de calcul, le nombre de pays où les classes moyennes diminuent est plus important que celui des pays où ces classes se maintiennent. Et les pays dans lesquels les classes moyennes augmentent de manière significative est encore plus faible.

Les classes moyennes ont particulièrement diminué dans des pays de l'Est de l'Europe (Slovaquie, République Tchèque, Pologne) et dans quelques pays du Nord (Finlande, Suède, Allemagne et Belgique), là où les classes moyennes étaient particulièrement importantes historiquement. En France, les classes moyennes sont légèrement plus nombreuses qu'elles ne l'étaient il y a 20 ans ;

mais ce qui frappe surtout en France, c'est la grande stabilité conjoncturelle et tendancielle sur longue période depuis 30 ans.

Dans de nombreux pays, les classes moyennes sont en déclin

	Part des classes moyennes dans l'ensemble de la population (en %)		Evolution depuis une vingtaine d'année (en points de %)
	Fin des années 1980 – début des années 1990	2009	
Slovaquie	73,2	61,7	-11,5
Belgique	64,0	55,1	-8,9
Finlande	63,9	55,0	-8,8
République Tchèque	70,3	63,1	-7,2
Allemagne	59,8	53,0	-6,8
Suède	63,6	57,4	-6,2
Pologne	55,4	51,1	-4,3
Luxembourg	60,6	56,9	-3,7
Espagne	49,8	47,5	-2,3
Autriche	59,6	58,3	-1,3
Italie	50,4	50,6	+0,2
Norvège	60,6	61,1	+0,5
Pays-Bas	60,6	61,5	+1,0
Danemark	57,9	60,8	+2,9
France	55,5	58,7	+3,2
Royaume-Uni	44,6	48,2	+3,6
Irlande	43,1	49,0	+5,9
Hongrie	55,1	63,4	+8,3

Sources : calculs à partir des données LIS (fin des années 1980-début des années 1990) et SILC (2009)

Pas de paupérisation des classes moyennes en France

En France, en 2011, une personne sur deux déclare que ses conditions de vie se sont dégradées depuis une dizaine d'années. Depuis plus de trente ans, jamais nos concitoyens n'ont été aussi pessimistes que ces trois dernières années. La crise économique et financière a plongé l'Europe dans la tourmente, détruisant des millions d'emploi et portant un sérieux coup de frein à la progression des salaires. Le choc a été d'autant plus violent que, depuis une dizaine d'années, les tensions relatives au pouvoir d'achat n'ont fait que croître : alors que le pouvoir d'achat par ménage n'a progressé que de +0,7% par an en moyenne ces dix dernières années, les dépenses « contraintes » — notamment celles liées au logement — ont continuellement rogné le budget de nos concitoyens.

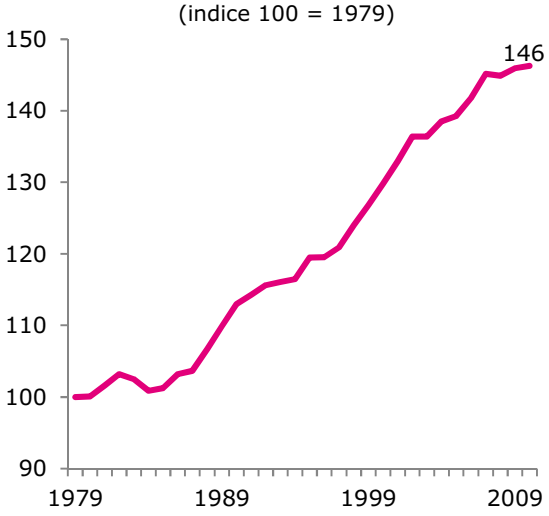
Néanmoins, malgré la crise, le revenu moyen de la population a continué de croître. Entre 1979 et 2009, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut par ménage a même augmenté de 46%. En 2009, le niveau de vie moyen des classes moyennes s'élève à 1 806 € par mois pour une personne ; il était de 1 287 € par mois en 1979, à prix constant. On ne peut donc pas parler de paupérisation.

Deux éléments peuvent expliquer le malaise des classes moyennes aujourd'hui. Tout d'abord, les « dépenses contraintes » captent une part croissante de leurs revenus : elles représentent 35% de leur budget aujourd'hui, contre seulement 20% il y a trente ans. Cela laisse de moins en moins de possibilité pour les autres dépenses (alimentation, loisirs, transports, équipement du foyer, etc.). Ensuite, force est de constater qu'en trente ans, le niveau de vie des classes moyennes s'est élevé moins rapidement que pour les autres catégories. Le niveau de vie moyen des hauts revenus est passé de 2 724€ à 4 164 €, soit une progression de +53%, contre +40% pour les classes

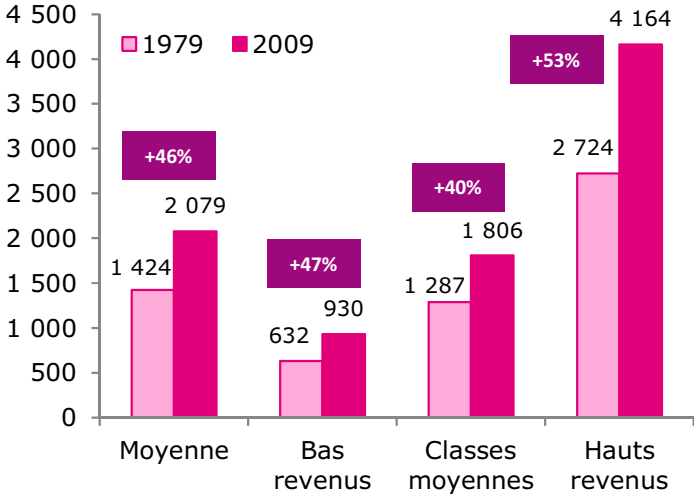
moyennes et +47% pour les bas revenus. Depuis trente ans, les classes moyennes se font distancer par les hauts revenus et rattraper par les bas revenus.

En France, les classes moyennes ont vu leur niveau de vie augmenter depuis 30 ans

Evolution du revenu disponible brut par ménage (indice 100 = 1979)



Evolution du niveau de vie moyen de chaque catégorie (en € mensuel)



Sources : calculs à partir des données LIS (1979), SILC (2009) et INSEE (comptabilité nationale)

Hausse des revenus des classes moyennes dans toute l'Europe

Si l'on constate un déclin en effectifs des classes moyennes dans un grand nombre de pays d'Europe, on n'enregistre aucune diminution de leur niveau de vie, quelle que soit la nation considérée. Le taux de croissance annuel moyen des revenus par tête progresse dans tous les pays sur longue période, et dans toutes les catégories de la population : chez les bas revenus, les hauts revenus et les classes moyennes. Dans certains pays en croissance rapide, comme dans les pays de l'Est, l'élévation du niveau de vie des classes moyennes est très vive : +8,7% en Estonie, +4,5% en Pologne, +3,3% en Slovénie. Dans d'autres pays comme la Suisse, la France, le Danemark, la Suède, l'Italie ou la Belgique, la progression est presque imperceptible.

On constate également que les classes moyennes, dans la grande majorité des pays, sont distancées par les hauts revenus. Il est très rare que les classes moyennes ou les bas revenus soient les principaux bénéficiaires de la croissance économique : c'est le cas en Italie, en Espagne, en Allemagne, au Danemark, et en Estonie, mais il est plus fréquent que les classes moyennes peinent à suivre le rythme de progression des hauts revenus. Les bas revenus sont également à la peine, si bien que, globalement, les inégalités de revenu ont plutôt tendance à progresser en Europe. Une étude récente de l'OCDE arrive aux mêmes conclusions en élargissant le spectre à d'autres nations.

Pas de paupérisation des classes moyennes en Europe sur longue période

	Période de référence	Taux de croissance annuel moyen des niveaux de vie…			
		…des bas revenus	…des classes moyennes	…des hauts revenus	…de l'ensemble de la population
France	1979-2009	1,3	1,1	**1,4**	**1,3**
Finlande	1987-2009	2,1	2,1	**2,7**	**2,4**
République Tchèque	1992-2009	2,3	2,7	**3,2**	**3,0**
Luxembourg	1985-2009	3,3	3,6	**4,1**	**3,8**
Suède	1975-2009	1,5	1,6	**1,9**	**1,8**
Norvège	1979-2009	2,5	2,7	**2,9**	**2,8**
Belgique	1985-2009	1,5	1,8	**2,1**	**1,9**
Pologne	1992-2009	4,1	4,5	**4,9**	**4,6**
Slovaquie	1992-2009	1,2	1,8	**2,3**	**2,2**
Autriche	1987-2009	1,8	1,8	**2,3**	**2,1**
Pays-Bas	1983-2009	1,8	2,4	**2,6**	**2,2**
Italie	1986-2009	1,1	**1,5**	**1,5**	**1,4**
Royaume Uni	1974-2009	1,6	1,7	**2,0**	**2,0**
Allemagne	1973-2009	1,8	**2,0**	**2,0**	**2,0**
Danemark	1987-2009	0,2	**1,4**	**1,4**	**1,4**
Espagne	1980-2009	2,0	**2,4**	2,1	**2,2**
Estonie	2000-2009	8,1	**8,7**	7,1	**7,4**
Hongrie	1994-2009	**3,5**	3,2	1,8	**2,4**
Irlande	1987-2009	**4,9**	4,8	4,5	**4,6**
Suisse	1982-2004	**1,3**	1,1	0,2	**0,8**
Grèce	1995-2009	**3,3**	3,0	3,1	**3,0**
Slovénie	1997-2009	**3,4**	3,3	3,2	**3,4**

Source : calculs à partir des données LIS, SILC, INSEE (comptabilité nationale) et OCDE

Les classes moyennes sont plus nombreuses dans les pays riches

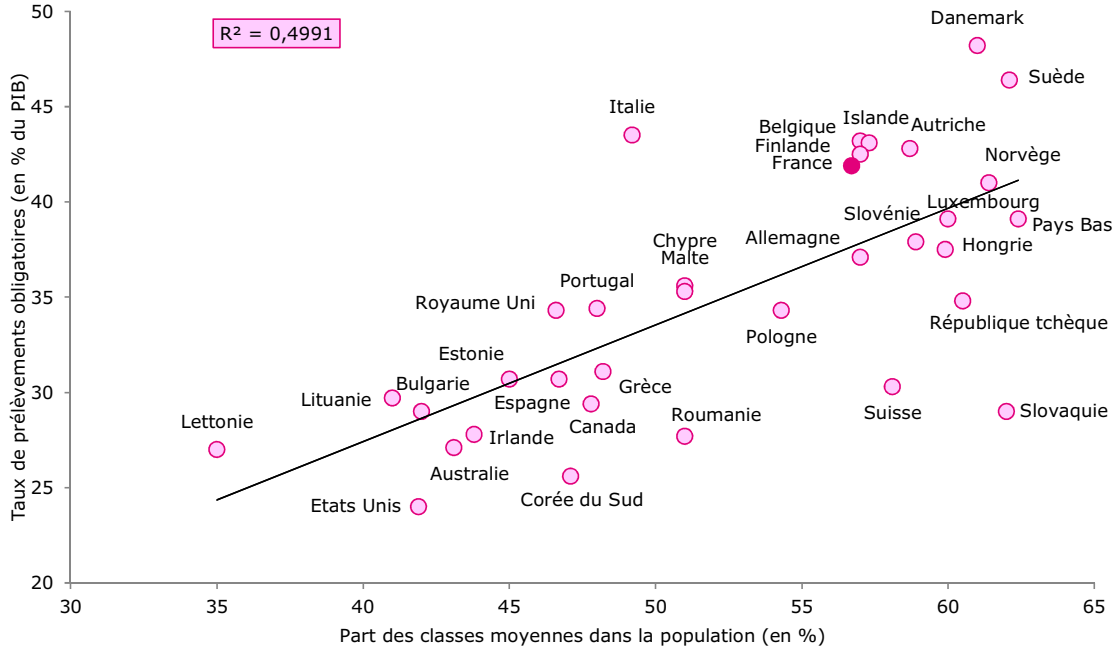
Comment expliquer que certains pays disposent de classes moyennes plus importantes que d'autres ? On remarque tout d'abord une certaine corrélation avec le niveau de vie général des nations. La Norvège, la Suède, la Finlande, le Danemark, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Suisse, l'Autriche, la Belgique et la France sont des pays plus riches qu'en moyenne et les classes moyennes y sont plus nombreuses qu'ailleurs. En Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Bulgarie et en Roumanie, les classes moyennes sont peu nombreuses et le PIB par habitant est moins élevé qu'en moyenne (en dehors de l'Europe, la situation est similaire en Russie ou au Brésil). Néanmoins, la corrélation n'est pas parfaite (R^2= 19%) : le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Italie et l'Espagne sont également des pays riches, mais les classes moyennes y sont moins consistantes (hors d'Europe, le constat est identique pour les Etats-Unis, le Canada et l'Australie).

L'Etat-Providence et les classes moyennes

D'autres paramètres entrent donc en ligne de compte. Les pays anglophones précités partagent, peu ou prou, la même conception du rôle de l'Etat dans l'économie : l'intervention des pouvoirs publics y est moins forte qu'ailleurs et l'Etat-Providence est moins prégnant. Effectivement, le taux de prélèvement obligatoire est très corrélé à l'importance des classes moyennes dans chaque pays (R^2= 50%). La partition entre les pays d'Europe du Nord d'un côté et les pays anglo-saxons est

frappante. Ces résultats ne sont pas très surprenants : même si la question fait régulièrement débat, le système socio-fiscal est plutôt redistributif : les impôts directs sont progressifs ; les hauts revenus sont davantage taxés que les bas revenus et les classes moyennes ; les prestations sociales vont plutôt vers les ménages à bas revenus (minimas sociaux, allocations logement, indemnisations chômage, prestations familiales sous conditions de ressources…). La répartition des revenus après redistribution est logiquement plus ramassée autour de la médiane qu'elle ne l'est avant les prélèvements fiscaux et sociaux et le versement des prestations sociales. Dire que les classes moyennes sont pressurisées par les impôts et oubliées par l'Etat-Providence, c'est passer sous silence le fait qu'une partie importante des populations précaires intègrent les classes moyennes grâce aux prestations sociales, et que la progressivité de l'impôt limite les écarts de niveau de vie entre les classes moyennes et les hauts revenus.

Les classes moyennes sont plus nombreuses dans les pays où les prélèvements obligatoires sont importants



Sources : OCDE, Eurostat, LIS et SILC (années 2000)

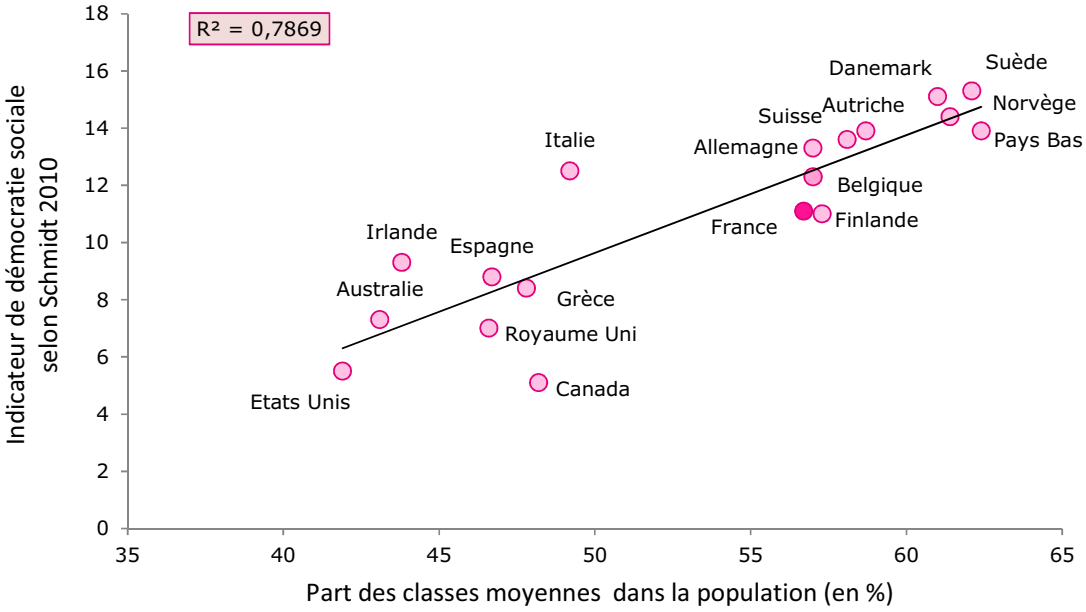
La corrélation entre l'importance des classes moyennes et le montant des dépenses sociales publiques est, elle aussi, très élevée (R^2= 57%). On note aussi un lien entre la législation du travail et la taille des classes moyennes. L'OCDE a établi un « indice de protection sociale » qui évalue le degré de protection des salariés contre les licenciements individuels (notamment en cas d'arrêt maladie), les licenciements collectifs, le harcèlement moral, etc. Plus « l'indice de protection sociale » est fort, plus les classes moyennes sont nombreuses (R^2= 22%).

L'influence des régimes démocratiques

En lien avec l'Etat-Providence, les régimes démocratiques jouent aussi un rôle dans la formation des classes moyennes. Les sciences politiques déclinent fréquemment le concept de démocratie libérale — qui caractérise la plupart des pays développés — en démocratie « libertaire » et démocratie « sociale ». Le politologue allemand Manfred G. Schmidt a établi un indicateur permettant de classer les différents régimes politiques selon un axe « social » ou « libertaire » à partir de neuf critères, dont le degré d'institutionnalisation, de formalisation des droits sociaux et économiques, le poids des prélèvements obligatoires, le degré de contrôle des marchés, le taux de

participation des salariés dans les décisions au sein de l'entreprise, le taux de pauvreté, la diversité sociale du système éducatif, la proportion de la population active, les écarts de revenus, etc. Le croisement de l'indicateur de Schmidt avec la taille des classes moyennes montre une très forte corrélation (R^2= 78%) entre ces deux dimensions.

Les classes moyennes sont plus nombreuses dans les « démocratie sociales » que dans les « démocraties libertaires »



Sources : Manfred G. Schmidt (2010) et LIS (milieu des années 2000)

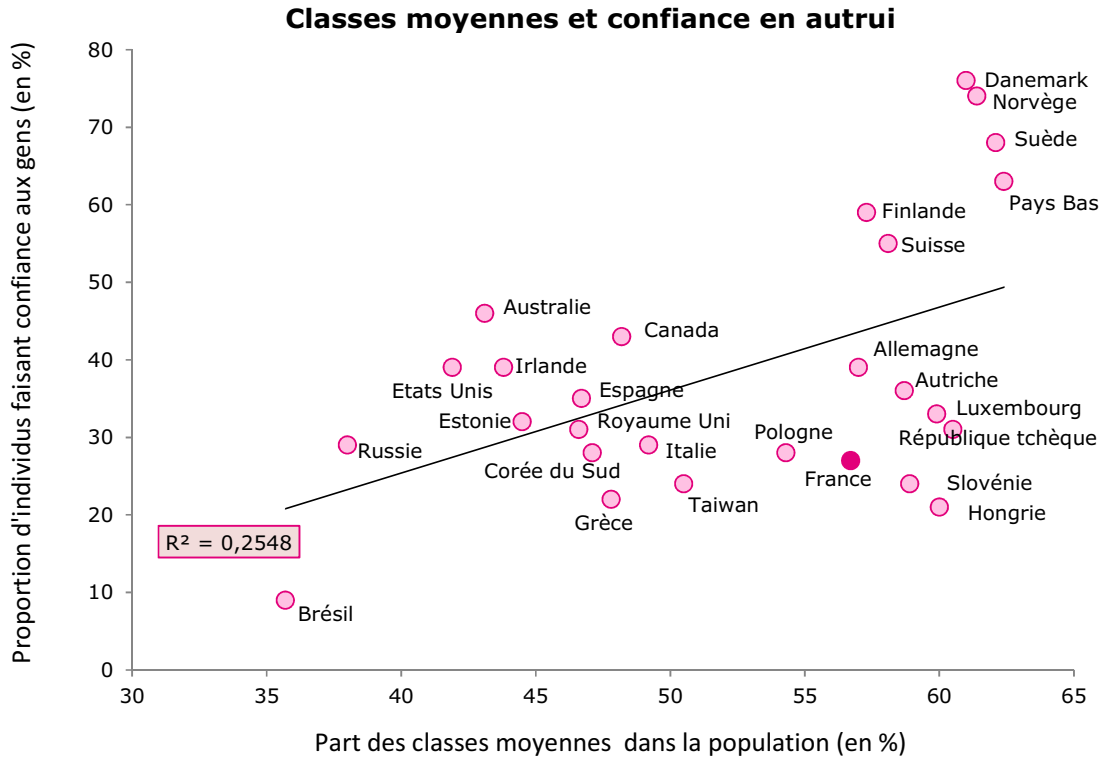
Même la nature des institutions, la constitution ou l'équilibre entre les différents pouvoirs semblent en lien avec l'importance des classes moyennes. Arend Lijphart a élaboré plusieurs classifications permettant de distinguer les démocraties « consensuelles » des démocraties « majoritaires ». Les démocraties « consensuelles » se caractérisent par une répartition du pouvoir exécutif au sein d'une coalition de partis (*vs* un seul parti exerce le pouvoir), une symétrie entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif (*vs* l'exécutif prime sur le législatif), un multipartisme (*vs* un bipartisme), un scrutin proportionnel (*vs* majoritaire), une organisation fédérale (*vs* un état centralisé), une constitution difficile à modifier (*vs* modifiable facilement), une banque centrale autonome (*vs* une banque centrale dépendante de l'exécutif), etc. Il apparaît que les classes moyennes sont plus nombreuses dans les démocraties « consensuelles ». La France fait ici figure d'exception : relevant plutôt des démocraties « majoritaires », les classes moyennes y sont malgré tout importantes.

Les classes moyennes : socle de la cohésion sociale

Les classes moyennes s'épanouissent mieux dans les démocraties « sociales » que « libertaires » et dans les régimes politiques « consensuels » plutôt que « majoritaires ». On peut d'ailleurs, réciproquement, se demander si ce n'est pas l'importance des classes moyennes au sein de chaque pays qui contribue à renforcer les régimes démocratiques de cette nature. Une société où les individus partagent les mêmes modes de vie se prête plus facilement au dialogue et à la concertation.

De fait, le niveau général de confiance ou de défiance qui règne dans chaque société est assez lié à l'importance des classes moyennes (R^2=25%). Au Danemark, en Norvège, en Suède, aux Pays-Bas, en Finlande ou en Suisse — où les classes moyennes sont importantes —, une large majorité de la population considère qu'en règle générale, « *il est possible de faire confiance aux gens* ». Par contre, aux Etats-Unis, en Russie, au Brésil, en Estonie, en Grèce, la majorité de la population

pense plutôt que « *l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres* » : ces pays sont caractérisés par des classes moyennes peu nombreuses. La corrélation est loin d'être parfaite, car la défiance est importante en France, au Luxembourg, en Autriche, en Allemagne, en République Tchèque, en Slovénie, en Hongrie, dans des pays où les classes moyennes rassemblent une partie importante de la population. Néanmoins, on imagine aisément qu'une répartition plus égale des revenus tend à pacifier les liens sociaux, tandis qu'une société polarisée crée inévitablement des tensions.



Sources : European Value Survey (2008) et LIS (milieu des années 2000)

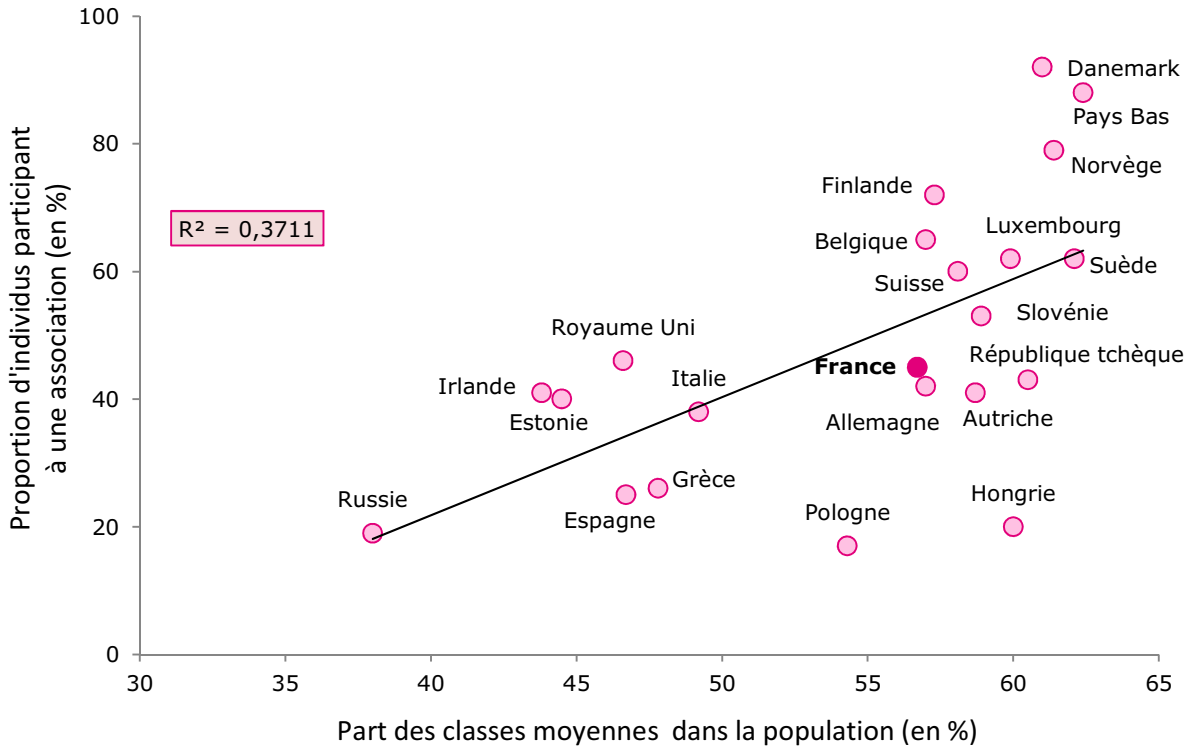
Par ailleurs, les pays dans lesquels les classes moyennes sont importantes sont des nations où l'engagement associatif est plus répandu (R^2=37%). On constate une partition entre les pays de l'Est et du Sud de l'Europe, caractérisés par un moindre dynamisme du tissu associatif, et les pays de l'Ouest et du Nord plus investis. Pour certains sociologues, les structures familiales communautaires sont un frein au développement de la société civile dans les pays du Sud et de l'Est de l'Europe. L'analyse de la stratification sociale montre également que l'on s'engage davantage dans la vie de la cité lorsque les ressources sont mieux réparties.

La participation active dans un syndicat (R^2=17%) ou un parti politique (R^2=15%) est un peu moins corrélée avec le poids des classes moyennes. De même, la confiance dans les partis politiques semble assez déconnectée (R^2=10%). La proportion d'individus se déclarant prêts à aller voter aux prochaines élections (R^2=1%) n'est pas plus fréquente dans les pays où les ressources sont plus homogènes. Dans les pays où les classes moyennes sont nombreuses, on ne pense pas beaucoup plus souvent que « *la démocratie est très importante* » (R^2=15%), ni que « *la démocratie fonctionne bien* » (R^2=8%), ou que l'on est satisfait de son niveau de vie personnel (R^2=7%).

Les classes moyennes ne sont pas l'alpha et l'oméga de la cohésion sociale. D'autres paramètres entrent bien évidemment en ligne de compte dans la qualité du « vivre ensemble ». Mais ces

analyses exploratoires montrent néanmoins que les classes moyennes constituent un socle de stabilité ; elles font tampon entre les plus riches et les plus pauvres ; leur importance plus ou moins grande témoigne de la volonté des régimes politiques de mieux répartir les ressources économiques et de permettre une plus grande concertation.

La participation associative est plus forte dans les pays où les classes moyennes sont plus nombreuses



Sources : European Value Survey (2008) et LIS (milieu des années 2000)

Introduction

Les classes moyennes sont souvent au cœur des débats publics. Au moment des élections, elles sont les destinataires privilégiées du discours politique. Il s'agit de rassembler une fraction la plus large possible de la société, et, dans de nombreux pays, les classes moyennes constituent la plus grande partie du corps social ; leur positionnement en son centre permet d'ailleurs de toucher, à la marge, le haut et le bas de l'échelle sociale.

Objet de convoitise électoral, les classes moyennes sont également présentées comme les garantes de la cohésion sociale. Pour la paix sociale, il est préférable que les ressources économiques ne soient pas réparties de manière trop inégalitaire. Des classes moyennes nombreuses et bien portantes reflètent une certaine homogénéité sociale. Des classes moyennes chétives témoignent d'une société fortement polarisée, menacée d'éclatement.

La peur de la fragmentation sociale est au cœur de la thèse du déclin des classes moyennes ou de celle de leur paupérisation. Au cours d'un travail précédent[1], nous avons rappelé que les classes moyennes françaises ne s'effritent pas. Elles sont aussi nombreuses aujourd'hui qu'il y a trente ans. Leurs revenus ont même progressé sur longue période. Nous avons souhaité élargir ces analyses à l'ensemble des pays européens : comparer l'importance et le niveau de vie des classes moyennes en Europe, analyser leurs modes de vie au travers de leur consommation, tenter de dégager des traits communs à cette figure insaisissable des sciences sociales.

Car la définition des classes moyennes est très variable selon les époques et selon les pays. Le premier chapitre de ce rapport est d'ailleurs consacré à la sociogenèse de la notion de classes moyennes, à travers un voyage historique remontant deux siècles en arrière, dans six pays : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Espagne et l'Italie.

Dans un second temps, nous nous attacherons à comparer les classes moyennes en Europe : leur nombre, leur évolution au fil du temps, leurs revenus, leur consommation.

La troisième partie, plus exploratoire, s'intéressera aux déterminants économiques et politiques de l'existence des classes moyennes. Comment expliquer qu'elles sont plus nombreuses dans certains pays que dans d'autres ? La cohésion sociale est-elle moins forte dans les pays où les classes moyennes sont peu nombreuses ?

[1] Régis Bigot, *Les classes moyennes sous pression*, cahier de recherche n°249, CREDOC, décembre 2008, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C249.pdf

Chapitre 1. Sociogenèse de la notion de classes moyennes

Aborder le sujet des classes moyennes soulève nécessairement la question de leur définition. Mais c'est là que les difficultés commencent, en raison du caractère protéiforme et hétéronome du concept. La signification que prend la notion de classes moyennes dépend largement de son acception dans différentes langues ou différents contextes socio-culturels. Les sociologies nationales ont toutes leurs propres questions, qui trouvent leurs sources à la fois dans l'histoire et les spécificités culturelles, sociales et intellectuelles de chaque pays.

Force est de constater que l'ensemble des travaux sur les classes moyennes est marqué par la crainte d'insuffisance de précision de la notion utilisée. Il semble impossible de combler ce manque mais il est néanmoins envisageable de retracer préalablement la trajectoire historique de quelques représentations sociales liées au concept de classes moyennes. Pour cela, nous renverrons le lecteur aux nombreux travaux systématiques et synthétiques recensant la plupart des définitions, et brossant un champ bibliographique presque inépuisable. Klaus-Peter Sick évoque le chiffre impressionnant de 150 à 200 définitions sérieuses qui se subdivisent en une multitude de tentatives de classifications et de catégorisations[2].

Nous partons de l'idée que la notion de classes moyennes est autant le fruit de l'histoire que facteur d'histoire. Certes, une partie de la signification qu'on lui confère tient aux définitions contingentes, mais à cette partie à géométrie variable s'adjoint une autre, plus pérenne dans le temps, de caractéristiques qui apparaissent de manière plus ou moins récurrentes dans l'examen de la notion ou dans les usages qui en sont faits. Nous tenterons de dégager des éléments de convergence, mais on peut dire d'emblée qu'il n'existe pas de « plus petit dénominateur commun » à la multitude d'acceptions que les différentes notions gravitant autour des classes moyennes ont pu prendre.

Notre travail vise surtout à rendre compte de la diversité des usages historiques, politiques, sociaux et scientifiques du concept dans quelques pays européens. Nous chercherons bien sûr à dégager des traits communs, mais nous n'occulterons pas les spécificités propres à chaque époque ou chaque pays. Il s'agit principalement ici de resituer chaque définition des classes moyennes dans son contexte historique et géographique. L'idée consiste à éviter, autant que possible, d'opérer une abstraction risquant d'enfreindre la compréhension. L'objectif de ce chapitre est de présenter une vision extensive des classes moyennes enrichie par un regard longitudinal et comparatiste.

[2] Cf. Klaus-Peter Sick, « Le concept de classes moyennes : Notion sociologique ou slogan politique ? », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°37, janvier-mars 1993, p. 13-34.

Notre hypothèse de travail est que le concept de classes moyennes change en fonction des transformations socio-économiques qui affectent la société dans son ensemble. Le pari assumé est donc de mettre à l'épreuve de l'histoire la « figure » de classes moyennes afin d'en établir une topographie européenne toujours sensible aux polarisations nécessairement plurielles des espaces multinationaux.

Un point délicat mérite d'être abordé préalablement. Le vocabulaire décrivant les classes moyennes dans les différents pays est d'une foisonnante diversité. En France, l'usage de l'expression « classes moyennes » est aujourd'hui très répandu (mais ce n'a pas toujours été le cas), alors qu'en Allemagne on parle plutôt de « *Mittelschicht* » (couche moyenne) ou de « *Mittelstand* » (la traduction littérale étant moyen-état, un peu comme on parle de tiers-état en France ; le vocable est très marqué par les clivages de l'ancien régime), tandis que dans les pays anglo-saxons, la position intermédiaire des « *middle classes* » rappelle constamment son insertion entre les « *lower classes* » et les « *upper classes* ». Cette disparité sémantique ne doit pas nous interdire toute approche comparative. Elle est révélatrice de la variabilité de la notion dans le temps et dans l'espace, même si, parfois, on ne parle pas tout à fait de la même chose.

L'analyse historique que nous allons présenter dans ce chapitre permet de dégager six conclusions principales :

1. Le discours relatif aux classes moyennes commence à poindre **au moment où les régimes aristocratiques s'essoufflent**. Le Tiers état de l'ancien régime monte en puissance et, en son sein, la **bourgeoisie** tente de se faire une place entre le monde paysan et l'aristocratie. De manière concomitante, les représentations des classes moyennes s'étoffent lors des **révolutions industrielles** en Europe, car la bourgeoisie industrielle et commerçante occupe une place importante dans les changements à l'œuvre. Aujourd'hui, dans plusieurs pays (notamment en Belgique et au Luxembourg, mais également un peu en France), la notion de classes moyennes reste fortement attachée aux métiers de l'**artisanat** et du **commerce**, voire aux **travailleurs indépendants**.
2. **Tous les régimes politiques ne sont pas favorables à l'idée de parler des classes moyennes**. L'idéal marxiste, par définition, nie leur existence car une seule classe mérite attention : le prolétariat. Les dictatures fascistes ne sont pas enclines non plus à nourrir le débat autour des couches intermédiaires car le peuple est censé faire bloc — unitaire et soudé — derrière son leader. Les classes moyennes sont souvent **instrumentalisées dans les discours politiques**, aujourd'hui comme hier, en France comme dans d'autres pays. Les tentatives de récupérations sont nombreuses, de droite comme de gauche : en ligne de mire,

l'électeur médian[3] — celui qui fait basculer la majorité d'un côté ou de l'autre. Cette instrumentalisation est aisée à mettre en œuvre puisque les classes moyennes sont une adéquate **surface de projection** dans laquelle chacun se reconnaît. S'adresser aux classes moyennes permet d'obtenir l'attention de tous.

3. En lien avec l'industrialisation et l'élévation des niveaux de vie, la classe moyenne renvoie souvent à l'idée d'**ascension sociale**. Le regain d'intérêt pour les classes moyennes au moment des Trente glorieuses en France ou du « miracle économique » en Allemagne tient à ce que, au cours de cette période faste, tout le monde pense avoir une chance d'atteindre un niveau de vie supérieur à celui de ses parents. Ce n'est pas par hasard si aujourd'hui, les sociologies chinoises, russes, brésiliennes ou indiennes parlent de plus en plus des classes moyennes. Réciproquement, les périodes de ralentissement économique — comme c'est le cas en Europe depuis la fin des années 1970 — sont propices aux études portant sur le **sentiment de déclassement.** Dans la plupart des pays frappés par la désindustrialisation et soumis à la concurrence internationale, prospère une littérature du déclin des classes moyennes.

4. D'un point de vue politique, et depuis l'Antiquité, les classes moyennes sont souvent perçues comme les **garantes de la cohésion sociale**. Le déclin et la paupérisation des classes moyennes sont alors perçus comme une menace d'éclatement du corps social : le spectre d'une polarisation insoutenable entre les riches et les pauvres réapparaît.

5. D'un point de vue sémantique, on parle de classes moyennes **au pluriel ou au singulier** lorsqu'on cherche plutôt à mettre en avant l'idée de diversité ou d'unité. Le pluriel est plus courant. Le mot « classe » renvoie parfois aux conceptions marxiennes. Aussi certains préféreront parler de « couches » ou de « catégories ». L'empreinte de Marx n'a cependant pas empêché les sociologues issus de paradigmes différents de se réapproprier le mot « classe moyenne » depuis deux siècles. En France, tout se passe comme si en étant accolé à « moyennes », le mot « classes » perdait son empreinte marxienne.

6. D'un point de vue méthodologique, les classes moyennes peuvent être approchées sous l'angle des **statuts sociaux** (eux-mêmes reposant souvent sur les fonctions et les professions) ou sous l'angle des **niveaux de vie** (revenus, patrimoine). Et si l'idée de couche **intermédiaire entre le haut et le bas de l'échelle sociale** est relativement universelle, le curseur ne se positionne pas toujours au même endroit : selon les auteurs, les classes moyennes peuvent se situer **soit au-**

[3] En économie des choix publics, l'électeur médian est le personnage clé auquel doivent s'adresser les politiques. Voir James M. Buchanan et Gordon Tullock, *The Calculus of Consent: Logical Foundations of Constitutional Democracy,* University of Michigan Press, 1962, 384 p.

dessus, soit en-dessous de la médiane (laquelle sépare la population en deux groupes d'égale importance).

Mais ce court résumé ne reflète pas la diversité des problématiques et des représentations qui gravitent autour des classes moyenne. Les sections suivantes s'intéresseront en particulier la manière dont la notion a évolué au cours du temps en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne et en Italie.

1. France : les classes moyennes au cœur de la République

Les limites d'une intégration politique des classes moyennes

Les classes moyennes apparaissent comme vocable politique au 19e siècle. En particulier, l'idée selon laquelle la société ne serait plus organisée en castes ou en ordres, mais en classes marque une rupture avec des conceptions plus anciennes de la société française[4]. Ce sont en particulier Saint Simon, Jean-Baptiste Say ou François Guizot qui formalisent le concept de « classe moyenne » en lui donnant une signification qui dépasse le simple slogan politique[5]. Ainsi l'apparition des classes moyennes brise le vieux paradigme ternaire qui divise la société française en trois groupes : l'aristocratie, la bourgeoisie et les pauvres.

L'élément le plus intéressant à retenir est que la figure de la classe moyenne est associée à l'idée d'une modernisation sociale et politique du pays. La classe moyenne jouit d'une certaine indépendance financière et dispose, par conséquent, de loisirs lui permettant de se cultiver. Le fait d'avoir du temps libre étant considéré comme la condition *sine qua non* pour accéder à la culture : « *La richesse a amené le loisir, le loisir a donné les lumières* »[6]. Engagement politique, sentiment patriotique et convictions démocratiques sont donc étroitement liés à l'idée de l'indépendance financière.

La théorie de l'émergence d'une classe moyenne comme nouveau groupe politique fut contestée dès le départ. Ainsi, l'historien orléaniste Edouard Alletz se montre sceptique à l'égard de ce nouveau concept auquel recouraient les collègues de son propre parti[7]. Selon Alletz, il y aurait bien une disparition du clergé et de la noblesse, mais des classes du passé survivent encore : la bourgeoisie et le peuple. La classe moyenne ne serait qu'une invention sémantique qui ne correspondrait à aucune réalité sociale. Alletz écrit à ce sujet :

---

[4] Jean Ruhlmann, Ni bourgeois, ni prolétaires : La défense des classes moyennes en France au XXe siècle, Paris, Le Seuil, 2001.

[5] François Guizot, *Mémoire pour servir à l'histoire de mon temps,* tome 1, Paris, Lévy frères, 1872 (1858) ; Claude Henri de Rouvroy de Saint-Simon, *Du système industriel,* Paris, E. Dentu, 1861 (1822) ; Jean Baptiste Say, *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se composent les richesses,* Paris, Economica, 2006 (1803).

[6] Pierre-Paul Royer-Collard, *Archives parlementaires, tome 23,* p. 344.

[7] Edouard Alletz, De la démocratie nouvelle ou des Mœurs et de la puissance des classes moyennes, Paris, F. Lequien, 1837.

> *« Ne nous laissons pas abuser par ce mot : classes moyennes. Le terme demeure; la chose s'est évanouie. »*[8]

Mais ce qu'Alletz entend par réalité sociale n'a pas de rapport avec une réalité socio-économique ou professionnelle mais désigne exclusivement une réalité politique. Selon la pensée républicaine démocrate, dont Alletz se fait porte-parole, l'introduction du suffrage universel aurait rendu nécessaire que l'égalité politique se reflète dans la sémantique même du discours politique. Parler de classes sociales signifiait récuser l'idée d'égalité républicaine.

Ce scepticisme ne se limite pas à la droite. Le concept de classes moyennes est tout aussi ambivalent pour la gauche. Alors que les classes moyennes sont valorisées chez Proudhon[9], d'autres comme Gambetta se montrent plus réservés :

> *« Messieurs, j'ai dit les nouvelles couches, non pas les classes : c'est un mauvais mot que je n'emploie jamais. »*[10]

Prêt à admettre l'apparition d'une nouvelle couche, Gambetta se montre réticent à l'idée de leur accorder la qualité de « classe ». La position de Gambetta reflète assez bien la conception marxiste qui ne connaît qu'une seule classe : le prolétariat. La théorie marxiste accorde le rôle politique central à la classe ouvrière et ne reconnaît dans la bourgeoisie qu'une « espèce en voie d'extinction » dans le processus de modernisation rapide des systèmes économiques capitalistes[11]. Contrairement à ces pronostics, la classe moyenne n'a cessé d'augmenter en nombre tout au long du 19e siècle. Les processus de modernisation n'ont pas conduit à une disparition de la classe moyenne mais ont contribué à sa croissance et à sa sédimentation. Ce fait social important n'échappe pas aux penseurs contemporains de Marx, souvent proches de la droite, du centre ou des libéraux.

En 1881, l'économiste libéral Paul Leroy-Beaulieu apporte une précision en cherchant, dans une première approche, à identifier l'élément qui rend les classes moyennes à la fois modernes et nouvelles[12]. Selon Leroy-Beaulieu, la nouveauté des classes moyennes tient à leur structuration. Il identifie notamment une nouvelle strate qu'il appelle « les cadres ». Emprunté à la nomenclature militaire, le terme évoque chez Leroy-Beaulieu une stratification interne de la classe moyenne et désigne une tendance à la bureaucratisation qui touche une partie de ce nouveau groupe. La classe moyenne se subdivise en différentes catégories socio-professionnelles. La classe moyenne qui se

---

[8] Ibid., p. 223.

[9] Pierre-Joseph Proudhon, De la capacité politique des classes ouvrières : Œuvres complètes 05, Paris, Rivière, 1924.

[10] Léon Gambetta, *Discours et plaidoyers politiques de M. Gambetta,* Paris, 1881. La citation se trouve dans le discours d'Auxerre 1874.

[11] Klaus Peter Sick, « Le concept de classes moyennes : Notion ou slogan politique », *Vingtième Siècle : Revue d'histoire,* n°37, janvier-mars 1993, p. 13-34.

[12] Cf. Paul Leroy-Beaulieu, Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions, Paris, Guillaumin, 1881.

limitait aux petits et moyens entrepreneurs, est, par conséquence, élargie : elle se décline désormais en cadres (administratifs ou bureaucratiques) et petit et moyen entrepreneuriat.

La question de la ventilation socio-professionnelle se trouve au cœur des discussions scientifiques et politiques qui animent alors le débat autour des classes moyennes. Au cœur de cette querelle qui durera jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, se trouvent deux définitions antinomiques de la classe moyenne. L'une pointe la focale sur le patrimoine. Ainsi, la détention de titres de propriété mobilier et immobilier et la pratique d'une culture propre à la petite bourgeoisie étaient considérées comme un marqueur d'appartenance à la « vraie classe moyenne ». S'y opposait une approche mettant l'accent sur les catégories socio-professionnelles et le fait de disposer de revenus salariés. Cette dernière conception peinait à s'imposer ne serait-ce qu'en raison de la faible croissance des cadres comparée à l'Allemagne, où ce groupe était en plein essor entre 1900 et 1930. Outre-Rhin, la classe moyenne est davantage associée au salariat et au travail plutôt qu'au statut de rentier, qui renvoie à l'aristocratie[13].

La recherche française de l'époque s'intéresse moins aux comportements et aux modes de vie qu'à la classification socio-professionnelle ou encore à l'impact des politiques publiques sur les classes moyennes. On se préoccupe notamment des effets des politiques d'industrialisation et des grands chantiers de modernisation économique sur la composition et la stratification de la classe moyenne[14]. Dans cette optique, les classes moyennes deviennent davantage le laboratoire des politiques publiques. Connaître l'impact sur les classes moyennes devient une condition préalable pour la mise en place d'une politique sociale ou économique. La vieille idée — présente déjà chez Aristote[15] — selon laquelle les classes moyennes forment le juste milieu de la société, la pacifient et la stabilisent, sont un tampon entre les riches et les pauvres et, par-là, atténuent les inégalités perceptibles et les tensions sociales, devient le paradigme dominant des pouvoirs publics. La thèse est simple : plus les classes moyennes sont importantes, moins l'inégalité est manifeste et plus la cohésion sociale est forte. En d'autres termes, les classes moyennes incarnent la société française, elles incarnent la nation.

> *« La modération, écrit Etienne Fournol en 1933, est la vertu politique propre du pays des classes moyennes ; du pays où les transitions entre les classes sociales sont*

[13] Dans les années 1920, Siegfried Kracauer publie un livre remarqué sur les employés (*Die Angestellten*) décrivant ceux-ci comme le nouveau prolétariat de la société industrielle où la tâche administrative (vente, marketing, comptabilité) vient relayer le processus de rationalisation des métiers de production et de main-d'œuvre peu qualifiée. Siegfried Kracauer, *Die Angestellten,* Francfort sur Main, Suhrkamp, 1971.

[14] Cf. Christophe Charle, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle,* Paris, Le Seuil, 2002.

[15] « Il est évident que l'association politique est surtout la meilleure quand elle est formée par des citoyens de fortune moyenne; les États bien administrés sont ceux où la classe moyenne est plus nombreuse et plus puissante que les deux autres réunies, ou du moins que chacune d'elles séparément. […] Partout où la fortune extrême est à côté de l'extrême indigence, ces deux excès amènent ou la démagogie absolue, ou l'oligarchie pure, ou la tyrannie; la tyrannie sort du sein d'une démagogie effrénée, ou d'une oligarchie extrême, bien plus souvent que du sein des classes moyennes, et des classes voisines de celles-là ». Aristote, Politique, livre IV, chapitre IX, paragraphe 3. Traduction en français d'après le texte collationné sur les manuscrits et les éditions principales par J. Barthélemy-Saint-Hilaire, 3e édition revue et corrigée, Paris, Ladrange, 1874.

> *les plus douces et les gradations les plus nuancées. Traduction dans la politique d'un état social qui oppose la France aux pays plus récents ou primitifs. »*[16]

L'analyse d'Etienne Martin Saint-Léon n'est pas moins explicite, lorsqu'il dit au congrès international des classes moyennes à Liège :

> *« La question des classes moyennes en France est étroitement liée aux circonstances particulières de ce pays. Il n'y a pas de pays au monde où les classes moyennes auraient contribué plus à l'augmentation de la richesse matérielle et morale... L'existence de ces classes moyennes nombreuses, où l'on travaille et épargne assidument, explique pour une large partie comment la France a pu se relever aussi rapidement après des coups rudes. »*[17]

Mais élever les classes moyennes au grade de pilier du régime républicain fait de celles-ci un point de vulnérabilité, notamment en temps de crise économique. Car l'impact et les effets de la récession sur les classes moyennes peuvent déstabiliser le régime politique tout entier.

Les classes moyennes : victimes ou révolutionnaires ?

Dans l'entre-deux guerres, période marquée par une récession économique prononcée, les travaux sur les classes moyennes font l'inventaire des conséquences néfastes que la crise exerce sur ces groupes. Ainsi, on peut lire le passage suivant dans la *Revue internationale de sociologie :*

> *« 'Je souffre donc je suis', telle pourrait être aujourd'hui la devise de nos classes moyennes broyées dans leur dignité, leur goût de l'épargne et leur optimisme foncier, par un bouleversement social issu de l'après-guerre et qui aura modifié la société française traditionnelle aussi profondément que les invasions des Barbares au cours des premiers siècles de notre histoire nationale... Est-il besoin de rappeler... les ravages causés à la classe moyenne par la terrible inflation monétaire ? »*[18]

Cependant, à cette époque s'opère — dans une partie des travaux sur les classes moyennes — un changement de perspective. Des auteurs tels que Henry Laufenburger, Edmond Vermeil ou Raymond Aron récusent la thèse de la classe moyenne comme principale victime de la nation[19]. Ils préfèrent mettre en valeur non le caractère stabilisateur et pacificateur des classes moyennes mais leur dimension révolutionnaire.

---

[16] Etienne Fournol, *Manuel de politique française,* Paris, Editions des Portiques, 1933, p. 60 et 99.

[17] Etienne Martin Saint-Léon, « L'organisation corporative des classes moyennes », in *Classes moyennes industrielles et commerciales,* Paris, 1910, p. 168.

[18] *Revue internationale de sociologie,* cit. in Klaus Peter Sick, « Le concept de classes moyennes : Notion ou slogan politique », *Vingtième Siècle : Revue d'histoire,* n°37, janvier-mars 1993, p. 13-34.

[19] Henry Laufenburger, « Classes moyennes et national-socialisme en Allemagne », *Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1933, p. 46-60 ; Edmond Vermeil, « Essai sur les origines sociales », *Année politique française et étrangère,* 10, 1935, p. 41-78 ; Raymond Aron, « Le concept de classe », in *Itinéraires III,* Paris, 1939, p. 25 et *sq.*

Elles sont, pour ces auteurs, porteuses de l'esprit révolutionnaire qui a mis un terme à l'Ancien Régime, elles ont initié un renouveau de la société française.

Ce changement de registre intervient dans un contexte marqué par la grande dépression et la montée du national-socialisme en Allemagne. Les travaux allemands — qui ne passent pas inaperçus en France — font état de l'adhésion grandissante des classes moyennes germaniques au programme national-socialiste. La recherche française se pose alors la question d'une « contagion » aux classes moyennes françaises. L'impulsion révolutionnaire de la classe moyenne serait-elle, au fond, anti-démocratique[20] ? Apparaît alors la notion de « politique des classes moyennes ». Ceux qui, en France, pensent que les classes moyennes sont le noyau de la stabilité du régime républicain ne veulent pas laisser le champ libre à une récupération politique radicalisée et idéologisée.

A cet égard, les années 1930 sont marquées par la mise en place d'une politique active des classes moyennes en France. Les pouvoirs publics, longtemps occupés à contenir et à combattre un mouvement ouvrier jugé trop militant, mettent en place des dispositifs de valorisation des classes moyennes afin de les rallier à l'Etat. La devise devient : mobiliser les classes moyennes afin de barrer la route à la fois au collectivisme et au fascisme[21]. Pour ce faire, de nouveaux dispositifs sont conçus pour répondre notamment aux attentes des cadres. A l'initiative de cette nouvelle politique se trouve le gouvernement du Front populaire[22]. En 1934 déjà, deux ans avant le Front populaire, la CGT consacre tout un chapitre de son plan économique aux cadres de la classe moyenne, lesquels se retrouvent alors au centre des programmes du Parti radical, du Mouvement Amsterdam-Pleyel ou du Front populaire[23].

C'est dans ce contexte que se tissent les liens entre classe ouvrière et classe moyenne. Ce moment marque la généralisation du concept de classes moyennes en tant que passerelle entre les riches et les pauvres ; l'étape à franchir dans l'ascension sociale. Les classes moyennes incarnent ce que l'on appellera plus tard « l'ascenseur social ». Sous le gouvernement du Front populaire, on préfère imaginer les classes moyennes soudées au prolétariat[24]. Au sujet du programme de la SFIO, Edmond Laskine écrit en 1933:

> *« Tenant compte de la structure sociale de la France, et instruits sans doute aussi du danger de certains mots d'ordre par l'appoint considérable qu'en Italie et en Allemagne ont apporté aux dictatures des classes moyennes... les néo-socialistes ont nettement renoncé à la doctrine et à la tactique du socialisme prolétarien... Les intérêts qu'ils entendent prendre en charge et auxquels ils font appel ne sont donc plus seulement ceux*

[20] David Schoenbaum, La révolution brune : La société allemande sous le IIIe Reich, Paris, Gallimard, 2000 (1966).

[21] Henri De Man, *La vie socialiste,* 4 novembre 1933, p. 7 et *sq.*

[22] Serge Berstein, « Les classes moyennes contre la gauche », in *L'Histoire,* n° 71, 1984, p. 6-21.

[23] Cf. Gérard Grunberg et René Mouriaux, *L'univers politique et syndical des cadres,* Paris, Presses de la FNSP, 1979.

[24] Cf. Georges Lavau et al. (dir.), *L'univers politique des classes moyennes,* Paris, Presses de la FNSP, 1983.

> *des "prolétaires" ... Ce sont ceux de toutes les classes laborieuses, ceux des classes moyennes. »*[25]

La grande peur des partis politiques est désormais un changement de l'équilibre au sein de cette alliance. Le danger se décline en deux risques : 1) le risque que la classe moyenne se paupérise ; 2) le risque que les classes moyennes s'enrichissent trop vite et se détachent des classes populaires en gravissant trop rapidement les échelons de la hiérarchie sociale.

Une surface de projection du bien-être général

Pour le Front populaire, la principale difficulté de défendre une politique de soutien aux classes moyennes et, plus spécifiquement, aux cadres, était son incompatibilité avec l'idée de l'égalitarisme républicain. Soutenir ouvertement les revendications d'un groupe particulier était idéologiquement difficilement justifiable. La solution fut aussi simple qu'efficace : les concessions aux revendications de la classe moyenne ont été présentées comme des acquis sociaux pour l'ensemble de la société française. La semaine de 40 heures, les congés payés et les augmentations des salaires ont principalement bénéficié aux classes moyennes mais elles ont été présentées comme étant dans l'intérêt général du pays. Le sociologue Maurice Halbwachs écrit à ce sujet :

> *« La loi ... c'est ce qui correspond à la volonté de l'ensemble des membres de la nation. On ne peut pas, dans un corps de lois de ce genre, introduire des dispositions qui avantagent une classe de la nation simplement parce qu'elles l'avantagent, c'est-à-dire en invoquant les intérêts d'une classe particulière. Il faut donc, par un certain détour... répandre dans l'ensemble du pays la conviction qu'il ne s'agit pas seulement de l'intérêt d'une classe limitée, mais qu'il s'agit au fond de l'intérêt du pays tout entier, et que c'est là une mesure qui servira l'intérêt général. »*[26]

Dans cette optique, le concept de classes moyennes fonctionne comme surface de projection de l'intérêt général de la société française. Cela explique peut-être en partie pourquoi les approches mettant l'accent sur une classification socio-professionnelle sont moins courantes en France (au moins jusqu'aux années 1960). Les quelques tentatives des *Annales sociologiques* sous l'égide de Henri Mougin d'entamer un travail de recherche quantitative sur les classes moyennes[27] tout en essayant d'établir une classification catégorielle sont peu reprises. Elles ne sont, en tout cas, pas relayées par les pouvoirs publics qui considèrent qu'une classification catégorielle renforcerait l'esprit de concurrence déjà suffisamment stimulé par le mouvement poujadiste[28].

---

[25] Edmond Laskine, « La crise socialiste et le "néosocialisme" », *Revue d'économie politique*, n°48, 1934, p. 62-63.

[26] Maurice Halbwachs, *Les classes sociales*, Paris, Tournier et Constans, 1942, p. 171.

[27] Henri Mougin, « Un projet d'enquête sur les classes moyennes en France », In *Inventaires III* p. 287-343.

[28] Stanley Hoffmann, *Le Mouvement Poujade,* Paris, Presses de la FNSP, 1956.

La réticence des pouvoirs publics à l'égard d'une classification de la société française apparaît également lors des débats relatifs à l'introduction, en 1954, par la statistique officielle, de la première nomenclature socio-professionnelle (CSP). Louis Chauvel et Franz Schultheis notent à ce sujet :

> *« (Cette nomenclature) permet de parler de classes sociales sans jamais avoir à prononcer le nom – en atteste les éternelles dénégations du type « les CSP ne sont pas des classes », qui prouvent bien que la confusion est vite produite »*[29].

Cette querelle entre conception unitaire du corps social et une représentation mettant en avant son hétérogénéité aboutira à la fin des années 1950 à une remise en question fondamentale des classes moyennes. De plus en plus de chercheurs dénoncent la notion de classes moyennes comme construction artificielle, une abstraction politique voire un outil électoral. François Simiand écrit à ce sujet :

> *« La notion de classes moyennes... plus encore que la notion des autres classes, paraît correspondre assez souvent, plutôt à un désir de certains partis ou de certaines catégories de personnes qu'à une réalité. »*[30]

Raymond Aron est plus explicite encore :

> *« L'hétérogénéité des classes moyennes souffre difficilement une unité autre que partielle et abstraite... (Mais) une situation analogue entre (ces) classes opposées suffit parfois à faire naître une certaine solidarité. En ce sens, la classe moyenne existerait dans la mesure où elle se découvrirait une volonté nue. Et dans cette mesure même, l'usage du terme serait pleinement justifié. L'idéologie de la classe moyenne créerait l'unité. »*[31]

La parenthèse au cours de laquelle les classes moyennes étaient au cœur de la représentation politique se referme alors. Cela n'empêchera pas leur invocation comme groupe unitaire dans l'espace public.

Vers une définition opérationnelle des classes moyennes

Il faut attendre la fin des années 1960 pour que la sociologie française arrive à imposer le concept d'une classe moyenne se déclinant en catégories professionnelles. La matrice essentielle des travaux de recherche de cette époque sont les « cadres » du secteur privé. Les études s'attèlent d'abord aux questions économiques pour ensuite s'interroger sur les pratiques culturelles et politiques de ce groupe. Enfin, dans les années 1980, ce sont les travaux de Luc Boltanski qui repoussent les frontières du groupe en montrant que l'adhésion aux classes moyennes est essentiellement une question de mobilisations

[29] Louis Chauvel, Franz Schultheis, « Le sens d'une dénégation : l'oubli des classes sociales en Allemagne et en France », in *Mouvements,* n° 26, 2003/2, p. 17-26, ici p. 22.

[30] François Simiand, *Cours d'économie politique,* Paris, Domat-Montchréstien, 1929, p. 470.

[31] Raymond Aron, « Le concept de classes » in *Itinéraires III,* Paris, 1939, p. 25 et *sq.*

symboliques et politiques[32]. Ce qui constituerait les classes moyennes ne sont ni des critères économiques, ni un comportement de consommation spécifique, mais une identification avec le groupe.

Les travaux d'Henri Mendras au début des années 1980 présentent la thèse de la dilution des frontières des classes moyennes[33] *« jugeant si avancée l'individualisation des modes de différenciation sociale que la notion de classe sociale, voire de catégorie sociale, a perdu toute pertinence pour décrire et comprendre les faits sociaux »*[34]. Dans le même esprit, Jacques Lautman estime que *« la ventilation des CSP ne donne plus les mêmes résultats (qu'il y a vingt ans)... les nouveaux clivages passent par d'autres éléments »*[35].

Le terrain est alors préparé pour un nouveau paradigme. Les années 2000 ouvrent une période pendant laquelle on observe un certain recul des approches purement sociologiques au profit de travaux économiques s'appuyant davantage sur des critères liés au niveau de vie[36]. Cette nouvelle topographie des classes moyennes permet notamment des comparaisons internationales et inter-temporelles sans devoir se heurter à l'inadéquation des nomenclatures nationales et à leur évolution dans le temps.

2. L'introuvable classe moyenne allemande

Regards sur les structures sociales de l'Allemagne aux 19e et 20e siècles

L'analyse bibliographique de la littérature allemande sur les classes moyennes révèle très vite que ce concept est peu répandu dans l'historiographie, et qu'il ne recouvre jamais vraiment les mêmes réalités[37].

Outre-Rhin, les classes moyennes ne sont pas, au départ, une catégorie intermédiaire entre l'élite économico-politique et le peuple. Les travaux scientifiques germaniques de la fin du 19e siècle utilisent plutôt une catégorisation qui découpe la société en cinq parties : la noblesse, la bourgeoisie, le *Mittelstand* (moyen-état), les ouvriers et les paysans. La frontière entre la bourgeoisie et le *Mittelstand* sont perméables alors que celles entre le *Mittelstand* et la noblesse ou les ouvriers et les paysans sont parfaitement étanches.

---

[32] Cf. Luc Boltanski, « Taxinomies sociales et luttes de classes. La mobilisation des classes moyennes et l'invention des cadres », in *Actes de la recherche en sciences sociales,* n° 29, 1979, p. 85-105 ; Luc Boltanski, *Les Cadres. La formation d'un groupe social,* Paris, Editions de Minuit, 1982.

[33] Henri Mendras, La seconde révolution française : 1965-1984, Paris, Gallimard, 1988.

[34] Henri Mendras, *La sagesse et le désordre : France 1980,* Paris, Gallimard, 1980, p. 89.

[35] Jacques Lautman, « Où sont les classes d'antan ? », *in* Henri Mendras, *La sagesse et le désordre : France 1980,* Paris, Gallimard, 1980, p. 20.

[36] Pour un revue récente des différentes approches, voir Régis Bigot et Simon Langlois, « Consommation et privation au sein des classes moyennes au Canada et en France », *L 'année sociologique*, volume 61, n°1, avril 2011, p. 21-46 ou Régis Bigot, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes,* Paris, Editions de l'Aube, 2010.

[37] Cf. Reinhart Koselleck et al. „Drei bürgerliche Welten? Zur vergleichenden Semantik der bürgerlichen Gesellschaft in Deutschland, England und Frankreich", H.J. Puhle (éd.), *Bürger in der Gesellschaft der Neuzeit: Wirtschaft-Politik-Kultur,* Göttingen, 1991, p. 14-58.

Hans-Ulrich Wehler rappelle que la noblesse et les paysans ont en commun d'être propriétaires terriens ou immobiliers tandis que ce critère ne s'applique pas forcément ni à la petite bourgeoisie ni au prolétariat industriel[38]. Max Weber introduit une nuance en attribuant à la petite bourgeoisie — qui forme la plus grande partie du *Mittelstand* — les caractéristiques suivantes : l'intelligence, le talent et la qualification (diplôme), les privilèges (avantages fiscaux et prérogatives dans l'accès à des biens sociaux) et la possession (mobilière et, à un moindre degré, immobilière)[39].

Ces premiers travaux sur la stratification sociale allemande montrent que la sociologie d'outre-Rhin écarte l'idée qu'on puisse identifier la classe moyenne par sa position intermédiaire entre le haut et le bas de l'échelle sociale. L'idée consiste plutôt à rendre compte de la diversité des positions, sans nécessairement chercher à situer les classes moyennes au sein d'une hiérarchie.

Jürgen Kocka souligne qu'en sus de ce vieux *Mittelstand* dominé par des professions libérales s'ajoute, à partir des années 1920, un nouveau *Mittelstand* plus hétéroclite, dans lequel on compte des techniciens, des employés de bureau et de commerce ainsi que des petits fonctionnaires administratifs[40]. Malgré cette diversité socio-professionnelle, le nouveau *Mittelstand* serait caractérisée par un modèle d'auto-représentation commun, porté par le souhait de se démarquer du monde ouvrier. Siegfried Karcauer parle également d'une culture et de modes de consommation communs au nouveau *Mittelstand* [41].

La recherche sociologique sur la bourgeoisie allemande s'est fortement intensifiée à la suite de la deuxième guerre mondiale. Il s'agit notamment de tester l'hypothèse selon laquelle l'histoire allemande aurait suivi une voie singulière et spécifique *(deutsche Sonderweg)* dans laquelle la modernisation aurait conduit à la tragédie du III^{e} Reich. La thèse du *Sonderweg* souligne la part de responsabilité de la bourgeoisie allemande dans le dysfonctionnement et l'effondrement de la République de Weimar. La bourgeoisie aurait ainsi favorisé l'ascension fulgurante du nazisme par l'absence de sens civique, par son désintérêt pour la République et son manque de cohérence interne[42].

Les travaux plus récents au sein de l'université de Bielefeld en 1986/87 nuancent cette vision d'une bourgeoisie monolithique et léthargique. Il semblerait que l'engagement politique était plus important que ne le laissait penser la thèse du *Sonderweg* et que les stratifications internes de la bourgeoisie étaient beaucoup plus fines[43]. Les auteurs font

---

[38] Cf. Hans-Ulrich Wehler, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte III : 1849-1914.* Munich, C.H. Beck, 1995. p. 700 et *sq.*

[39] Cf. Max Weber cit. in. Karl Ulrich Meyer, « Ungleiche Chancen und Klassenbildung », *Soziale Welt 28,* 1977, p. 466-493.

[40] Jürgen Kocka, Die Angestellten in der deutschen Geschichte 1850-1980. Vom Privatbeamten zum angestellten Arbeitnehmer. Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1981.

[41] Siegfried Krakauer, *Die Angestellten,* Francfort sur Main, 1971 (1929).

[42] Cf. Wolfram Fischer, „Wirtschafts- und sozialgeschichtliche Anmerkungen zum ‚deutschen Sonderweg'", *Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte,* 16, 1987, p. 96-116.

[43] Jürgen Kocka, „The middle class in Europe", *Journal of Modern History*, vol. 67, n° 4, 1995, p. 783-806.

état d'une bourgeoisie politiquement investie au niveau local à partir des années 1880 et bien après la première guerre mondiale. Cette bourgeoisie locale est ici présentée comme le noyau de la société civile. A tel point que le modèle allemand est montré en exemple par les visiteurs français de l'époque[44]. Ces nouvelles recherches soulignent également l'importance de la bureaucratie dans la bourgeoisie, considérée comme un pilier de l'étatisme prussien. Outre l'accent mis sur le lien avec les instances étatiques, ces travaux distinguent une bourgeoisie des villes — éclairée et moderne dans ses opinions politiques ou ses pratiques culturelles — et une bourgeoisie des affaires constituée des entrepreneurs, des employés techniques ou commerciaux, ainsi que des fonctionnaires administratifs, cette dernière se rapprochant davantage du *Mittelstand*[45].

Quoi qu'il en soit, les chercheurs constatent qu'une partie importante du *Mittelstand* est sensible au programme national-socialiste. Ils soulignent notamment le glissement à droite des maîtres artisans, des dirigeants des petites et moyennes entreprises, des petits commerçants mais aussi d'une partie des employés. Ces groupes sont surreprésentés parmi l'électorat du parti national-socialiste[46]. Ce mouvement s'est opéré en raison de l'effondrement des organisations politiques et des groupes de pression qui étaient auparavant au cœur des politiques publiques. Ces organisations, fondées sous l'Empire au 19e siècle, ont longtemps été les interlocutrices privilégiées de l'Etat allemand dans la mise en place de ses politiques économiques et sociales. Au fur et à mesure que les crises économiques laminaient le *Mittelstand* allemand, les organisations syndicales et autres partenaires sociaux se sont effrités : les membres de ces organisations se sont réfugiés vers le parti national-socialiste, lequel leur semblait la seule force politique capable de provoquer une amélioration substantielle de leur situation.

Dépasser les frontières de nomenclature : comparaison des classes moyennes françaises et du « *Mittelstand* » *allemand*

Même si les différences terminologiques entre les classes moyennes en France et le *Mittelstand* en Allemagne sont évidentes, on peut se poser la question de savoir s'il n'y a pas des points communs.

Tout d'abord, en Allemagne comme en France, les métiers de l'artisanat, du petit entrepreneuriat et du petit commerce partagent une identité socio-professionnelle forte. Ces groupes bénéficient en outre d'une certaine indépendance financière grâce à la détention de titres de patrimoine mobilier et immobilier et un faible niveau de mobilité

[44] Jürgen Reulecke, „Formen des bürgerlich-sozialen Engagements in Deutschland und England im 19. Jahrhundert", Jürgen Kocka (éd.), *Arbeiter und Bürger im 19. Jahrhundert: Varianten ihres Verhältnisses im europäischen Vergleich,* Munich, 1986, p. 261-286.

[45] Lothar Gall (éd.), Stadt und Bürgertum im Übergang von der traditionellen zur modernen Gesellschaft. Munich, 1993.

[46] Cf. Heinrich August Winkler, *Mittelstand, Demokratie und Nationalsozialismus,* Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1972.

professionnelle au sein des familles. Les choix professionnels des femmes et des fils correspondaient souvent à ceux de la génération précédente.

Surtout, le *Mittelstand* et les classes moyennes ont connu des problèmes économiques et politiques comparables à la sortie de la Grande guerre et au moment de l'effondrement économique et financier de la crise de 1929 : ces groupes ont été fortement précarisés suite à la dévaluation de leur patrimoine mobilier. En Allemagne, les petits entrepreneurs ont alors mis en place des groupes de pression visant à faire évoluer la législation sur l'héritage (notamment une révision du taux d'imposition et un élargissement de l'héritage à des personnes qui ne sont pas membres de la famille) afin de faciliter la transmission de l'entreprise et de garantir sa survie dans la durée. Mais on a surtout assisté à une prolétarisation d'une partie du *Mittelstand* tandis qu'une autre est parvenue à maintenir sa position sociale grâce à ses diplômes. Les enfants du nouveau *Mittelstand* s'orientent alors vers les professions libérales (avocats, médecins, notaires) jusqu'alors réservés à la bourgeoisie. Le nouveau *Mittelstand* forme donc une passerelle entre la bourgeoisie et le vieux monde des commerçants et petits entrepreneurs[47]. Il fait bouger les frontières professionnelles en accentuant le poids de l'administration et du milieu employé. Au fond, c'est le nouveau *Mittelstand* qui correspond le mieux à ce que la sociologie française appelle à la même époque « classe moyenne ».

L'univers social et culturel des classes moyennes allemandes

En Allemagne, au cours des années 1920, le nouveau *Mittelstand* fait l'objet d'études quantitatives relatives à ses comportements de consommation, ses conditions de vie et ses aspirations. En 1928, l'homme politique Otto Suhr publie à ce sujet un ouvrage intitulé *« Die Lebenshaltung der Angestellten »* (Les conditions de vie des employés)[48]. Le travail de Suhr se base sur une enquête faisant l'état de la situation budgétaire des employés : il conclut que celles-ci — à la différence de la moyenne des ouvriers — dépensent proportionnellement moins pour l'alimentation mais investissent davantage dans la satisfaction des besoins culturels (cinéma, théâtre, vacances, loisirs, transports). Selon Suhr, un employé moyen dépense même plus pour la culture que pour le logement, l'alimentation et les vêtements.

Les années 1930 sont l'époque où se constitue une nouvelle culture propre à la classe moyenne allemande. En s'interrogeant sur la culture politique du *Mittelstand* au 20e siècle, la sociologie allemande retrouve le même clivage entre couches moyennes « nouvelles » et « anciennes ». Tandis que ces dernières forment le noyau dur du *Mittelstand* avec une stratification socio-professionnelle rigide et une organisation politique reposant sur des corporations (les *Innungen*) réunies dans le *Reichsdeutsche*

[47] Werner Conze, « Mittelstand », Otto Brunner et al. (éds.), *Geschichtliche Grundbegriffe,* vol. 4, Stuttgart, Klett-Cotta 1978, p. 49-92.

[48] Cf. Otto Suhr, Die Lebenshaltung der Angestellten, Berlin, 1928; Otto Suhr et al., Angestellte und Arbeiter: Wandlungen in Wirtschaft und Gesellschaft, Berlin, 1928.

Mittelstandsverband, les organisations d'autoreprésentation des nouvelles couches n'apparurent que tardivement. Les corporations de l'ancien *Mittelstand* se situaient à droite de l'échiquier politique et se prononçaient clairement contre la politique sociale préconisée par la social-démocratie allemande. Le nouveau *Mittelstand,* quant à lui, s'engageait dans des syndicats ou des organisations partisanes proches de la gauche allemande. Par conséquent, les cultures politiques des deux formes du *Mittelstand* se situaient aux antipodes : une classe moyenne « ancienne » encline à forger des alliances stratégiques avec le pouvoir en place, contre une classe moyenne « nouvelle » politiquement proche des revendications portées par la social-démocratie[49]. Cette division au cœur même du *Mittelstand* a eu pour conséquence une disparition du centre, fragilisant l'équilibre déjà précaire de la République de Weimar. Longtemps élément de stabilisation sociale, l'émergence d'une nouvelle classe moyenne a finalement créé un vide au cœur du régime politique, préparant ainsi le terrain à la radicalisation des années 1930[50]. Cette polarisation politique au sein de la classe moyenne explique sans doute la disparition de la *Mittelstandspartei* (parti de la classe moyenne), née dans les années 1920, au début des années 1930[51].

Ce clivage politique se reflétait sur le plan culturel. L'ancien *Mittelstand* insistait avant tout sur l'autonomie de ses valeurs (la défense de la famille, l'exaltation du travail, l'austérité dans les comportements de consommation) par rapport à la culture bourgeoise jugée dépensière et corrompue[52]. En revanche, la nouvelle classe moyenne cherchait à imiter et à adopter un certain nombre de comportements bourgeois tout en restant très engagée dans les luttes politiques de reconnaissance de ses intérêts. Heinz-Gerhard Haupt note à ce sujet :

> *« Ceux qui pouvaient se le permettre avaient un piano à la maison, achetaient un divan ou fixaient une glace au mur »[53].*

Il est peu étonnant que cette nouvelle classe moyenne qui se veut à la fois bourgeoise et travailliste se reconnaisse après-guerre aussi bien dans le programme du CDU/CSU (grande force politique du centre droite) que dans celui du SPD (à gauche).

---

[49] Heinz-Gerhard Haupt, « Zur gesellschaftlichen Bedeutung des Kleinbürgertums in westeuropäischen Gesellschaften des 19. Jahrhunderts », *Geschichte und Gesellschaft,* n° 16, 1990, p. 296-317.

[50] Larry Eugen Jones, « The Dying Middle : Weimar Germany and the Fragmentation of German Bourgeois Politics », *Central European History,* vol. 5, 1972, p. 23-54.

[51] Rembert Unterstell, Mittelstand in der Weimarer Republik : Die soziale Entwicklung und politische Orientierung von Handwerk, Kleinhandel und Hausbesitz 119-1933, Francfort sur Main, 1989.

[52] Cf. David Schoenbaum, La révolution brune: La société allemande sous le IIIe Reich, Paris : Gallimard, 2000, p. 275 sq.

[53] Heinz-Gerhard Haupt, « Les classes moyennes existent-elles en Allemagne ? », Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998. p. 31-32.

L'individualisation des comportements et la dissolution des classes moyennes

La période de l'après-guerre est marquée par une distanciation des pouvoirs publics — mais aussi de la sociologie — vis-à-vis des terminologies se référant aux « classes » sociales. C'est, sans doute, en partie, le résultat de l'augmentation du niveau de vie de la population allemande au moment du « miracle économique » *(Wirtschaftswunder)* des années 1950 et 1960. Dépassée par les réalités économiques, la nomenclature n'apparait plus adéquate à décrire les transformations du corps social. Cette tendance fut renforcée par une montée du paradigme « individualiste » importé du monde anglo-saxon[54]. C'est dans ce contexte que naissent les premiers travaux sur l'individualisation de la société[55].
A suivre cette vision de la sociologie allemande, la société d'outre-Rhin serait soumise à un processus de moyennisation, sans que cette tendance conduise à un renouvellement d'une conscience de classe. La « classe » moyenne est ainsi présentée comme un agrégat d'individus disposant d'intérêts propres et d'un niveau de vie semblable. Chauvel et Schultheis décrivent cette tendance comme théorème de la « société des couches nivelées »[56].

3. Les classes moyennes belges mobilisées

Les travaux historiques et sociologiques sur les classes moyennes en Belgique montrent quelques parallèles avec les recherches menées en Allemagne. Globalement, les analyses convergent sur trois points : elles décrivent surtout une petite bourgeoisie industrielle et commerçante soumise à un processus de transformation dans les années 1920 ; elles s'intéressent notamment au rôle socio-politique joué par cette « ancienne » classe moyenne et ses avatars modernes au début du 20e siècle et, enfin, elle cherche à mettre en lumière les autoreprésentations et les spécificités culturelles de la classe moyenne.

Plusieurs points opposent la Belgique à l'Allemagne tout en la rapprochant plutôt de pays comme la France ou le Luxembourg. L'utilisation du vocable « classe moyenne » est ainsi fréquente dans le langage politique et institutionnel. Depuis plus de 100 ans, le monde associatif, syndical et institutionnel belge a recours à cette terminologie. La Belgique connaît même des institutions qui comportent la notion dans leur appellation officielle : Le Ministère des Classes Moyennes (1899), le Conseil Supérieur des Classes moyennes (1909), l'Institut économique et social des Classes moyennes, le *National Chstelijk Middenstand Verbond* (NCMV, 1921) ou encore la Fédération Nationale des Unions de

[54] Heinz Dietrich Ortlieb, Unsere Konsumgesellschaft : Glanz und Elend des deutschen Wirtschaftswunders, Munich, Goldmann, 1974.

[55] Ulrich Beck, La société du risque : sur la voie d'une autre modernité, Paris, Flammarion, 2004.

[56] Louis Chauvel, Franz Schultheis, « Le sens d'une dénégation : l'oubli des classes sociales en Allemagne et en France », in *Mouvements,* n° 26, 2003/2, p. 17-26.

Classes Moyennes[57]. L'usage récurrent du concept n'indique pourtant pas que sa signification soit claire.

Les classes moyennes : concept ou réalité ?

Dès la naissance des organisations précédemment citées, la délimitation de la notion était floue. Car l'expression de « classes moyennes » a été rapidement concurrencée par celle de « petite bourgeoisie »[58]. Petite bourgeoisie et classe moyenne ne sont pourtant pas synonymes. Les travaux sociologiques distinguent par exemple la petite bourgeoisie urbaine (métiers du négoce) et la petite bourgeoisie « rurale » (agriculteurs). En 1902 fut fondée la Commission nationale de la petite bourgeoisie qui organisait plus ou moins périodiquement le Congrès national de la petite bourgeoisie. Parallèlement, est organisé à Liège en 1905 le Congrès international des classes moyennes urbaines et rurales.

Au fond, les classes moyennes sont une notion fédératrice et englobante. Cela explique pourquoi sa définition reste relativement vague. Bernard Lachaise écrit à ce sujet :

> *« [...] s'il est difficile de définir les classes moyennes, c'est parce qu'il n'est guère aisé de trouver un dénominateur commun entre des professions aux statuts socioéconomiques aussi différents que les artisans, les petits commerçants, les petits industriels, les employés, les fonctionnaires, les agriculteurs et les membres des professions libérales »*[59].

L'exacte délimitation des catégories socioprofessionnelles constituant les classes moyennes est cependant moins claire que ne le suggère la citation. Dans une brochure de présentation du Ministère des classes moyennes, on trouve : « *sa compétence s'étend aux PME commerciales, industrielles et artisanales et à toutes les catégories de travailleurs indépendants, y compris les personnes exerçant des professions libérales* ». Il n'y est question ni des employés, ni des fonctionnaires, ni des agriculteurs.

Les sociologues belges soulignent que l'exercice d'un travail indépendant se traduit souvent par des revendications bien spécifiques, pouvant donner lieu à une mobilisation politique. Entre 1880 et 1914, les classes moyennes décident ainsi de s'organiser politiquement. Cette volonté de participation politique est renforcée par les conséquences désastreuses de la grande dépression sur la société belge. Un Etat jugé impuissant face à la crise économique a propulsé les classes moyennes et ses représentants au cœur même des mouvements protestataires. Des organismes et des institutions visant à les associer à la prise de décision et à la réforme de l'Etat ont été créés par la suite.

---

[57] Bernard Lachaise, « Un regard d'outre-quievrain sur les classes moyennes en Belgique », Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998. p. 35-48.

[58] Ginette Kurgan-van Hentenryk, Serge Jaumain (éds.), Aux frontières des classes moyennes: La petite bourgeoisie belge avant 1914, Bruxelles, 1992.

[59] Bernard Lachaise, « Un regard d'outre-quievrain sur les classes moyennes en Belgique », Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998. p. 37.

La Belgique était, au début du 19e siècle, un pays précocement industrialisé. A la différence de la Grande Bretagne, l'industrie restait cependant morcelée géographiquement et les entités de production étaient de petite taille. En 1896, 95% des entreprises industrielles appartenaient à l'artisanat ou à la petite entreprise. Cela représentait 36% des personnes actives. Ginette Kurgan-van Hentenryk écrit :

> *« (Les statistiques de l'époque) présentent l'industrie de vêtement comme composée d'environ 60 000 chefs d'entreprise pour un effectif de 30 000 à 40 000 ouvriers. En réalité il s'agit d'un secteur où prévaut le travail à domicile et la sous-traitance sous la domination d'un groupe restreint de puissants marchands-tailleurs, confectionneurs et propriétaires de grands magasins »*[60].

La continuité institutionnelle des classes moyennes après 1945 a sans doute contribué à protéger la place importante qu'occupent actuellement les PME et les TPE dans le secteur de la production industrielle en Belgique.

L'Etat face aux classes moyennes

Entre les années 1890 et 1914, sont instaurées des institutions représentatives chargées de répondre aux revendications politiques de la classe moyenne belge. Pour mieux comprendre la demande sociale formulée par les classes moyennes, il importe de tenir compte de deux facteurs contextuels : 1) la dépression des années 1880 et donc une situation difficile de la petite bourgeoisie urbaine et rurale et, 2) la domination politique du parti catholique belge qui se maintient sans interruption au pouvoir entre 1884 et 1914.

Selon Ginette Kurgan-van Hentenryk, les classes moyennes se caractérisent par un goût prononcé pour le libéralisme individualiste, ce qui n'exclut pourtant pas des idées corporatistes dans la mesure où les identifications avec un corps professionnel sont très fortes[61]. L'attachement à des valeurs telles que la mobilité sociale, la défense de la hiérarchie sociale et l'esprit de concurrence est également profondément ancré dans les mentalités. Le dénominateur commun des travaux conduits sur ce sujet est de montrer que les valeurs des classes moyennes s'érigent en contre-modèle du monde politique ouvrier ou à la social-démocratie belge.

La position du parti catholique face aux classes moyennes est délicate dans la mesure où ces dernières ont élevé le crédo libéral de l'individualisme et de la concurrence en principe. La politique des pouvoirs en place est donc indirecte. Afin de s'assurer l'allégeance des classes moyennes, le parti catholique choisit une solution de compromis qui consiste à mettre en place des mécanismes de reconnaissance des revendications de

---

[60] Ginette Kurgan-van Hentenryk, « Intervention sur la contribution de B. Lachaise : Un regard d'outre-quiévrain sur les classes moyennes », Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998. p. 53.

[61] Cf. Ginette Kurgan-van Hentenryk et Serge Jaumin, *Aux frontières des classes moyennes : La petite bourgeoisie belge avant 1914,* Bruxelles, 1992, en particulier l'introduction p. 7—14.

la petite bourgeoisie tout en attribuant à l'Etat un rôle d'arbitre. Dans cette optique, sont donc créées, en quinze ans seulement, près de 700 associations professionnelles relatives aux classes moyennes, afin d'encadrer ce groupe social considéré comme le pilier de la stabilité économique et politique du pays[62]. Par l'intermédiaire de structures étatiques, le parti catholique belge est donc parvenu à s'imposer aux classes moyennes comme l'acteur politique qui défendrait au mieux leurs intérêts. Seule une petite fraction de la petite bourgeoisie urbaine attachée à la pensée libérale et à la franc-maçonnerie résiste à cette préemption politique[63].

Le lien très étroit entre parti catholique belge et organisations interprofessionnelles de la classe moyenne est resté intact jusqu'à nos jours. Ainsi, le NCMV *(National Chriselijl Middenstand Verbond)*, crée en 1921, et l'Union syndicale des Classes moyennes de Belgique, née en 1964, ont une tendance catholique décelable, bien qu'elles restent officiellement neutres et apolitiques[64].

Cette proximité entre des organisations de classes moyennes et une force politique traditionnaliste peut expliquer la relative passivité de ces organisations au moment des luttes des fonctionnaires de l'enseignement ou des hôpitaux publics tout au long du siècle. C'est la raison pour laquelle ces derniers ont créé des structures parallèles et ont trouvé refuge dans des organisations syndicales idéologiquement liées au parti socialiste ou à l'aile libérale du parti catholique. A titre d'exemple, on pourrait citer la CGSP (Centrale générale des services publics) qui fait partie intégrante de la FGTB (Fédération Générale du Travail de Belgique) proche du parti socialiste, ou encore la CNE (Centrale Nationale des Employés) pour le parti chrétien[65].

Une identité partisane

Si l'on doit faire un point sur les allégeances identitaires des classes moyennes, un vecteur semble particulièrement prédominant. L'analyse du comportement politique a révélé que le sentiment d'appartenance des classes moyennes belges se construit à travers le prisme d'un antisocialisme enraciné. Et cela indépendamment du comportement électoral. Les études de Serge Jaumain mettent en évidence que les travailleurs indépendants belges sont marqués par une opposition idéologique au socialisme, même s'ils ne votent pas aux élections ou même s'ils se déclarent être apolitiques. Ginette Kurgan-van Hentenryk écrit à ce sujet :

---

[62] Paul H. Claeys, Groupes de pression en Belgique : Patronat, syndicats, consommateurs, indépendants, agriculteurs, Bruxelles, 1973.

[63] Ginette Kurgan-van Hentenryk, « Intervention sur la contribution de B. Lachaise : Un regard d'outre-quiévrain sur les classes moyennes », Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998.

[64] Serge Jaumin, « Les classes moyennes belges de 1880 à 1914 : « peur du rouge » ou peur des coopératives ? », P. Delwit et J. Gotovitch (éd.), *La peur du rouge,* Bruxelles : 1996, p. 15-25.

[65] Sarah Timperman, Le mouvement socialiste et les classes moyennes en Belgique (1945-1965) : De la Libération à la création de la Confédération nationale, Bruxelles : 1996.

> *« La représentation du pauvre indépendant pris en tenaille entre le mouvement ouvrier socialiste et le grand capital qui complotent sa perte est très répandu. Faisant à peine la distinction entre socialisme et communisme, les organisations de classes moyennes se référaient volontiers à la prédiction de Marx sur la disparition de la petite bourgeoisie pour accuser les socialistes de viser la disparition des classes moyennes pour ouvrir la voie à la révolution »*[66].

Selon les auteurs, l'image du péril socialiste s'est peu modifiée durant la période de l'après-guerre. Les classes moyennes, dans les représentations du parti catholique, sont perçues comme un tampon entre l'Etat et le socialisme révolutionnaire et, par-là, comme garant de l'ordre social et de stabilité institutionnelle.

L'opposition des indépendants aux valeurs socialistes s'accompagne souvent d'une posture antipolitique et une certaine réticence à la prise de décision parlementaire. Les classes moyennes (au sens belge) préfèrent que les décisions les concernant soient prises dans le cadre d'un échange extra-parlementaire, directement avec l'Etat. L'antipolitisme est donc l'expression directe de l'adhésion à l'idée de la représentation des intérêts par la voie du corporatisme.

Notons toutefois que la fragmentation du système politique sous la pression de revendications linguistiques et communautaires a conduit à une perte d'influence des organisations des classes moyennes dans les années 1980 et 1990. La scission des partis traditionnels au niveau national a eu pour principale conséquence la désintégration de la représentation institutionnelle des classes moyennes. L'émergence de l'extrême droite et du mouvement écologiste n'ont fait qu'accentuer la dispersion des votes et des allégeances partisanes de ce groupe devenu de plus en plus hétéroclite.

4. Grande-Bretagne : classes moyennes associez-vous !

Les *« middle classes »* : ni aristocrates, ni prolétaires

Alors que les littératures sociologique, politique et philosophique font du 19e siècle celui de la classe ouvrière, les travaux sur la classe moyenne y font office de figurant, voire de faire-valoir. En effet, en Grande Bretagne, l'évolution du concept de classes moyennes découle directement de la théorie politique relative au prolétariat. De Karl Marx à Samuel Smiles et Elizabeth Gaskell, on ne peut pas présenter l'un sans parler de l'autre[67]. Initialement, les classes moyennes sont donc un cadre de référence par rapport auquel une proportion importante du petit salariat et des ouvriers industriels et agricoles sont définis. La *« middle class »* s'insère notamment dans un rapport conflictuel avec les

[66] Ginette Kurgan-van Hentenryk, « Intervention sur la contribution de B. Lachaise : Un regard d'outre-quiévrain sur les classes moyennes », Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998, p. 57.

[67] Cf. Philippe Chassaigne, « Les classes moyennes britanniques au XIXe siècle », in Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998. p. 95-105.

autres couches du jeu social. Elle se situe entre la *« upper class »* (l'aristocratie) et la *« lower class »* (le prolétariat, les travailleurs). Ce modèle tripartite a permis de cloisonner les trois niveaux de la stratification sociale anglaise. Précision importante : à la base, la classe moyenne est l'antithèse des classes inférieures.

L'entrepreneur d'un côté et le prolétaire de l'autre constituent, dans la sociologie britannique du 19e siècle, les pivots de la société. Sans doute la figure du « chef d'entreprise » était-elle la plus visible, mais elle ne pouvait pas rendre compte à elle seule de la diversité des classes moyennes[68]. C'est ainsi que la recherche introduisit très vite une ventilation interne de la notion de classe moyenne se déclinant en trois strates : la *« upper middle class »*, la *« middle middle class »* et la *« lower middle class »*[69]. Ayant pour but de nuancer le concept et de refléter une dimension composite, les sociologues conservent une approche hiérarchique en trois niveaux. Cependant, un tel modèle de représentation est incapable de restituer la diversité du champ en termes de professions, de valeurs, de diplômes ou d'implantation géographique. Un médecin vivant en ville peut aussi bien appartenir à la *« middle middle class »* qu'un commerçant vivant à la campagne.

Cette modélisation des classes moyennes fait irruption entre 1850 et 1900[70]. Le modèle utilisé invite à une classification selon le niveau de revenus. Ainsi, vers 1850, la *« upper middle class »* a des revenus annuels supérieurs à 1 000 £, cela concerne notamment les personnes appartenant aux milieux de la haute finance, les négociants et les grands industriels ; la *« middle middle class »* perçoit entre 500 et 1 000 £ (entrepreneurs, professions libérales, rentiers aisés) ; la *« lower middle class »* se situe entre 100 et 500 £ (petits patrons, artisans, employés, fonctionnaires)[71].

Cet échelonnage de la classe moyenne selon le niveau de revenus a pour première conséquence que l'ascension sociale est possible par le simple fait d'augmenter ses ressources financières. La deuxième conséquence — réciproque — est la création d'une menace de déclassement. Ne pas parvenir à acquérir un diplôme est moins lourd de conséquences que la perte ou la diminution des revenus.

La forte disparité de fortune au sein des classes moyennes ne doit cependant pas masquer un dénominateur commun. Prise en tenaille entre la *« upper class »* et le prolétariat ouvrier, les classes moyennes victoriennes ont développé un sentiment d'appartenance à un même groupe se traduisant par le désir d'exister par elles-mêmes.

---

[68] François Bédarida, La Société anglaise du milieu du XIXe siècle à nos jours, Paris, Le Seuil, 1990, p.77.

[69] Jürgen Kocka, « The Middle Classes in Europe », in *Journal of Modern History,* n°67, 1995, p. 784 et *sq.*

[70] Harold Perkin, *The Origins of Modern English Society 1780-1880,* Londres, Routledge & K. Paul, 1969.

[71] Philippe Chassaigne, « Les classes moyennes britanniques au XIXe siècle », in Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998. p. 95-105.

La providence sans l'Etat

Afin de défendre leurs positions contre les revendications des classes populaires, les classes moyennes ont créé des associations *(voluntary societies)*. La notion de *voluntary societies* recouvre des réalités assez disparates[72]. Philippe Chassaigne cite à titre d'exemple les conseils de fabrique (pour les Anglicans), les congrégations (pour les Non-conformistes), des corporations de métier, des milices de citoyens, des sociétés missionnaires, jusqu'aux loges maçonniques[73]. Ces différentes associations étaient pour les différents sous-groupes de la classe moyenne un lieu d'échange et de rencontre : elles incitaient leurs membres à dépasser leurs clivages pour se retrouver dans un même système de valeurs. Elles renforcèrent ainsi la cohésion interne des classes moyennes. Plus important encore que la cohésion interne, les *voluntary societies* sont une première grande étape dans la structuration et la modernisation de la société civile. En d'autres termes, les classes moyennes sont très tôt représentées comme un pilier du monde associatif moderne, l'antichambre du Parlement britannique.

La fin du 19e siècle est la scène d'une « bataille pour l'Etat » entre les classes moyennes désireuses de jouer un rôle politique plus important et l'aristocratie (y compris la *gentry*) qui disposait de plus de trois quarts des effectifs dans les deux chambres du Parlement britannique confondues. Les raisons de cette domination sont historiques, politiques mais aussi économiques. Une carrière politique coûtait cher et n'était accessible qu'à des personnes fortunées : les membres de la *« middle middle class »* ne pouvaient y prétendre. L'instauration de l'indemnité parlementaire en 1911 changea quelque peu la donne. Quelques figures illustres comme John Bright et Joseph Chamberlain firent leur apparition à la suite de cette modernisation du code réglementaire. Mais, dans un premier temps, il n'y avait ni constitution d'un parti de classes moyennes ni hommes politiques issus de la *« middle middle class »* sur la scène politique.

D'abord, l'accession des classes moyennes à l'espace politique s'est limitée à un échelon local — qui joue, rappelons-le, un rôle très important dans l'architecture institutionnelle britannique. Ainsi, les personnes issues des classes moyennes se trouvent installées aux commandes de villes aussi importantes et symboliques que Manchester, Sheffield ou Salford[74]. Quant à la gestion des affaires politiques, la classe moyenne préconise une législation qui répond aux intérêts catégoriels. A titre d'exemple, on pourrait citer la création de forces de polices professionnelles destinées à protéger la propriété privée plutôt que d'assurer la sécurité des personnes *(Metropolitan Police Act de 1829),* le *Poor Law (1834)* conditionnant l'obtention de l'assistance publique à l'obligation de travailler

[72] Cf. Geoffrey Crossick, « Les classes moyennes dans la société britannique au XIXe siècle », in Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998. p. 109-128.

[73] Philippe Chassaigne, *art. cit.*

[74] Cf. Simon Stewart, *Culture and the Middle Classes,* Farnham, Burlington, 2010.

dans un *Workhouse* et l'*Education Act (1870)* permettant aux enfants de la *middle class* l'accès à des établissements scolaires auparavant réservés aux enfants de l'*upper class*[75].

Il est intéressant de noter que la classe moyenne commence à s'intéresser très tôt à la question sociale. Mais elle n'opte pas pour la voie d'un Etat-Providence comme en Allemagne ou encore dans quelques pays nordiques. L'engagement social relève des convictions morales de chacun et dépasse rarement le niveau individuel. Par conséquent, les réseaux de solidarité dépassent rarement le cercle des affinités religieuses, locales ou familiales.

Ce constat incite à poser la question de la conscience de classe ou, pour le moins, du sentiment d'appartenance à un même groupe. Car il semblerait que le sentiment d'appartenir à une même classe ait été renforcé par cette pratique philanthropique généralisée en dépit de divisions sur les orientations économiques, politiques et religieuses.

Société bourgeoise et valeurs aristocratiques

Au tournant du 20e siècle, les classes moyennes ont cherché à se distinguer à la fois de l'aristocratie terrienne ou rentière et des classes laborieuses. Deux éléments font office de signe de distinction : l'individualisme et la valeur travail. L'individualisme servit à se distinguer des classes inférieures, davantage marquées par le paradigme collectiviste d'inspiration marxiste. La valeur travail était un signe de distinction par rapport aux aristocrates dont le style de vie était perçu comme reposant sur la rente et l'oisiveté. Les classes moyennes partagèrent, au-delà des divisions internes, l'idée d'une éthique par le travail. Le sentiment d'être le véritable moteur du progrès, de la modernisation du pays et de la prospérité économique liait les membres de la classe moyenne autour d'un horizon commun[76].

L'ascension des classes moyennes se caractérise également par une appropriation et une transformation, en quelque sorte un « recodage culturel », des valeurs traditionnellement associées à la noblesse. L'oisiveté est ainsi « recodée » en loisirs. Le mode de vie de l'aristocratie, oisif et dépensier, est l'exacte antithèse des valeurs travail et épargne partagées par les classes moyennes. Cependant — à l'instar de ce que l'on observe en Allemagne dans les années 1920 — se développe en Angleterre au début du 20e siècle une véritable culture de la consommation et des loisirs. Zygmunt Bauman voit dans cette évolution une tendance vers la marchandisation du « temps libre » et la transformation de ce dernier en « loisirs »[77]. La différence entre les deux notions tient à ce que les loisirs sont un agrégat d'activités organisées et structurées reposant sur un ou plusieurs actes de consommation, alors que le temps libre n'est pas nécessairement couplé avec une

[75] Harold Perkin, The Rise of Professional Society: England since 1880, Londres, Routledge, 1989.
[76] Cf. Simon Stewart, *op. cit.*
[77] Zygmunt Bauman, *Consuming Life,* Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

activité, laquelle peut être non marchande. Bauman parle de « travail de consommation » *(Konsumarbeit).*

Cette tension entre refus de l'oisiveté et culture de loisirs montre toute l'ambivalence des nouveaux modes de vie de la classe moyenne. Charlotte Erickson dit du registre culturel de la classe moyenne qu'il est :

> *« dénué de goût et de discernement, frileusement accroché à un conformisme étroit, mais c'est aussi celui où le travail de révision s'est avéré très prometteur pour battre en brèche les clichés et souligner la capacité des middle classes à développer des goûts artistiques et culturels originaux, servant à la fois à affirmer leur identité de groupe et à présenter des modèles de « bon » comportement aux autres classes sociales ».*[78]

L'invention des loisirs par les classes moyennes incite à une autre remarque. La comparaison entre la France et l'Angleterre met en évidence une conceptualisation différente de la notion de « temps libre ». Alors que les classes moyennes britanniques abordent la question d'un point de vue consumériste, les classes moyennes françaises lui confèrent une connotation plus politique. En France, le temps libre est une condition de la participation politique. Pierre-Paul Royer-Collard écrit en 1858 que l'élévation du niveau de vie a permis de dégager du temps libre et que l'indépendance financière a *« fait naître le patriotisme. Les classes moyennes ont abordé les affaires publiques ; elles ne se sentent coupables ni de curiosité ni de hardiesse d'esprit pour s'en occuper ; elles savent ce que sont leurs affaires. Voilà notre démocratie telle que je la conçois, oui elle coule à plein bords dans cette belle France plus que jamais favorisée du ciel. »*[79]

Il est important de rappeler que, d'un point de vue britannique, les classes moyennes ont une situation plutôt aisée. Elles se situent bien au-delà de la médiane des revenus ou même de la moyenne. Cela explique que les classes moyennes sont un objet de recherche sociologique peu étudié outre-Manche. Elles sont jugées moins intéressantes que les classes laborieuses souffrant d'exclusion sociale. Cette indifférence de la recherche s'est prolongée jusque dans les années 1970.

La *« service class »* : une approche stratificationniste

A partir des années 1970, la sociologie britannique produit de nombreux travaux sur les classes moyennes en rompant avec la conception ternaire de *« upper », « middle »* et *« lower class »*. Reposant sur le nouveau concept de « *service class* » (classe de service), la recherche se dote d'un concept capable de déchiffrer de nouvelles réalités sociales. Dans les années 1960 encore, l'ascension des cols blancs a posé problème à la recherche. Interprété, au départ, comme embourgeoisement de la *« lower class »,*

[78] Charlotte Erickson, cit. in Geoffrey Crossick, « Les classes moyennes dans la société britannique au XIXe siècle », in Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998. p. 109-128.

[79] Pierre-Paul Royer-Collard, *Archives parlementaires, tome 23,* p. 344.

plusieurs enquêtes de terrain sur la mobilité sociale des travailleurs ont montré que ce phénomène est beaucoup plus complexe et hétéroclite que présumé.

John Goldthorpe étudie ce groupe à partir de son ancrage structurel dans une relation d'emploi particulière *(employment relationship)*[80]*.* Les classes moyennes des cols blancs sont engagées dans une « relation contractuelle » où le salaire est une récompense. Ce n'est pas la contrainte qui oblige au travail (comme pour un ouvrier dans la théorie marxiste), mais une décision individuelle qui est à l'origine de la relation entre le salarié et l'entreprise. La valeur commune que partagent les cols blancs est l'individualisme libéral. Afin d'améliorer les conditions de cette relation contractuelle, la classe moyenne des cols blancs a tout intérêt à investir dans l'éducation car c'est elle qui lui garantira la plus grande marge de manœuvre dans les négociations lors de l'embauche. Cela explique, selon Goldthorpe, pourquoi cette classe, qui est à la base conservatrice, s'ouvre à une politique plus sociale préconisant l'amélioration du système éducatif.

5. Classes moyennes en Espagne : tierra incógnita

De rares recherches

Les travaux sur les « classes moyennes » sont peu nombreux dans l'historiographie et la sociologie espagnoles. Le peu d'études que l'on recense à ce sujet se divisent en deux catégories. D'une part les réflexions théoriques récentes (1980-2000) qui cherchent à définir le concept de « classes moyennes » ; ces travaux n'ont pas conduit à des définitions opératoires permettant d'orienter d'éventuelles recherches empiriques, lesquelles sont finalement rares. D'autre part, on recense des recherches historiques sur des événements, des milieux, des organisations et des institutions dans lesquels les classes moyennes sont incluses mais ne sont pas l'objet principal.

Le manque de publications s'explique, en partie, par la longue période franquiste, peu propice à la recherche en histoire sociale. La pression du régime de Franco s'est soldée par une absence de travaux sur les mouvements sociaux, les groupes d'intérêt, l'organisation des catégories professionnelles ou encore des spécificités culturelles et politiques de la bourgeoisie espagnole[81]. Les vingt dernières années ont vu un renouvellement de la recherche en science sociale, mais les classes moyennes n'étaient pas considérées comme le chantier le plus urgent à traiter. Rarement étudiées dans les monographies historiques, elles restent un objet d'étude peu défriché. L'attention des chercheurs porte surtout sur la bourgeoisie et sur le monde ouvrier.

---

[80] John Goldthorpe, « The service class reviseted », in Tim Butler, Michael Savage (éd.), *Social Change and the Middle Classes,* Londres, UCL Press, 1995, p. 313-329.

[81] Garcia Dorel-Ferré, « Les classes moyennes en Espagne, XIXe-XXe siècles, pistes de recherche » in Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998. p. 63-73.

Outre les problèmes conceptuels, l'étude des classes moyennes rencontre un problème d'ordre pratique : le manque de données statistiques adéquates, notamment sur longue période[82].

Les travaux de sociologie et d'histoire sur les classes moyennes espagnoles sont marqués par une approche reposant sur les classifications catégorielles. La distribution socio-professionnelle semble la variable décisive permettant la délimitation du groupe. La recherche distingue deux types de classes moyennes : une ancienne et une moderne. L'ancienne classe moyenne est principalement issue de l'Ancien régime et rassemble l'artisanat (ordinaire et de luxe), les professions libérales et les fonctionnaires de la moyenne et haute administration. La nouvelle classe moyenne est, quant à elle, composée de professions liées au monde de l'industrie et des services.

Afin de nuancer cette ventilation, bon nombre de travaux ont couplé cette démarche avec une analyse locale, voire une micro-sociologie des villes comme Osuna ou Moron de la Frontera, toutes deux en Andalousie. Ce type de recherche montre la grande diversité de positionnements possibles des classes moyennes[83].

Il semblerait que, malgré le changement de régime politique à partir des années 1970 et les profondes transformations économiques à l'œuvre depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la distinction entre une ancienne et une nouvelle classe moyenne reste pertinente. Les classes moyennes issues de l'Ancien régime, bien que beaucoup moins nombreuses aujourd'hui, résisteraient aux mécanismes sociaux de modernisation[84].

A qui profite le concept de classes moyennes ?

Les recherches les plus récentes s'intéressent moins à analyser et définir les classes moyennes qu'à la question de l'instrumentalisation politique du concept. L'hypothèse épistémologique est simple. A quel mouvement politique le concept de classes moyennes a-t-il profité le plus ? Parmi les courants politiques et idéologiques les plus significatifs figurent le carlisme, le républicanisme, le socialisme, le nationalisme, le traditionalisme et le franquisme. Il est difficile d'identifier le degré d'adhésion des classes moyennes à chacune de ces idéologies politiques. Force est de constater que des franges des classes moyennes se trouvent dans chacun des mouvements. Les carlistes ont obtenu l'adhésion des classes moyennes rurales et anciennes en Catalogne et au Pays Basque, puis le nationalisme catalan pouvait compter sur une partie des classes moyennes dans sa mobilisation contre l'Etat central. La stabilité du républicanisme mais aussi du franquisme reposait également sur le soutien d'une grande partie des classes moyennes et des

[82] Mercè Renom, « Les classes moyennes en Espagne, XIXe-XXe siècles » in Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998. p. 74-92.

[83] Garcia Dorrel-Ferré, Les colonies industrielles en Catalogne, le cas de la Colinia Sedo d'Esparreguera, Paris, 1992.

[84] Ibid.

couches limitrophes. Selon Ismael Saz, seul le socialisme semble avoir manqué le ralliement des classes moyennes à sa cause[85]. L'éveil tardif de l'intérêt socialiste pour les classes moyennes tient moins du retard du pays dans le processus d'industrialisation que d'une focale tournée principalement vers les plus pauvres. Cela changea avec l'introduction d'un socialisme de type social-démocrate ouvert au parti centriste sous Felipe Gonzalez (1982-1996) puis sous José Louis Zapatero (2004-2011).

6. Et l'Etat italien créa les classes moyennes

Délimiter les classes moyennes

Comme dans beaucoup d'autres pays européens, les classes moyennes recouvrent ici des réalités sociales différentes. Sémantiquement, la terminologie *classi medi* renvoie à « intermédiaire », plus précisément les « ordres intermédiaires » *(ceti intermedi)* de la bourgeoisie[86]. En désignant ainsi au départ des strates spécifiques à l'intérieur de la bourgeoisie, on comprend mieux pourquoi la recherche italienne portait au début son attention davantage sur les particularités culturelles que sur les spécificités économiques. En ce sens, l'approche italienne se trouve à l'opposé de celle pratiquée en Grande-Bretagne.

Depuis les années 1970, la nomenclature est devenue un sujet davantage discuté par la communauté scientifique. Le débat sémantique se concentre, entre 1970 et 2000, sur les termes *classe media/classi medie*[87] (classe(s) moyenne(s))*, piccola borghesia*[88] (petite bourgeoisie)*, ceto medio/ceti medi*[89] (couche(s) (ordre(s)) moyen(s)). Parmi la multitude des approches et des positions, deux éléments fondamentaux émanent. D'abord, il convient de distinguer ceux qui utilisent le pluriel ou le singulier. Les auteurs qui souhaitent souligner les divisions internes du concept et qui s'intéressent, par conséquent, à la question des stratifications sociale et professionnelle utilisent davantage le pluriel. En revanche, les auteurs qui soulignent l'unité du concept tout en s'intéressant à son usage politique ou épistémologique ont tendance à l'utiliser davantage au singulier[90]. Deuxièmement, les recherches s'ordonnent selon des traditions théoriques différentes. D'un côté, on retrouve les approches d'inspiration néo-marxistes qui mettent l'accent sur l'analyse des conditions socio-économiques des classes moyennes ainsi que

[85] Ismael Saz, « La peculiaritat del feixisme espanyol », in *Afers,* 25, Catarroja, p. 623-637, cit. in Mercè Renom, « Les classes moyennes en Espagne, XIXe-XXe siècles » in Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998, p. 74-92.

[86] Costantino Cipolla, Ceti medi e comportamento politico in Italia, Rome, 1981.

[87] Cf. Paolo Sylos Labini, *Saggio sulle classi sociali,* Bari, Laterza, 1974.

[88] Cf. Antonio Schizzerotto, « Problemi concettuali e metodologici nell' analisi delle classi sociali », in M. Palombo (éd.), *Classi, diseguaglianze, povertà,* Milan, Angeli, 1993 ; Alberto Martinelli, Antonio M. Chiesi, *La società italianan* Bari, Laterza, 2002.

[89] Cf. Arnaldo Bagnasco, *Ceto medio : Perché e come occuparsene,* Bologne, Il Mulino, 2008 ; Domenica Farinella, « Il ceto medio nella società post-fordista, tra transizione e marginalizzazione », in *Sociologia e ricerca sociale,* 75, 2004, p. 95-112.

[90] Luciano Barca, *Le classi intermedie,* Rome, Editori Riuniti, 1989 ; Alessandro Pizzorno, « I ceti medi nei meccanismi del consenso », in F.L. Cavazza et S.R. Grauvard (éds.), *Il caso Italiano,* Milan, Garzanti, 1974.

sur le rapport entre classe moyenne et prolétariat. C'est parmi les auteurs de cette approche que la question du « déclassement » des classes moyennes fera débat. L'autre approche est d'inspiration wébérienne et souligne la dimension fonctionnaliste des classes moyennes au sein de la société italienne, tout en discutant la question de savoir si elles forment une élite à part entière.

Cette première observation sur la sémantique inspire une deuxième remarque. Il semblerait que la classe moyenne italienne ne s'insère pas entre la noblesse et les classes pauvres ou inférieures, mais qu'elle constitue une ventilation du monde bourgeois au sens large. Selon Stefano Levati et Silvia Marzagalli, les classes moyennes italiennes sont liées entre elles par des marqueurs culturels communs, bien que ses membres partagent parfois des réalités économiques disparates[91].

Historiquement, l'usage des notions « classes moyennes » et « bourgeoisie » est synonyme. L'expression bourgeoisie est plus courante au 19e siècle alors que celle de « classes moyennes » prend le dessus au 20e. Raffaele Romanelli indique que la dimension socio-politique introduit une distorsion de signification dans l'usage des concepts dans l'Italie moderne. Stefano Levati et Silvia Marzagalli sont plus explicites encore :

> *« Dans l'Italie unifiée, écrivent-ils, la droite au pouvoir (destra storica) utilisait par exemple l'adjectif « bourgeois » (borghese) pour désigner les comportements et les mentalités des notables et rentiers ; la « classe moyenne » (classe media), dans le discours de l'époque, indiquait en revanche des groupes sociaux de matrice bourgeoise qui exerçaient « un rôle social ou politique de caractère général » comme les entrepreneurs ou les fonctionnaires, et dont on déplorait fréquemment l'exiguïté numérique »[92].*

L'usage de la notion de « classes moyennes » permet donc à la sociologie et à l'historiographie de développer un outil plus malléable pour parler de certaines catégories professionnelles, afin de mettre en évidence leur fonction socio-politique. Il permet de différencier le vaste groupe de la bourgeoisie italienne selon les changements socio-politiques qui l'affectent de façon inégale.

De manière générale, l'approche scientifique des classes moyennes s'articule donc autour de trois axes : *a) sémantique :* la distinction entre bourgeoisie et classes moyennes comme une de ses sous-catégories vise à reconstituer les différents univers socio-politiques que composent le monde bourgeois ; *b) empirique :* la notion de classes moyennes se réduit à l'analyse de certaines catégories socioprofessionnelles (les professions libérales, les ingénieurs, les boutiquiers et les fonctionnaires de l'éducation et de l'administration). L'interrogation porte notamment sur leurs conditions de vie, leur

[91] Stefano Levati et Silvia Marzagalli, « Orientations récentes de l'historiographie italienne », in Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998, p. 131-153.

[92] Ibid., p. 133.

mode de consommation, la fortune, la culture, la professionnalisation, leur formation et leurs alliances matrimoniales. Ce type de recherche s'est développé autour des travaux de Sylos Labini sur l'hétérogénéité interne de la *piccola borghesia autonoma* et la diversité de leur distribution géographique entre l'Italie industrialisée du Nord et le Mezzogiorno[93]. Dans les années 1980 et jusqu'à récemment, les études empiriques font un retour avec des analyses sur la mobilité sociale des couches sociales[94] ; *c) synthétique :* les travaux sur les classes moyennes connaissent une période faste dans les années 1980 et font l'objet de nombreuses tentatives de synthèse à la fin de cette décennie. Alors que les approches sémantiques et empiriques ont conduit à une fragmentation de l'objet d'étude en mettant l'accent sur les spécificités de chaque sous-catégorie, les travaux synthétiques cherchent à mettre en évidence leur dénominateur commun. Cependant, la question de ce qui constitue l'élément fédérateur donnant une unité au sujet reste largement ouverte. D'après Alberto Maria Banti, cette difficulté est due au fait que les classes moyennes relèvent avant tout d'un discours politique qui visait à faire d'elles les couches centrales de l'unité nationale et le vecteur de stabilité du régime politique italien[95].

Pourquoi s'intéresser aux classes moyennes ?

La thèse de l'instrumentalisation politique évoquée par Alberto Maria Banti est intéressante, dans la mesure où elle correspond à un contexte politique italien bien précis. La recrudescence des travaux sur les classes moyennes italiennes répond à une demande sociale accrue dans les années 1970, notamment en raison des changements du climat politique et culturel en Italie de l'époque. Stefano Levati et Silvia Marzagalli notent à ce sujet :

> *« Avec la fin des espoirs d'une victoire électorale de la gauche ou dans une alliance entre les Chrétiens-Démocrates et les Communistes (compromesso storico) d'une part, et avec une certaine reprise productive et l'euphorie de la Bourse dans les années 1980 d'autre part, les historiens ont commencé à ne plus s'intéresser exclusivement ou en priorité à la classe ouvrière et aux paysans »*[96]

Les historiens ont tourné leur attention vers les classes moyennes, longtemps négligées. En parallèle, la sociologie italienne s'est mise à étudier les comportements électoraux des classes moyennes. Les commerçants ont été l'objet d'une attention particulière, lorsqu'on s'aperçut qu'ils se détachaient progressivement de leurs allégeances partisanes en quittant en bloc les rangs de la démocratie-chrétienne.

---

[93] Paolo Sylos Labini, *Saggio sulle classi sociali,* Bari, Laterza, 1974.

[94] Antonio Cobalti, Antonio Schizzerotto, *La mobilità sociale in Italia,* Bologne, Il Mulino, 1994.

[95] Alberto Maria Banti, Storia della borghesia italiana: L'età liberale, Rome, 1996.

[96] Stefano Levati et Silvia Marzagalli, « Orientations récentes de l'historiographie italienne », in Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998, p. 135-136.

Dans une perspective plus historique, les années 1980 étaient également le théâtre de nombreux débats sur l'historisation du national-socialisme allemand. La discussion sur le *Sonderweg* allemand et le rôle des classes moyennes dans l'ascension du nazisme ont refait surface. C'est par analogie que les sciences politiques et l'historiographie italiennes commencent à s'intéresser au problème des bases sociales du fascisme, et particulièrement aux classes moyennes. Il s'agissait alors de comprendre pourquoi les classes moyennes italiennes se sont distanciées de l'idée libérale et ont rejoint le camp fasciste préconisant essentiellement une conception anti-libérale de l'Etat.

Il y a sur ce point précis un parallèle avec les travaux allemands sur les classes moyennes d'outre-Rhin marquées par une grande volatilité idéologique et par une position ambiguë vis-à-vis de la démocratie libérale. Les études s'intéressent particulièrement aux professions libérales, car celles-ci sont considérées comme l'élément médiateur au cœur même du tissu social. Mariuccia Salvati explique dans ses travaux comment le régime fasciste a sans cesse tenté d'adapter son discours à destination de ces couches en les intégrant dans un ordre centraliste et hiérarchique[97].

L'importance accordée aux professions libérales est révélateur d'une autre particularité italienne. Pour certains, ce qui caractérise le mieux les classes moyennes est le niveau de diplôme et, par conséquent, son pouvoir socio-culturel. Les considérations économiques telles que la question de la fortune personnelle ou des revenus sont reléguées au second plan. La définition des classes moyennes s'exprime donc d'abord au travers des variables culturelles. Francesca Socrate note à ce sujet :

> *« En Italie, ceto medio (ordre moyen) sert à désigner une configuration bourgeoise qui, malgré ses contours incertains, a intégré, peut-être grâce à son nom, deux caractéristiques qui peuvent rapprocher ses composantes internes : une fortune assez modeste, mais cependant la garantie d'une « dignité honorable », et une culture »*[98].

Sur ce point, la conception italienne de classe moyenne rejoint le *Bildungsbürgertum* (nouvelle classe moyenne urbaine) allemand qui se démarque de son côté du *Besitzbürgertum* (ancienne classe moyenne rurale et foncière). On peut voir dans l'obsession du diplôme de la moyenne bourgeoisie une évolution spécifique à la société italienne, mais on peut y voir également la réponse à une demande sociale. Jusque dans les années 1950, l'Etat italien était en quête de fonctionnaires qualifiés. Dans un pays où le taux d'alphabétisation a longtemps été très bas, une classe moyenne diplômée vient combler un manque en fonctionnaires qualifiés risquant de déstabiliser l'équilibre institutionnel.

---

[97] Mariuccia Salvati, "Da piccolo borghesia a ceti medi", cit. in Stefano Levati et Silvia Marzagalli, art. cit.

[98] Francesca Socrate, "Entre les mots et les choses", in Pierre Guillaume (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998, p. 155-179, ici p. 158.

Les classes moyennes italiennes en peine d'identité

La plupart des sociologues et historiens qui se sont penchés sur la question des classes moyennes ont fini par accréditer la thèse selon laquelle celles-ci sont un modèle destiné à décrire la réalité socio-politique de la société italienne fortement divisée à sa base. Dans cette optique, l'identité des classes moyennes se réduit à leur fonction sociale. Elle prend une place centrale dans la médiation des savoirs, des modèles culturels, des normes et dans la structuration politique de l'espace social[99]. Mais qu'en est-il de l'acceptation de cette identité fonctionnaliste au sein même des différentes strates de la classe moyenne ? La réponse n'est pas évidente parce qu'il y a peu de travaux scientifiques sur les processus d'identification des classes moyennes. Il semblerait que le sentiment d'appartenance à cette classe n'ait que peu interpellé la recherche en sociologie ou encore les travaux de psychologie sociale.

Plusieurs études en sciences politiques portent sur le rapport entre les couches sociales et les conséquences de la mondialisation sur le déclassement social et la fragmentation politique des classes moyennes[100]. Ricolfi décrit la *piccola borghesia autonoma* comme la première victime de la globalisation. Longtemps sous protection économique de la Démocratie Chrétienne, ce statut privilégié prit fin à la fin des années quatre-vingt-dix suite à la libéralisation des marchés d'échange et financiers. Victime d'une concurrence internationale croissante, la petite bourgeoisie moyenne se serait retranchée sur des positions politiques plus marquées en portant son soutien notamment au parti de l'extrême droite d'Umberto Bossi, la *Lega Nord*.

Cette évolution récente dans les travaux sur les classes moyennes est notable dans la mesure où elle souligne la dimension politique du concept de classes moyennes en Italie. D'abord outil dans la construction de l'unité nationale, elle est devenue à l'heure actuelle objet d'étude pour décrire les spécificités d'un nouvel électorat de droite, voire d'extrême-droite.

[99] Alessandro Pizzorno, « I ceti medi nei meccanismi del consenso », in F.L. Cavazza et S.R. Graubard (éd.), *Il caso italiano,* Milano, Garzanti, 1974.

[100] Luca Ricolfi, « Impoverimento dei ceti medi ? », in *Il Mulino,* 1, p. 39-43.

Chapitre 2. Démographie, revenus et consommation des classes moyennes en Europe

L'analyse historiographique du chapitre précédent montre que les définitions des classes moyennes varient dans le temps, selon les pays et elles ne désignent jamais tout à fait les mêmes catégories de la population. Même aujourd'hui en France, le concept de classes moyennes n'est toujours pas stabilisé. Il ne le sera vraisemblablement jamais puisque chaque contexte et chaque interlocuteur sont porteurs d'une problématique qui leur sont propres. La nature même de l'objet d'étude change avec le sujet.

De plus, la position de chacun dans la stratification sociale résulte d'un enchevêtrement de marqueurs statutaires, aussi divers les uns que les autres : la profession, les responsabilités économiques, sociales ou politiques, le niveau de qualification, le capital social ou culturel dont on dispose, les ressources économiques que l'on peut mobiliser, etc.

Dans le prolongement de travaux récents, nous avons fait le choix d'adopter ici un critère simple pour distinguer les classes moyennes du reste de la population : le niveau de revenus dont chaque ménage dispose. Ce choix s'adosse à une abondante littérature économique et sociologique récente[101]. Il est également étayé par le constat que le revenu est un élément central des modes de vie de la population. Dans toute une série de travaux portant sur les critères discriminants des conditions de vie et des aspirations de la population, le CRÉDOC a montré de manière récurrente[102] que, parmi les différents marqueurs sociaux, le niveau de ressources économiques était un élément particulièrement explicatif — si ce n'est le plus déterminant — des spécificités catégorielles.

Cet indicateur présente en outre l'avantage de permettre assez facilement la réalisation de comparaisons internationales et inter-temporelles. Les données sur les revenus font l'objet d'une collecte minutieuse dans un grand nombre de pays et elles sont de plus en

[101] Jean Langers, Guillaume Osier, Marco Schockmel, Paul Zahlen, *Rapport travail et cohésion sociale*, cahier économique, n°109, http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/cahiers-economiques/2009/PDF-Cahier-109-2009.pdf. Régis Bigot et Simon Langlois, « Consommation et privation au sein des classes moyennes au Canada et en France », *L'année sociologique*, Paris, Presse Universitaire de France, volume 61, n°1, 2011, p. 21-46. Steven Pressman, "The Middle Class in Less Developed American Nations", *LIS working papers series*, n°557, décembre 2010.

[102] Régis Bigot, Patricia Croutte et Catherine Duflos, *Les différences de modes de vie selon le lieu de résidence*, Cahier de Recherche du CREDOC n° 259, décembre 2009 ; Régis Bigot et Laurent Ortalda, *L'influence du lieu de résidence sur les opinions*, Cahier de recherche du CREDOC, n° 151, décembre 2000 ; Régis Bigot et Franck Delpal, *L'influence de la composition du foyer sur les opinions*, Cahier de recherche du CREDOC, n° 202, septembre 2004 ; Régis Bigot et Claire Piau, *Les opinions des femmes et des hommes sont-elles semblables ou différentes ?,* Cahier de recherche du CREDOC, n°195, janvier 2004 ; Régis Bigot et Claire Piau, *Peut-on parler d'une opinion de la jeunesse ?*, Cahier de recherche du CREDOC, n°181, janvier 2003.

plus souvent harmonisées par divers organismes internationaux (OCDE, Eurostat, Luxembourg Income Study, etc.). On dispose ainsi de séries longues dans un nombre croissant de pays d'Europe ou du monde.

Dans les sections qui suivent, nous utiliserons principalement les données harmonisées par le Luxembourg Income Study et celles collectées par Eurostat auprès des différents organismes de statistique publique européens à travers l'enquête SILC (*Statistics on income and living conditions*)[103].

Précisons qu'il existe plusieurs manières de mesurer les revenus : nous avons choisi celle consistant à prendre en compte le revenu disponible des ménages par unité de consommation, autrement dit le niveau de vie. Encore faut-il préciser que l'échelle de mesure des unités de consommation retenue est la racine carrée du nombre de personnes dans le foyer, et non l'échelle de l'OCDE.

1. L'importance des classes moyennes en Europe

Afin de mesurer le poids des classes moyennes dans les différents pays d'Europe, nous avons utilisé l'indicateur de répartition suivant : sont considérées comme appartenant aux classes moyennes les personnes vivant dans un ménage dont le revenu disponible moyen par tête est compris entre 0,7 et 1,5 fois la médiane observée en population générale. Pour être plus précis, nous avons réparti la population en quatre catégories, selon les calculs suivants :

- **Bas revenus** : niveau de vie inférieur à 70% de la médiane
- **Classes moyennes inférieures** : entre 70% et 100% de la médiane
- **Classes moyennes supérieures** : entre 100% et 150% de la médiane
- **Hauts revenus** : plus de 150% de la médiane.

Dans la suite de ce rapport, nous agrégerons, la plupart du temps, les classes moyennes inférieures aux classes moyennes supérieures. Mais cette agrégation vise uniquement à simplifier la présentation des nombreux résultats qui vont suivre. D'un point de vue sociologique, la distinction entre le bas et le haut des classes moyennes est souvent pertinente[104].

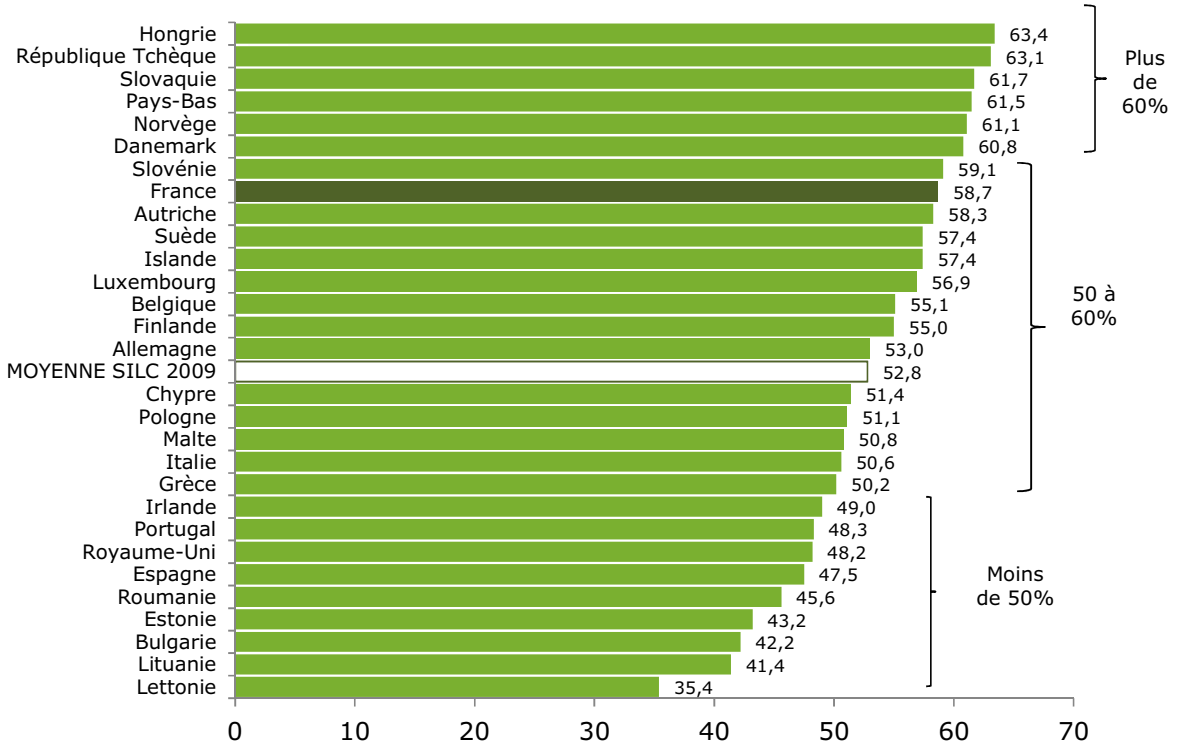
[103] Chaque année, Eurostat publie un rapport analysant les principaux résultats de l'enquête SILC. Voir Anthony B. Atkinson et Eric Marlier, *Income and living conditions in Europe,* Eurostat, Commission Européenne, décembre 2010, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-31-10-555/EN/KS-31-10-555-EN.PDF

[104] Voir Bigot et Langlois (2011).

Prenons un exemple de calcul : en France, la médiane des niveaux de vie se situe à 1 750€ par mois par unité de consommation en 2009[105]. Ce qui signifie qu'une personne sur deux, en France, vit avec moins de 1750€ par mois. Dans notre typologie, une personne qui dispose d'un revenu disponible compris entre 1220 € et 2620 € par mois fait donc partie des classes moyennes. Pour un couple avec deux enfants, cela correspond à des revenus mensuels compris entre 2440€ et 5240€.

Les dernières données disponibles de SILC au moment de la rédaction de ce rapport[106] — relatives à l'année 2009 — établissent que, dans les 29 pays européens qui participent à l'enquête, le taux moyen de ménages appartenant aux classes moyennes est de **52,8%**. **Plus d'un ménage sur deux est donc membre des classes moyennes en Europe**. Selon les pays (Graphique 1), le taux de classes moyennes s'échelonne entre 35% (en Lettonie) et 63% (en Hongrie et en République Tchèque).

Graphique 1 **– Taille des classes moyennes en Europe en 2009**
Proportion de ménages dont les niveaux de vie sont compris entre 70% et 150% de la médiane



Source : calculs à partir des données SILC 2009

[105] Calculs à partir de SILC 2009, avec l'échelle des unités de consommation basée sur la racine carrée du nombre de personnes dans le foyer. Le chiffre diffère légèrement de ceux obtenus avec l'enquête ERFS 2009 et en utilisant des unités de consommation calculées selon l'échelle de l'OCDE (1680€/mois).

[106] En 2009, 29 pays européens entrent dans le champ de l'enquête SILC : l'Europe des 27 ainsi que la Norvège et l'Islande. En 2007, la Bulgarie, Malte et Chypre n'étaient pas renseignées.

Quatorze pays ont un taux de classes moyennes inférieur à la moyenne : il s'agit de tous les pays du Sud de l'Europe (Italie, Grèce, Espagne, Portugal, Malte, Chypre, Roumanie et Bulgarie) auxquels il convient d'ajouter le Royaume Uni et l'Irlande, ainsi que la Pologne et les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie).

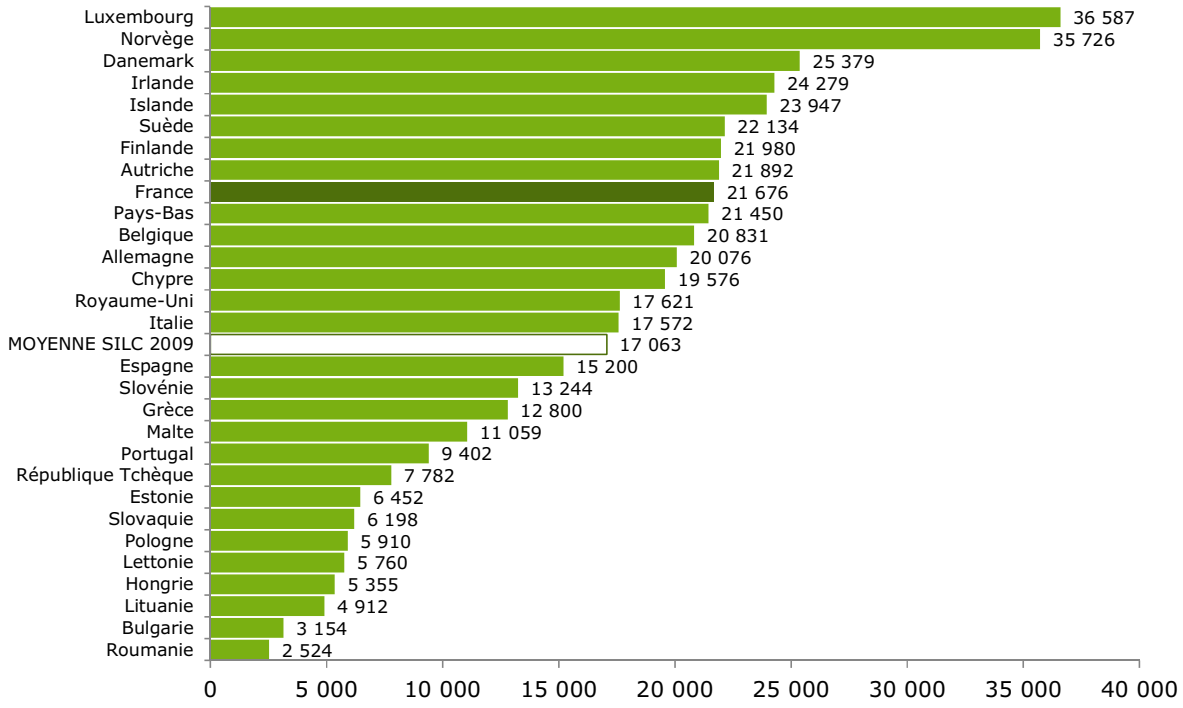
A l'inverse, quinze autres pays ont un taux de classes moyennes supérieur à la moyenne. S'y trouvent la plupart des pays du Nord de l'Europe, y compris les deux pays extérieurs à l'Union Européenne (Norvège et Islande).

La France, avec un taux de 58,7%, affiche une proportion supérieure à la moyenne (quasiment 6 points de plus que la moyenne).

2. Niveau de vie des classes moyennes

Les niveaux de vie des classes moyennes en Europe sont très disparates selon les pays. Les différences reflètent, en réalité, les écarts de richesse entre les nations. Entre les revenus[107] des classes moyennes roumaines et les revenus des classes moyennes luxembourgeoises, l'écart varie de 1 à 15 (2.500 euros contre plus de 36.000 euros, Graphique 2).

Graphique 2 **– Revenus des classes moyennes en Europe en 2009**
Revenu annuel moyen, en €, des ménages dont les niveaux de vie sont compris entre 70% et 150% de la médiane



Source : calculs à partir des données SILC 2009

[107] Par commodité pour le lecteur et afin d'éviter les répétitions, nous utiliserons indifféremment « niveau de vie » et « revenu » dans ce rapport, même si ces deux notions ne sont pas rigoureusement identiques. Rappelons que le niveau de vie correspond au revenu disponible rapporté au nombre d'unités de consommation.

On remarquera que les pays où les revenus des classes moyennes sont les plus élevés sont aussi ceux où les classes moyennes sont importantes en nombre (Luxembourg, Norvège et Danemark, par exemple).

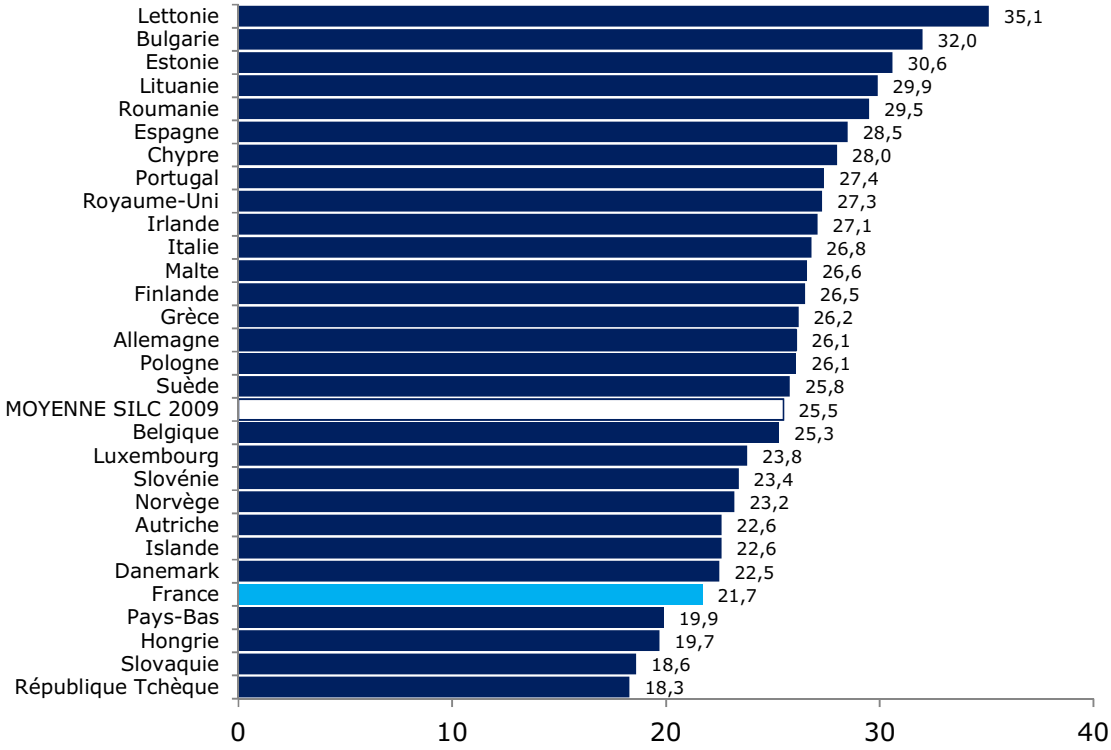
En revanche, parmi les pays où les revenus des classes moyennes sont les plus faibles en Europe, on trouve à la fois des pays où les classes moyennes sont nombreuses (la Hongrie, par exemple) et d'autres où les classes moyennes sont peu développées (Roumanie ou Bulgarie). Le niveau de vie moyen d'un pays ne suffit pas à expliquer l'importance des classes moyennes en son sein, nous aurons l'occasion d'y revenir dans le 3^{e} chapitre.

3. En-dessous et au-dessus des classes moyennes

La proportion de ménages disposant de bas revenus (ceux dont le niveau de vie est inférieur à 70% de la médiane) s'établit en moyenne — pour les 29 pays étudiés — **à 25,5%** (Graphique 3), celle des **ménages avec des hauts revenus à 21,7%** (Graphique 4).

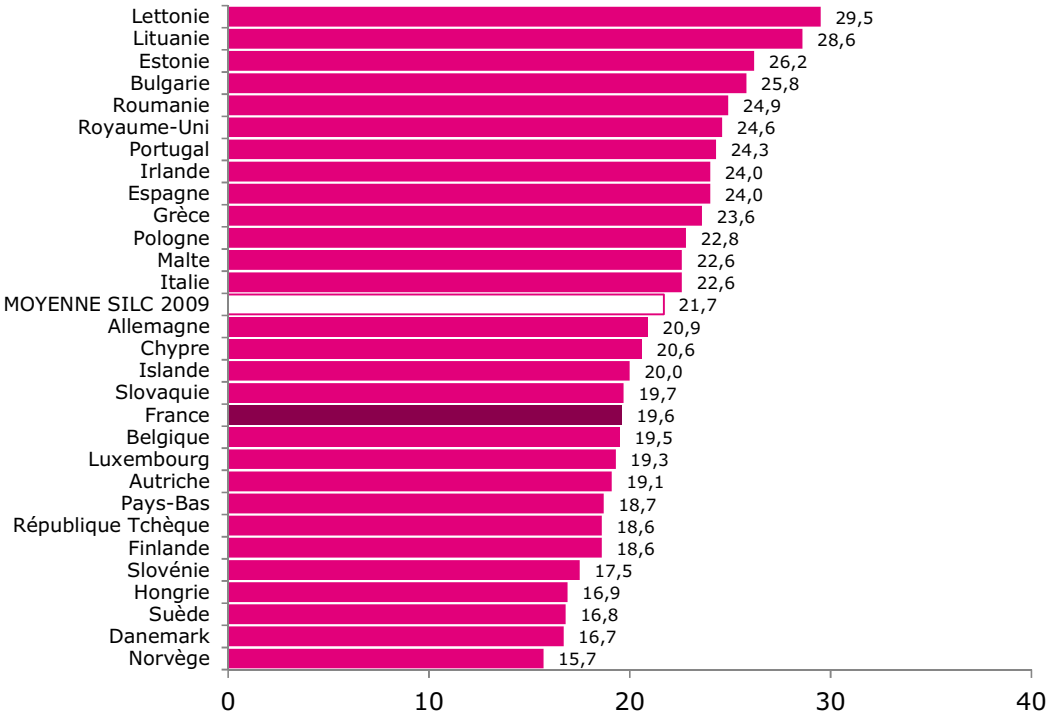
- La part des ménages disposant de bas revenus varie de 18,3% (en République Tchèque) à 35,1% (en Lettonie). La France se situe ici plutôt en bas du classement (21,7%).
- C'est en Norvège qu'on recense la plus faible part de ménages relevant des classes aisées (15,7%) alors que ces mêmes hauts revenus pèsent près du double en Lettonie (29,5%).

Graphique 3 **– Importance des bas revenus en Europe en 2009**
Proportion de ménages dont les niveaux de vie sont inférieurs à 70% de la médiane



Source : calculs à partir des données SILC 2009

Graphique 4 **– Importance des hauts revenus en Europe en 2009**
Proportion de ménages dont les niveaux de vie sont supérieurs à 150% de la médiane

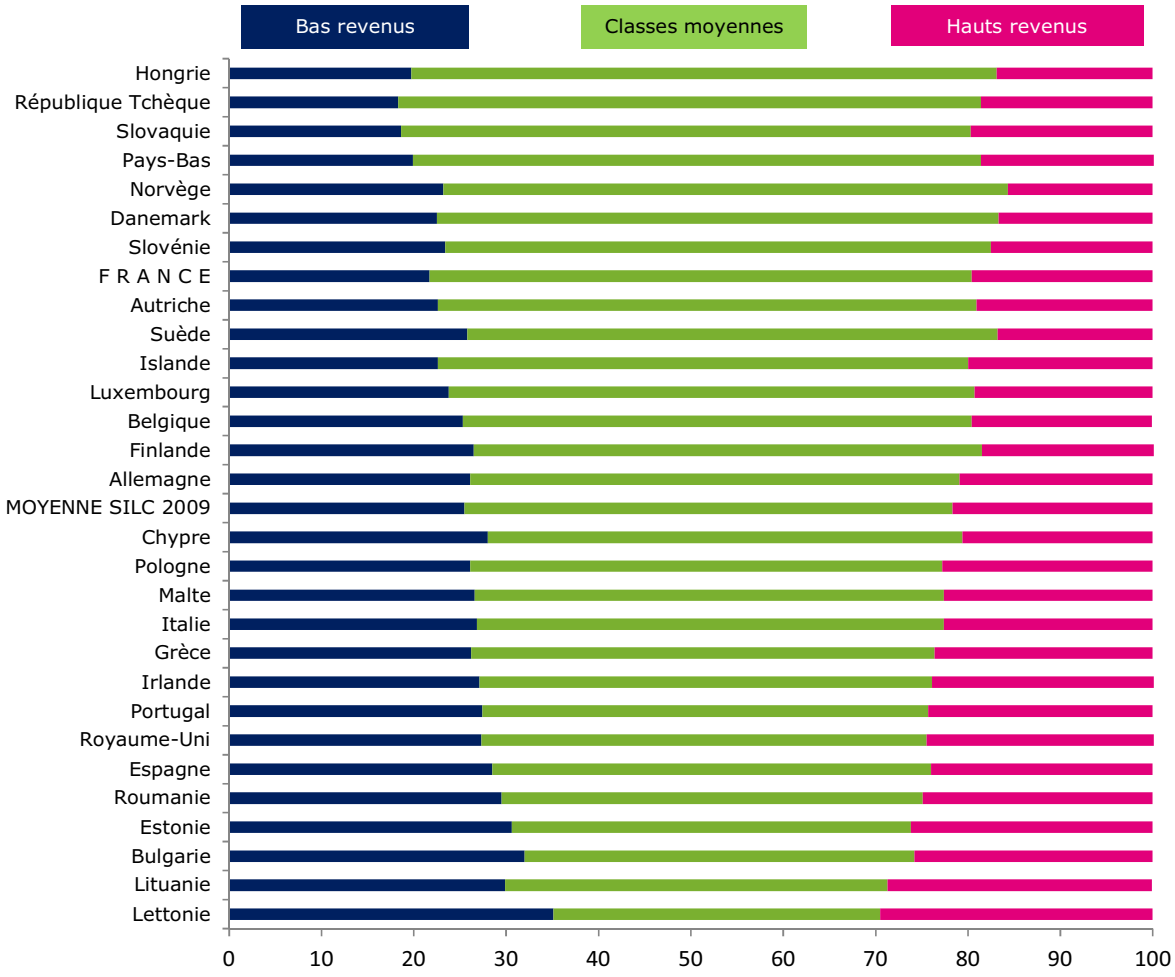


Source : calculs à partir des données SILC 2009

Les classes moyennes se construisent de manière assez symétrique, recrutant sur leurs deux marges, à la fois chez les plus pauvres et chez les plus riches. Au fur et à mesure que croissent les classes moyennes, le poids des classes inférieures **et** celui des classes supérieures diminuent de concert (Graphique 5). Dans aucun pays d'Europe, on ne trouve une répartition complètement asymétrique des revenus, dans laquelle les bas revenus seraient deux fois plus nombreux que les hauts revenus.

- Parce que ses classes moyennes sont conséquentes, la France compte à la fois moins de ménages pauvres qu'en moyenne (21,7%) et aussi moins de ménages relevant des classes supérieures (19,6%).
- A l'inverse, la Lettonie, où les classes moyennes sont les moins représentées, affiche à la fois le taux le plus élevé de ménages à bas revenus (35,1%) et à hauts revenus (29,5%).

Graphique 5 **– Importance des différentes classes en Europe en 2009**



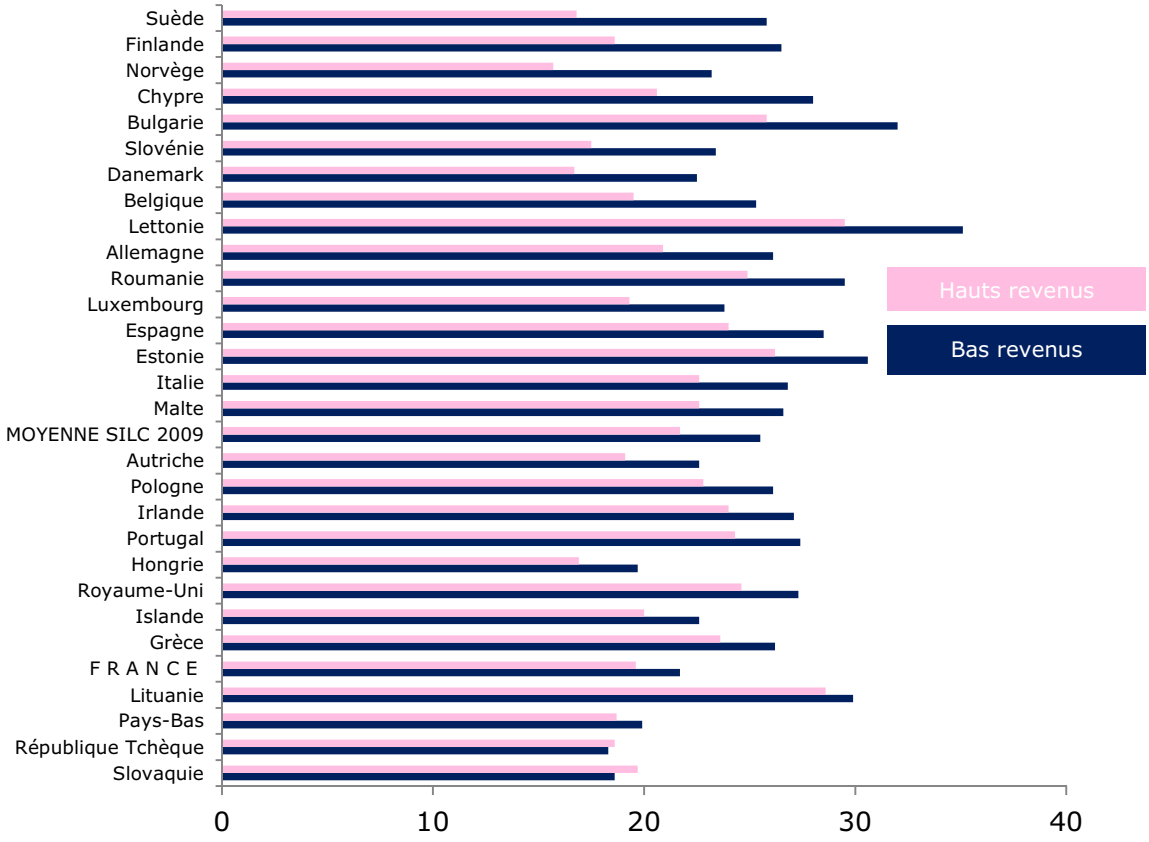
Source : calculs à partir des données SILC 2009

Au final, dans tous les pays d'Europe étudiés, **les classes moyennes sont la catégorie la plus répandue**.

On remarquera que, quasiment partout en Europe, **le nombre de ménages à bas revenus excède celui des ménages à hauts revenus**. Seules font exception la République Tchèque et la Slovaquie. Dans tous les autres pays étudiés, on recense davantage de ménages modestes (dont le niveau de vie est inférieur à 70% de la médiane) que de ménages aisés (dont le niveau de vie est supérieur à 150% de la médiane).

En France, l'écart n'est que de 2 points entre les bas revenus et les hauts revenus (contre 4 points en moyenne, et 9 points en Suède).

Graphique 6 **– Quasiment partout en Europe, les ménages à bas revenus sont plus nombreux que les ménages à hauts revenus en 2009**

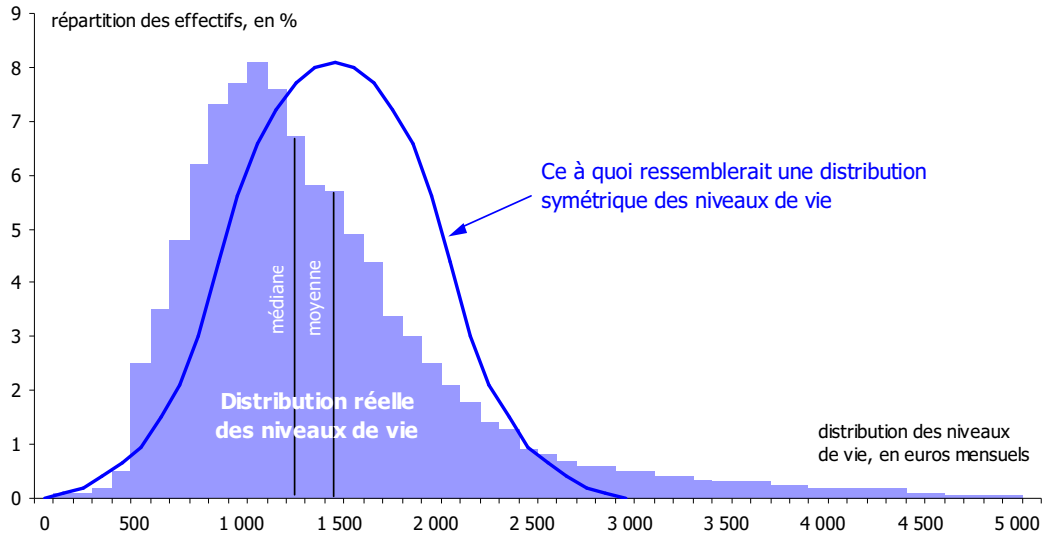


Source : calculs à partir des données SILC 2009

Ce résultat dépend des bornes que l'on a fixées aux classes moyennes : si nous avions choisi comme seuil inférieur des classes moyennes 50% de la médiane, les bas revenus seraient moins nombreux que les hauts revenus. Mais c'est pour faire en sorte, justement, de refléter plus ou moins l'allure réelle de la distribution des revenus que ces seuils sont fixés aux alentours de 70-75% pour la borne inférieure, et à 150% pour la borne supérieure. Dans le graphique suivant, nous avons aligné les ménages de gauche à droite selon leur niveau de vie croissant par tranche de 100€ : on visualise clairement la

déformation sur la gauche de la distribution des revenus : la moitié de la population la plus modeste est « ramassée » entre 0€ et la médiane, tandis que la moitié la plus aisée se disperse plus largement sur la droite du graphique. La distribution des revenus n'est pas symétrique comme l'est une loi « normale » statistique et la médiane est inférieure à la moyenne.

Graphique 7 **– Répartition des revenus en France**



Source : à partir de l'enquête sur les revenus fiscaux, 2004, INSEE. Attention, ces données sont un peu anciennes. Nous ne les avons présentées ici qu'à des fins pédagogiques et non informatives.

4. Les classes moyennes ailleurs dans le monde

Nous avons souhaité **élargir l'analyse** et sortir du seul cadre européen. Pour ce faire, nous avons mobilisé des données du *Luxembourg Income Study* (LIS). Au cours de la première moitié des années 2000, huit pays de l'Union Européenne ne sont pas renseignés dans la LIS : la Bulgarie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, Malte, le Portugal, la Roumanie et la Slovaquie. A l'inverse, nous disposons dans la base d'informations pour neuf autres pays : le Brésil, le Canada et les Etats-Unis pour l'Amérique, la Suisse, la Norvège et la Russie, l'Australie ainsi que Taiwan et la Corée du Sud.

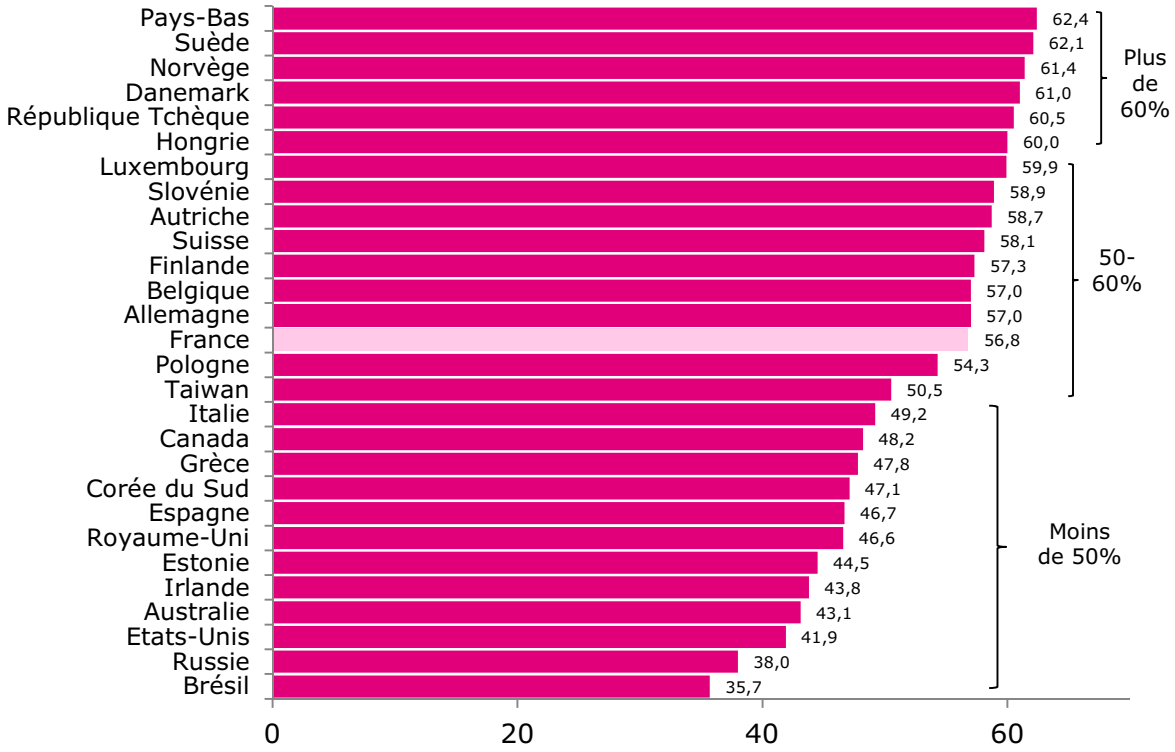
Le Graphique 8 présente, pour 28 pays, l'importance des classes moyennes dans la population, c'est-à-dire la part des ménages disposant d'un revenu compris entre 0,7 et 1,5 fois la médiane (la taille des ménages étant bien sûr neutralisée). Les dates de recueil de données s'échelonnent, selon les pays, de 2000 (pour la Russie) à 2006 (pour le Brésil et la Corée du Sud). Mais ces écarts temporels ne jouent pas beaucoup : nous verrons par la suite que les variations dans la structure des revenus à l'échelle de 5 ans sont faibles.

Ce graphique appelle une précision et deux commentaires :

- **Les classes moyennes sont majoritaires** dans tous les pays étudiés.
- L'importance des classes moyennes **varie presque du simple au double** entre le Brésil (36%) et les Pays-Bas (62%).
- Globalement, la distribution des revenus est moins inégalitaire en Europe qu'ailleurs. Elle est plus ramassée autour de la médiane. **L'Europe bénéficie en conséquence de classes moyennes plus nombreuses qu'aux Etats-Unis, en Australie, au Brésil ou en Russie**. Nous tenterons d'apporter quelques éléments d'interprétation dans le prochain chapitre.

Graphique 8 – **Importance des classes moyennes dans chaque pays au milieu des années 2000**

Proportion de ménages dont les niveaux de vie sont compris entre 70% et 150% de la médiane



Source : calculs à partir des données LIS (*Luxembourg Income Study Database*)
Précision sur les années concernées dans chaque pays : Brésil (2006), Russie (2000), Etats-Unis (2004), Australie (2003), Irlande (2004), Estonie (2004), Royaume-Uni (2004), Espagne (2004), Corée du Sud (2006), Grèce (2004), Canada (2004), Italie (2004), Taiwan (2005), Pologne (2004), France (2005), Allemagne (2004), Belgique (2000), Finlande (2004), Suisse (2004), Autriche (2004), Slovénie (2004), Luxembourg (2004), Hongrie (2005), République Tchèque (2004), Danemark (2004), Norvège (2004), Suède (2005), Pays-Bas (2004).

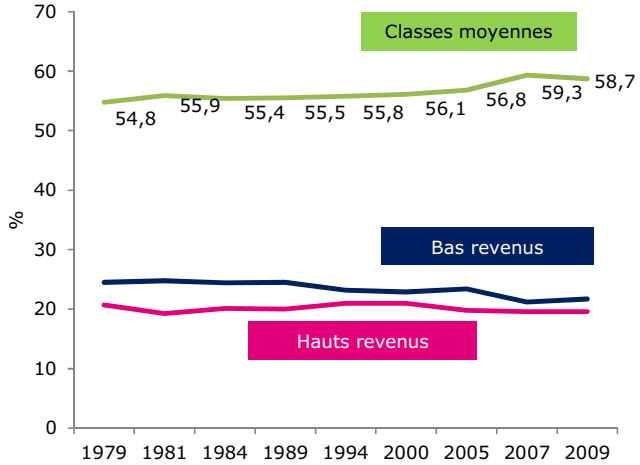
5. Les classes moyennes sont-elles en déclin ?

Le déclin des classes moyennes est une thématique récurrente, en France comme à l'étranger, aujourd'hui comme par le passé (voir l'analyse historique présentée au premier chapitre). Pour essayer de déterminer comment les classes moyennes ont évolué dans le temps, nous avons principalement mobilisé les données LIS (*Luxembourg Income Study*), dont certaines fournissent des informations dès le début des années 1970. Comme les données récentes ne sont pas encore intégrées dans LIS, nous avons utilisé des informations issues de SILC (*Statistics on income and living conditions*) en 2007 et en 2009. Le raccordement des deux séries ne semble pas poser de problème dans la plupart des cas, même si, en comparant les données de LIS 2005 avec les données de SILC 2005, on note parfois un léger décalage pouvant aller jusqu'à 2 points de % (en France notamment). Dans tous les graphiques suivants, les données 2007 et 2009 sont tirées de SILC, tandis que les données antérieures sont tirées de LIS.

Le cas de la France

Depuis 30 ans (1979-2009), la part des classes moyennes a très peu varié, évoluant entre 55 et 59% (Graphique 9). **On ne peut donc pas parler de déclin des classes moyennes dans l'Hexagone**. La part des classes moyennes est plutôt **stable** dans le temps.

Graphique 9
Evolution en France des différentes classes de population (1979-2009)

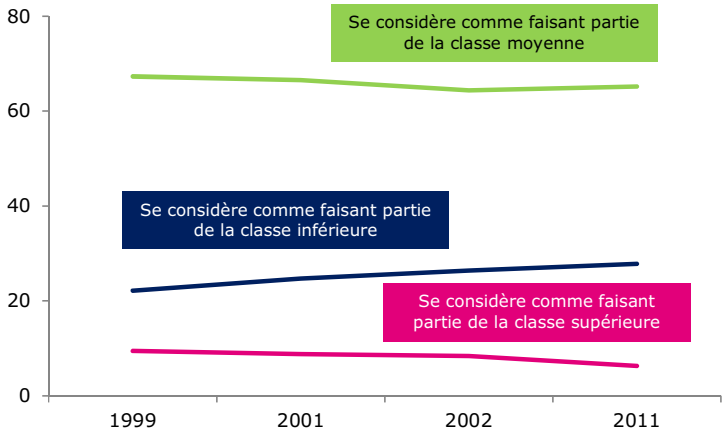


Source : calculs à partir des données LIS, complétées par SILC 2007 et 2009

Il est intéressant de noter que ces chiffres correspondent plus ou moins au **sentiment d'appartenance aux classes moyennes**. En effet, depuis plus de dix ans, 60% des Français ont l'impression de faire partie des classes moyennes (Graphique 10). Très peu se qualifient comme membres de la classe supérieure (moins de 10%).

Et entre 1999 et 2011, le nombre de personnes ayant **l'impression de faire partie des catégories inférieures ne cesse de croître**, alors que, sur la même période, le poids des bas revenus tel que nous l'avons mesuré n'évolue que très peu. Le **sentiment de déclassement**[108] mesuré dans l'opinion ne semble donc pas corroboré par les données que nous avons mobilisées ici.

Graphique 10 **- Evolution, en France, du sentiment d'appartenance aux différentes classes de population (1999-2011)**



Source : CREDOC, Enquêtes Conditions de vie et Aspirations.

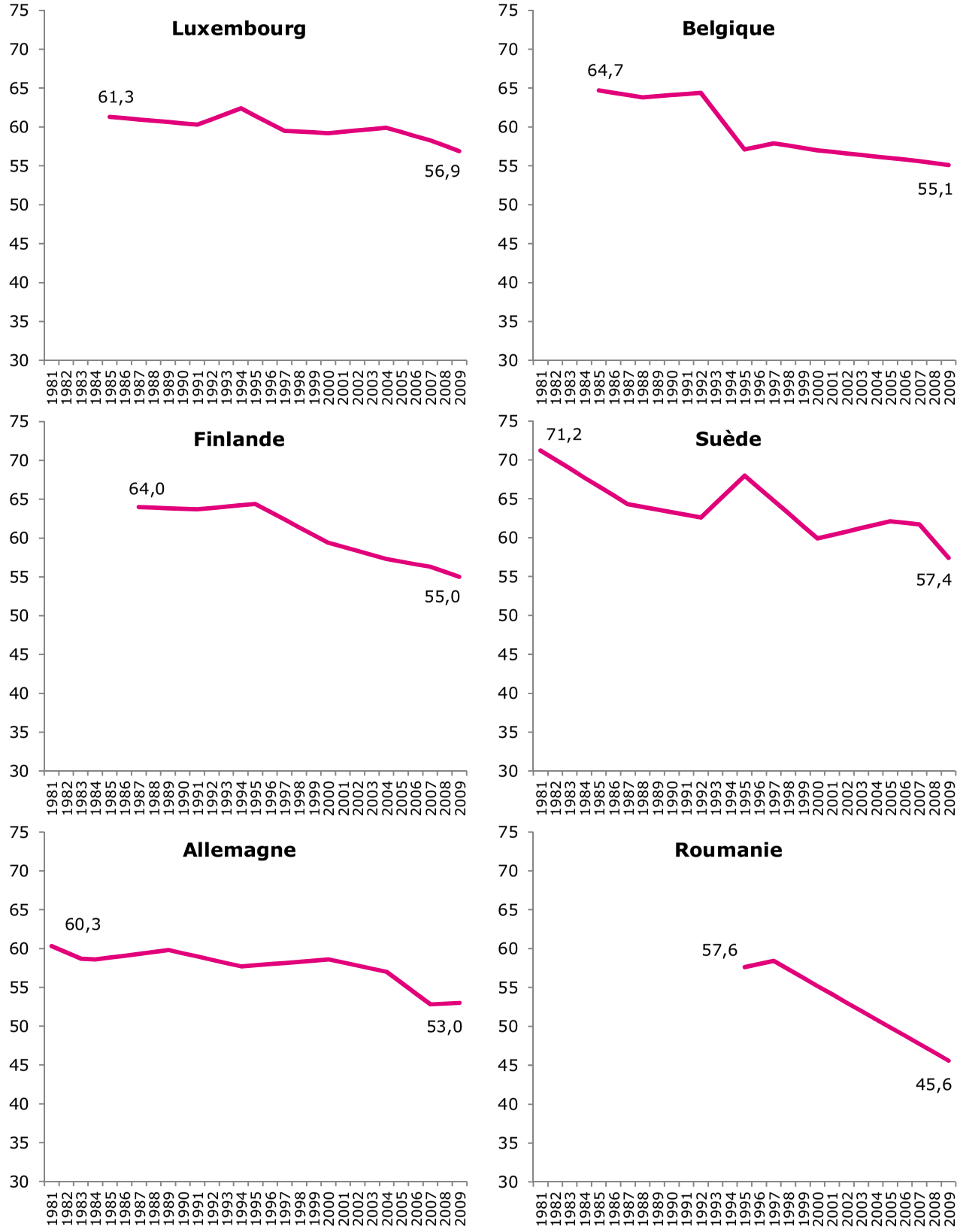
Les classes moyennes déclinent-elles en Europe ?

Si, en France, il n'y a pas, objectivement, de déclin des classes moyennes, qu'en est-il en Europe ? Sur les 25 pays pour lesquels nous disposons de données longitudinales, on repère trois différents cas de figure :

1. Pour douze pays, **la part des classes moyennes diminue** sur la période étudiée (Graphique 11 et Graphique 12). Trois pays voisins de la France sont dans cette configuration : le Luxembourg (où les classes moyennes perdent presque 5 points), l'Allemagne (- 7 points) et la Belgique (- 10 points). La baisse est marquée pour quatre pays de l'ex-bloc soviétique (- 12 points pour la Roumanie, - 11 points pour la Slovaquie, - 7 pour la République Tchèque, - 2 pour la Pologne). En Finlande (- 9 points) et en Suède (- 14 points), l'érosion est également sensible, même si les classes moyennes restent encore très importantes. Enfin, hors Europe, les classes moyennes perdent du terrain en Australie (- 4 points), au Canada (- 1 point) et, surtout, à Taïwan (- 8 points).

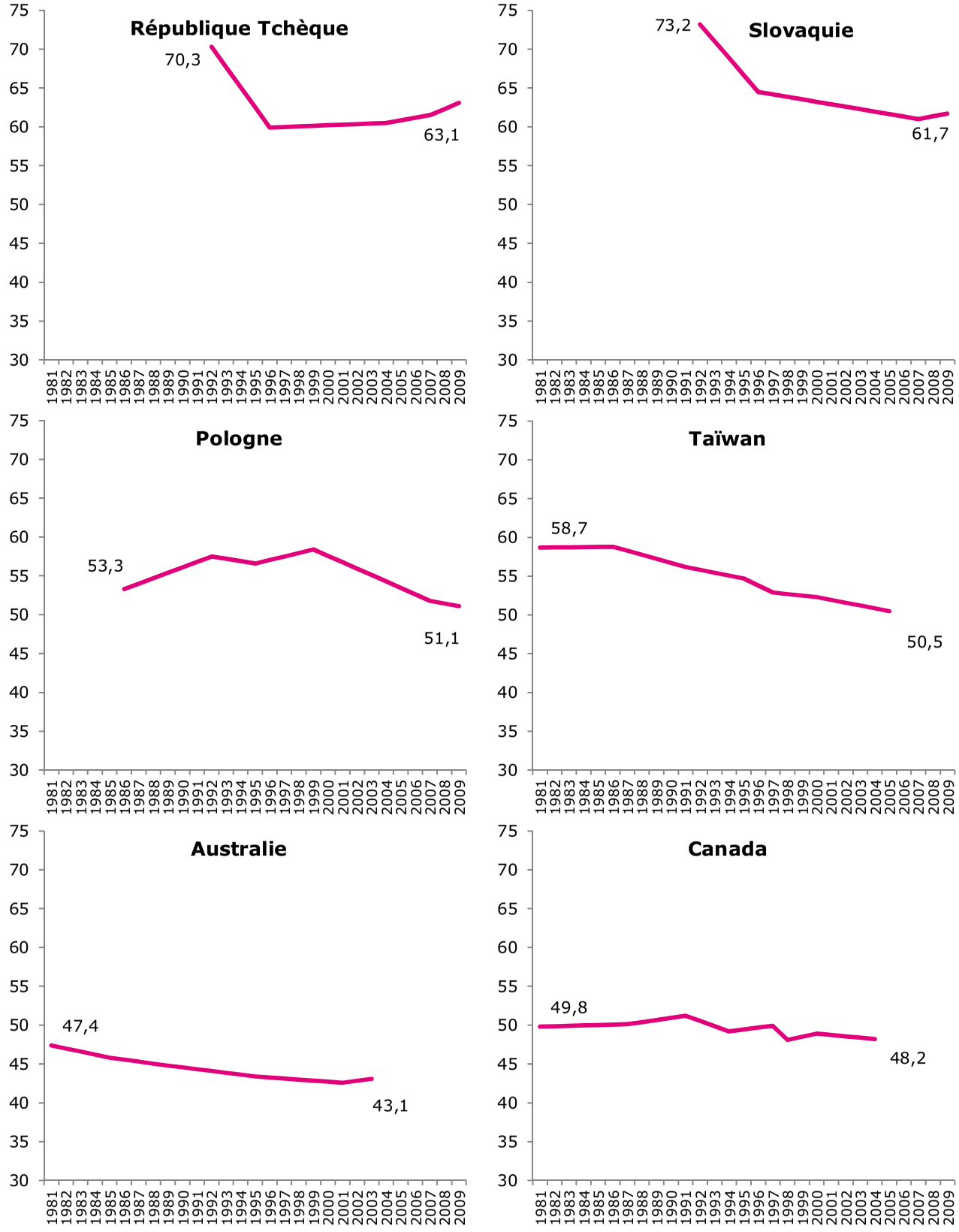
[108] Il y a de très nombreuses manières de mesurer le déclassement. Cela peut être par l'analyse des trajectoires professionnelles entre les générations, le suivi d'une cohorte au fil du temps (l'enquête SILC devrait permettre ce genre d'analyse puisqu'il s'agit de données de panel), etc. Le fait qu'une partie croissante de la population se sente appartenir au bas de l'échelle sociale est un indicateur du sentiment de déclassement.

Graphique 11 – **Part des classes moyennes dans l'ensemble de la population**
(en %)



Source : calculs à partir des données LIS (*Luxembourg Income Study Database*) et SILC 2007 et 2009

Graphique 12 – **Part des classes moyennes dans l'ensemble de la population**
(en %)

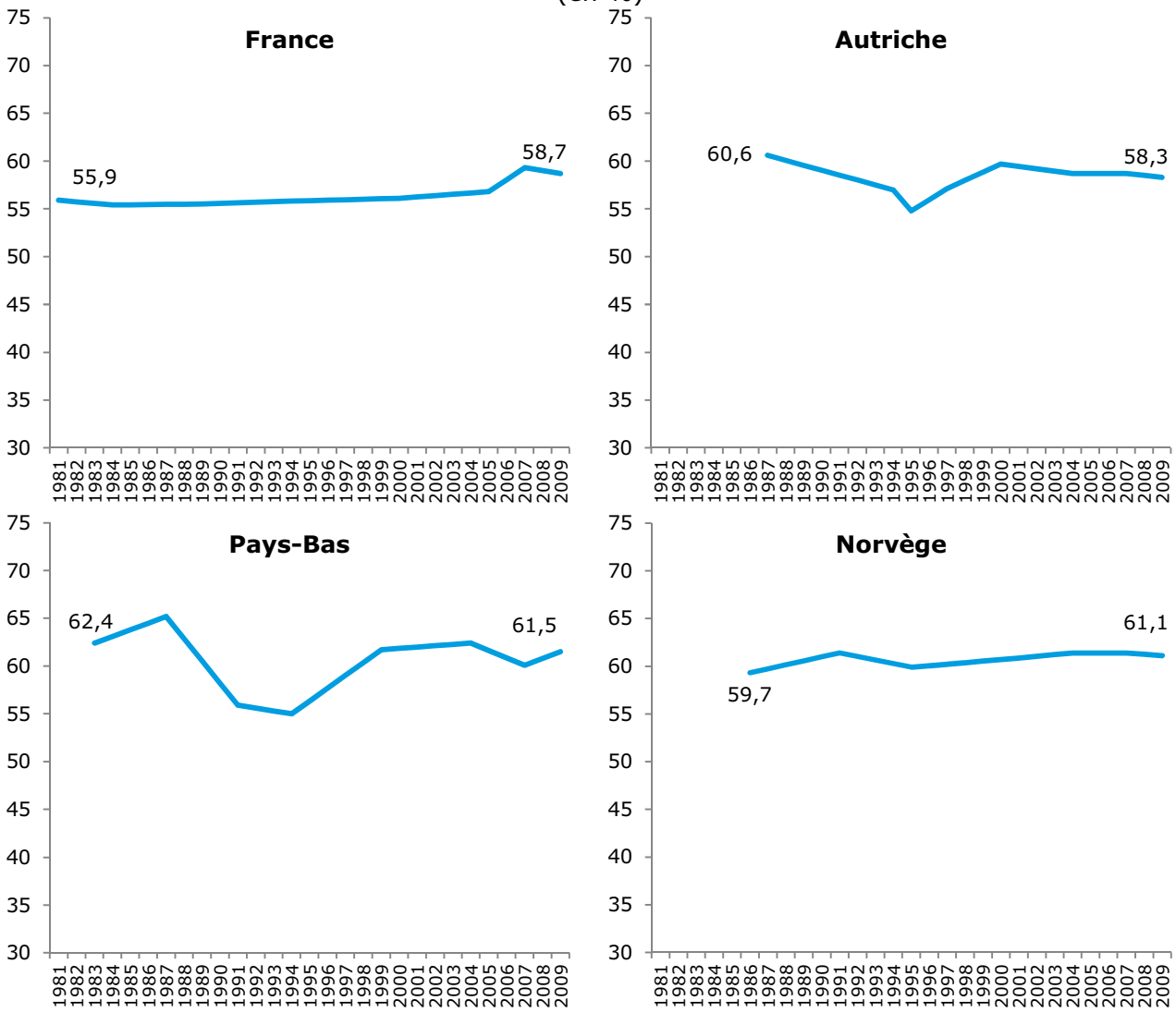


Source : calculs à partir des données LIS (*Luxembourg Income Study Database*) et SILC 2007 et 2009

2. Pour neuf pays, **la part des classes moyennes se maintient** sur la période étudiée (Graphique 13 et Graphique 14) ou bien des mouvements contraires ont ramené, en fin de période, le taux de classes moyennes à ce qu'il était en début de période. Cette relative stabilité concerne notamment la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, la Suisse et les Pays-Bas.

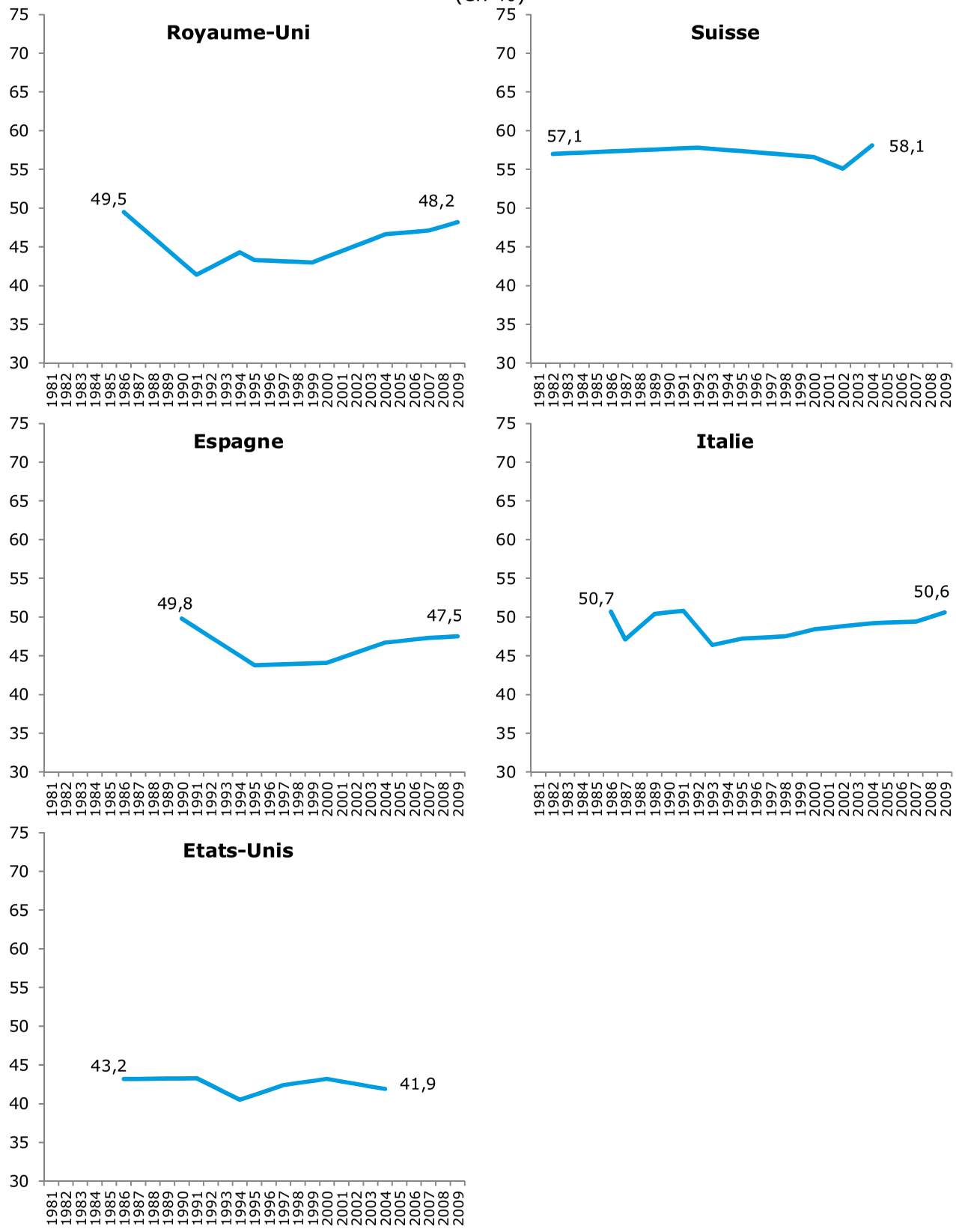
   Nota bene : Pour la France, on observe un petit saut entre 2005 et 2007, mais cette variation est due au changement de base de données (LIS en 2005 et SILC en 2007). On ne peut pas en conclure que les classes moyennes sont devenues plus nombreuses entre 2005 et 2007. D'ailleurs, l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux de l'INSEE conclut plutôt à une stabilité de la distribution entre 2005 et 2007. La France est un des rares pays pour lequel le raccordement des séries LIS et SILC présente un décalage supérieur à 1 point de %.

Graphique 13 **– Part des classes moyennes dans l'ensemble de la population**
(en %)



Source : calculs à partir des données LIS (*Luxembourg Income Study Database*) et SILC 2007 et 2009

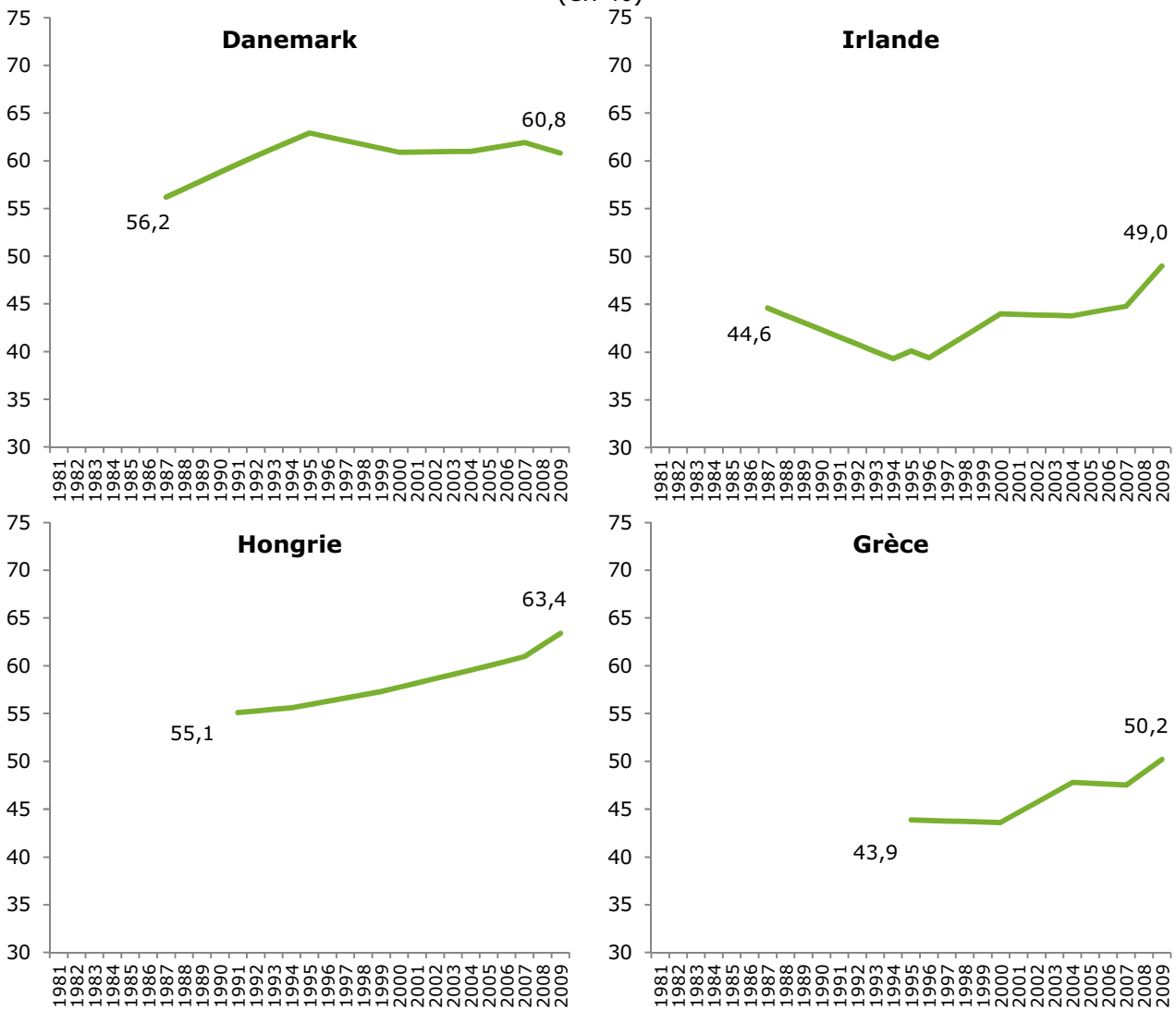
Graphique 14 – **Part des classes moyennes dans l'ensemble de la population**
(en %)



Source : calculs à partir des données LIS (*Luxembourg Income Study Database*) et SILC 2007 et 2009

3. Pour quatre pays, on relève une **progression du poids des classes moyennes** (Graphique 15). Sont concernés : le Danemark (+ 5 points), l'Irlande (+ 5 points) et la Grèce (+ 6 points) ainsi que la Hongrie (+ 8 points).

Graphique 15 **– Part des classes moyennes dans l'ensemble de la population** (en %)



Source : calculs à partir des données LIS (*Luxembourg Income Study Database*) et SILC 2007 et 2009

Dans près de la moitié des pays étudiés (12 sur 25), les classes moyennes perdent donc de leur importance. Les cas de hausse sont, quant à eux, deux fois moins nombreux que les cas où les classes moyennes conservent, peu ou prou, leur importance (4 contre 9).

Au final, **les classes moyennes, même si elles restent le groupe le plus étoffé dans tous les pays étudiés, tendent à se réduire dans près d'un pays sur deux**.

A qui profite le déclin des classes moyennes quand il a lieu ?

La question posée ici est la suivante : lorsque les classes moyennes sont en déclin, le transfert se fait-il principalement en direction des catégories aisées ou vers les catégories modestes ? En fait, on rencontre les deux cas de figure parmi les douze pays concernés, dans des proportions assez proches. Dans un premier groupe de cinq pays, le déclin des classes moyennes a plutôt conduit à une hausse du nombre de ménages à bas revenus. Il s'agit de l'Allemagne, de la Belgique, de la Suède, de la Roumanie et de Taïwan (Tableau 1). Dans l'autre groupe, fort de sept pays, ce sont davantage les hauts revenus qui ont profité du déclin des classes moyennes. On trouve ici la République Tchèque, la Finlande, la Pologne, le Luxembourg et la Slovaquie, ainsi que l'Australie et le Canada (Tableau 2).

Tableau 1 **- Evolution du poids des classes inférieures et supérieures dans les pays où les classes moyennes déclinent (en points)**
Cas où la baisse des classes moyennes entraîne plutôt une hausse des ménages à bas revenus

	Bas revenus	Hauts revenus
Allemagne	**+ 4,3**	+ 2,9
Belgique	**+ 5,8**	+ 3,7
Suède	**+ 9,2**	+ 4,5
Roumanie	**+ 6,2**	+ 5,8
Taiwan	**+ 5,1**	+ 3,1

Source : calculs à partir des données LIS (*Luxembourg Income Study Database*) et SILC 2007 et 2009

Tableau 2 **- Evolution du poids des classes inférieures et supérieures dans les pays où les classes moyennes déclinent (en points)**
Cas où le déclin des classes moyennes nourrit davantage les hauts revenus

	Bas revenus	Hauts revenus
République Tchèque	+ 2,4	**+ 4,8**
Finlande	+ 3,9	**+ 5,2**
Australie	+ 0,9	**+ 3,4**
Slovaquie	+ 3,0	**+ 8,5**
Luxembourg	+ 2,0	**+ 2,4**
Pologne	- 0,1	**+ 2,4**
Canada	- 0,2	**+ 1,8**

Source : calculs à partir des données LIS (*Luxembourg Income Study Database*) et SILC 2007 et 2009

Les résultats montrent donc que, le plus souvent, **la baisse des classes moyennes profite simultanément aux deux autres catégories**, tantôt avec une progression plus marquée des ménages à bas revenus et tantôt avec une croissance plus marquée des ménages à hauts revenus.

6. Y a-t-il paupérisation des classes moyennes ?

Outre la thèse du déclin des classes moyennes, on évoque aussi parfois l'hypothèse d'une paupérisation de cette catégorie de la population. D'ailleurs, en France, au début de l'année 2011, l'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC montre que 50% des personnes percevant des revenus intermédiaires ont l'impression que leur niveau de vie s'est dégradé depuis 10 ans. Ce pessimisme est partagé, à vrai dire, par l'ensemble de la population française, mis à part les hauts revenus.

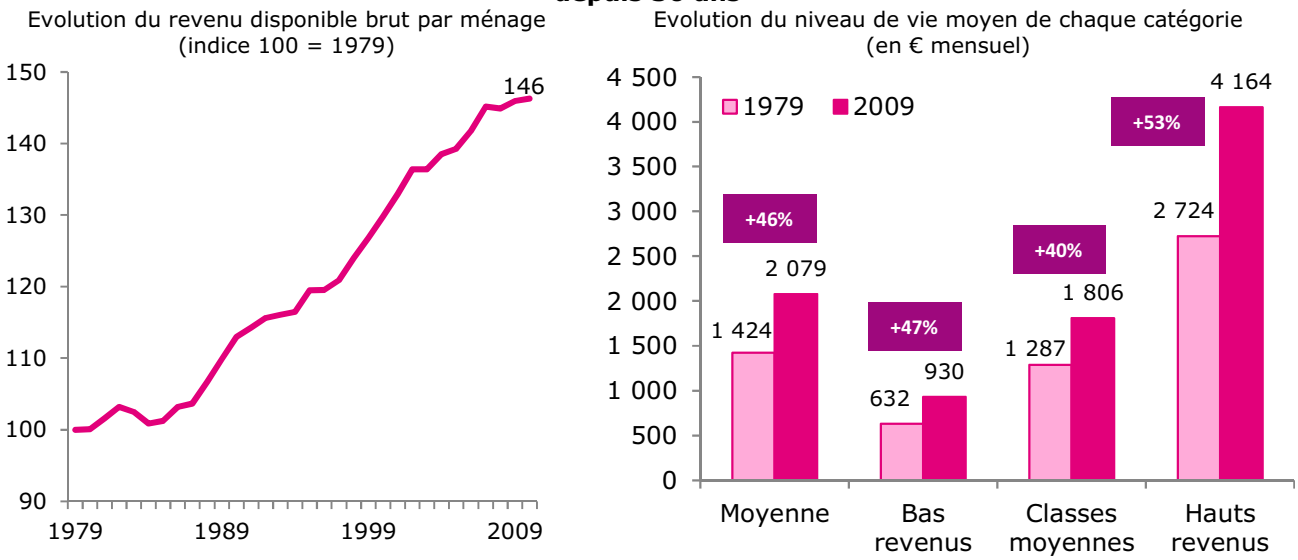
Afin de tester l'hypothèse d'une paupérisation des classes moyennes, nous avons mobilisé à la fois les données d'enquête LIS et SILC, mais également les séries issues des comptabilités nationales de chaque pays. Nous nous sommes appuyés sur les données de la comptabilité nationale pour déterminer l'évolution du niveau de vie moyen par tête de l'ensemble de la population dans chaque pays. Nous avons ensuite utilisé les micro-données de LIS et de SILC pour déterminer le niveau de vie relatif des classes moyennes, des hauts revenus et des bas revenus par rapport au niveau de vie moyen. Nous en avons déduit les évolutions de niveau de vie des bas revenus, des classes moyennes et des hauts revenus entre le début et la fin de la période d'observation.

Nous avons utilisé cette méthode car le calcul de l'évolution des niveaux de vie moyen à partir des micro-données LIS ou SILC conduit à des résultats très différents de ceux enregistrés par la comptabilité nationale. Comme cette dernière fait autorité pour analyser l'évolution du pouvoir d'achat des ménages, nous avons recalé les données micro-économiques de LIS et SILC sur les données macro-économiques de la comptabilité nationale.

En France, les classes moyennes sont distancées par les hauts revenus et rattrapées par les bas revenus

En France, au cours des trente dernières années (1979-2009), **les revenus de chaque catégorie de la population ont progressé** : ceux des bas revenus, ceux des classes moyennes et ceux des hauts revenus. Il n'y a pas eu de paupérisation : ni des classes moyennes, ni des bas revenus. Mais les classes moyennes affichent une progression des revenus plus faible qu'en moyenne, avec un taux de croissance annuel moyen de +1,1%, contre +1,3% pour les bas revenus et +1,4% pour les hauts revenus. En 30 ans, le niveau de vie des classes moyennes a progressé de +40%, contre +47% pour les bas revenus et +53% pour les hauts revenus. Les classes moyennes ne se sont pas paupérisées, mais elles ont été distancées par les hauts revenus et elles sont rattrapées par les bas revenus.

Graphique 16 - **En France, les classes moyennes ont vu leur niveau de vie augmenter depuis 30 ans**



Sources : calculs à partir des données LIS (1979), SILC (2009) et INSEE (comptabilité nationale)

Tableau 3 **- Progression annuelle moyenne des revenus en France (1979-2009)**

	Progression annuelle moyenne du revenu moyen
Bas revenus	+ 1,3 %
Classes moyennes	+ 1,1 %
Hauts revenus	**+ 1,4 %**
ENSEMBLE	+ 1,3 %

Source : calculs à partir de la comptabilité nationale (INSEE), des données LIS (1979) et SILC (2009)

Le plus souvent en Europe, les hauts revenus profitent davantage de la progression des niveaux de vie que les classes moyennes ou les bas revenus

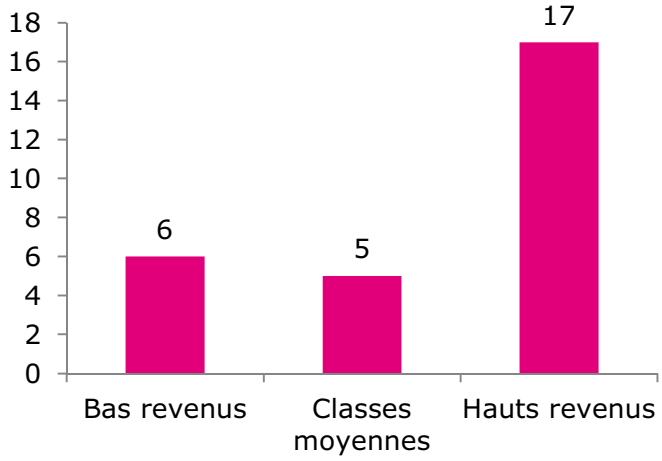
L'analyse pour la France a été répétée pour 24 autres pays pour lesquels on dispose de données sur une période suffisamment longue (Tableau 4). Dans aucun des pays étudiés et pour aucune des catégories décrites, on ne peut déceler de baisse de revenus entre le début et la fin de la période étudiée. **Dans tous les pays et pour tous les groupes de populations, les revenus ont augmenté**. On ne constate **nulle part une paupérisation des classes moyennes**.

Mais lorsqu'on s'intéresse dans le détail aux trois catégories de revenus étudiées (bas revenus, classes moyennes et hauts revenus), un résultat important apparaît : **dans 17 pays sur 25, les hauts revenus progressent plus vite qu'en moyenne** (Graphique 17). Ces résultats corroborent ceux publiés récemment par l'OCDE[109] sur la base de

[109] OCDE, *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent ?*, décembre 2011, 450 p., résumé et données disponibles sur Internet : http://www.oecd.org/document/51/0,3746,fr_2649_37419_49147850_1_1_1_37419,00.html

données et d'indicateurs différents de ceux mobilisés ici : « *Dans la plupart des cas, les revenus du travail des 10 % de salariés les plus riches ont progressé rapidement par rapport aux 10 % les plus pauvres. Et ces rémunérations les plus élevées se sont éloignées des rémunérations intermédiaires plus vite que les rémunérations les plus modestes, accroissant l'écart existant entre le sommet de la distribution et une classe moyenne de plus en plus comprimée* ». **Dans la grande majorité des pays, les classes moyennes sont effectivement décrochées par les hauts revenus**.

Graphique 17 **– Nombre de pays dans lesquels chaque catégorie a vu ses revenus augmenter plus vite que ceux des autres catégories**

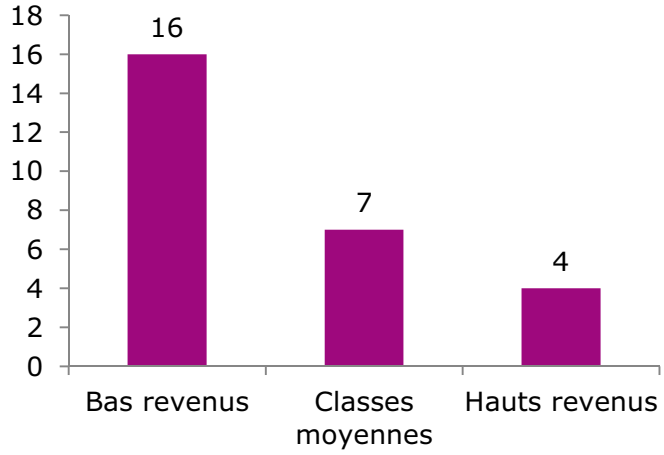


Source : calculs à partir des données LIS, SILC et OCDE
Lecture : dans 17 pays, ce sont les hauts revenus qui ont vu leurs ressources augmenter plus vite que les autres catégories de la population.

Les pays où les **hauts revenus profitent d'une plus forte progression du niveau de vie que les autres catégories** sont : la France, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et le Luxembourg, la Grèce, l'Autriche, la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie, la Suède, la Norvège et la Finlande, ainsi que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, l'Allemagne et le Danemark. Les pays où **les classes moyennes ont vu leur niveau de vie augmenter plus vite que les autres catégories** sont : l'Italie, l'Espagne, l'Estonie, l'Allemagne et le Danemark. Les pays où les **bas revenus ont vu croître leurs ressources plus vite** que la moyenne sont : la Hongrie, le Canada, la Suisse, la Grèce, l'Irlande et la Slovénie.

Inversement, on compte 16 pays dans lesquels les bas revenus sont ceux qui ont vu leurs ressources progresser le moins vite (Graphique 18). **Le rattrapage des classes moyennes par les bas revenus, que l'on observe en France, n'est pas la configuration la plus courante** : on ne l'observe qu'en Australie, en Irlande, au Canada, en Suisse, en Grèce et en Hongrie. **Dans la majorité des pays, les bas revenus ne parviennent pas à combler les écarts avec le reste de la population**. Ici encore, ces résultats sont confirmés par l'OCDE (2011).

Graphique 18 **– Nombre de pays dans lesquels les bas revenus, les classes moyennes et les hauts revenus ont vu leurs revenus augmenter <u>moins vite</u> que les autres catégories**



Source : calculs à partir des données LIS, SILC et OCDE
Lecture : dans 16 pays, ce sont les bas revenus qui ont vu leurs ressources augmenter moins vite que les autres catégories de la population.

Tableau 4 - **Progressions annuelles moyennes des revenus par pays et catégories de population** (en %)

	Période de référence	Evolution annuelle moyenne du revenu :			
		des bas revenus	des classes moyennes	des hauts revenus	de l'ensemble de la population
France	1979-2009	1,3	1,1	**1,4**	**1,3**
Australie	1981-2003	2,4	2,2	**2,6**	**2,5**
Finlande	1987-2009	2,1	2,1	**2,7**	**2,4**
Etats-Unis	1974-2004	2,7	2,7	**3,1**	**3,0**
République Tchèque	1992-2009	2,3	2,7	**3,2**	**3,0**
Luxembourg	1985-2009	3,3	3,6	**4,1**	**3,8**
Suède	1975-2009	1,5	1,6	**1,9**	**1,8**
Norvège	1979-2009	2,5	2,7	**2,9**	**2,8**
Belgique	1985-2009	1,5	1,8	**2,1**	**1,9**
Pologne	1992-2009	4,1	4,5	**4,9**	**4,6**
Slovaquie	1992-2009	1,2	1,8	**2,3**	**2,2**
Autriche	1987-2009	1,8	1,8	**2,3**	**2,1**
Pays-Bas	1983-2009	1,8	2,4	**2,6**	**2,2**
Italie	1986-2009	1,1	**1,5**	**1,5**	**1,4**
Royaume Uni	1974-2009	1,6	1,7	**2,0**	**2,0**
Allemagne	1973-2009	1,8	**2,0**	**2,0**	**2,0**
Danemark	1987-2009	0,2	**1,4**	**1,4**	**1,4**
Espagne	1980-2009	2,0	**2,4**	2,1	**2,2**
Estonie	2000-2009	8,1	**8,7**	7,1	**7,4**
Hongrie	1994-2009	**3,5**	3,2	1,8	**2,4**
Irlande	1987-2009	**4,9**	4,8	4,5	**4,6**
Suisse	1982-2004	**1,3**	1,1	0,2	**0,8**
Grèce	1995-2009	**3,3**	3,0	3,1	**3,0**
Canada	1971-2004	**3,2**	2,8	3,0	**3,0**
Slovénie	1997-2009	**3,4**	3,3	3,2	**3,4**

Source : calculs à partir des données LIS, SILC, INSEE (comptabilité nationale) et OCDE

Si on rapproche l'évolution du nombre de ménages appartenant aux classes moyennes et la progression de leur niveau de vie, on constate que **le déclin des classes moyennes est souvent lié à une moindre progression de leurs revenus** par rapport aux autres catégories de la population.

Tableau 5 **– Evolution de la taille et des revenus des classes moyennes**

	Les classes moyennes bénéficient-elles d'une progression de leurs revenus supérieure aux autres catégories ?	
	Oui	Non
Pays où les classes moyennes déclinent	Allemagne	Australie Belgique Canada Finlande Luxembourg Pologne République Tchèque Slovaquie Suisse
Pays où les classes moyennes se maintiennent	Espagne Suisse Italie	France Etats-Unis Norvège Autriche Pays-Bas
Pays où les classes moyennes progressent	Danemark	Grèce

Source : calculs à partir des données LIS, SILC et OCDE

7. Les classes moyennes consomment-elles de manière spécifique ?

Cette section teste une hypothèse souvent évoquée dans la littérature historique ou sociologique relative aux classes moyennes. Le développement économique lié aux révolutions industrielles du 19e et 20e siècle, la fin de l'aristocratie et les processus de démocratisation des nations ont souvent été associés à la montée de la bourgeoisie et à l'apparition des classes moyennes. Plusieurs auteurs ont avancé l'idée que cette nouvelle catégorie sociale était porteuse de nouvelles valeurs, d'une nouvelle culture, de nouveaux modes de vie et de consommation. En France, le sociologue Henri Mendras[110] prolongeait cette thèse avec le concept des « noyaux innovateurs », constitués par les classes moyennes impulsant de nouveaux modes de vie qui se diffuseraient ensuite à l'ensemble de la population.

L'hypothèse que l'on aimerait éprouver ici, et que nous avions déjà examinée à partir de données françaises ou canadiennes dans des travaux précédents[111], est l'idée selon laquelle les classes moyennes auraient un mode de consommation spécifique et innovant.

[110] Henri Mendras, *La seconde révolution française*, Gallimard, Paris, 1988.

[111] Bigot (2010), Bigot et Langlois (2011).

Pour cela, nous utiliserons les données collectées par Eurostat sur la structure de la consommation des ménages.

Un bref panorama de la consommation des ménages en Europe en 2005

Avant de savoir si la consommation des classes moyennes est atypique, commençons par décrire brièvement la façon dont s'ordonnent les différents postes de consommation d'un ménage européen ordinaire.

Dans l'Europe des 27, en 2005, **le premier poste budgétaire**, avec 28% des dépenses totales, est le **logement** (Graphique 19). La primauté du logement dans les dépenses se vérifie pour 21 des pays membres (dont la France, voir en annexe Tableau A 1 et Tableau A 2). Dans cinq pays, le logement est le second poste de dépense (République Tchèque, Roumanie, Hongrie, Lettonie et Lituanie). A Malte, il arrive au cinquième rang.

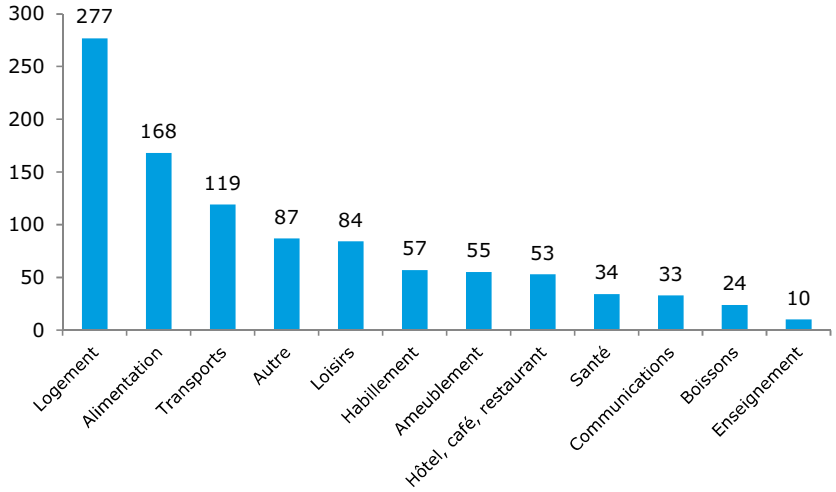
Au second rang, on trouve **les dépenses d'alimentation** (hors boissons) : en moyenne, un ménage de l'union européenne y consacre 17% de son budget. Cette seconde place se vérifie dans 12 des pays de l'Union, 6 pays y investissant l'essentiel de leurs dépenses.

Au final, dans chacun des 27 pays de l'Union comme en Norvège, le premier poste de dépenses est soit le logement, soit l'alimentation.

Les **transports** constituent le troisième grand pôle de dépenses (12% du budget y est consacré en moyenne dans l'union européenne). Dans tous les pays d'Europe, le poste de dépenses des transports est le deuxième ou le troisième en importance.

Le poste suivant correspond aux autres dépenses (9%), juste devant les dépenses relatives aux **loisirs et à la lecture** (8%).

Graphique 19 **- Structure des dépenses de consommation**
(moyenne Europe des 27, en ‰ des dépenses de consommation)



Source : EUROSTAT, 2005

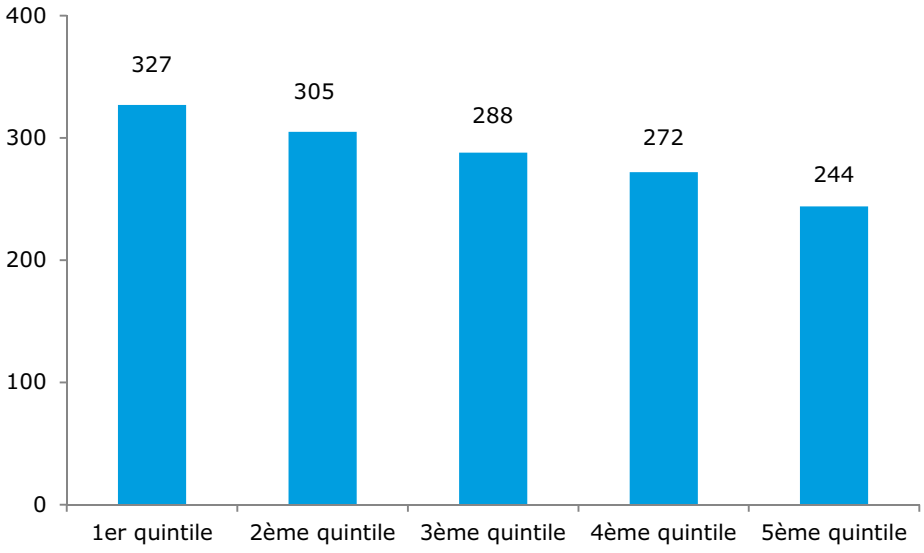
La consommation des classes moyennes : la moyenne des consommations ?

La structure des dépenses ainsi mesurée varie-t-elle selon le niveau de revenus ? Pour répondre à cette interrogation, nous allons analyser la structure de dépenses de consommation des ménages en fonction de leur niveau de revenus, appréhendé au travers des quintiles. Les ménages sont classés en cinq catégories de taille égale. Le 1er quintile correspondant à peu de choses près aux ménages à bas revenus tels que nous les avons définis jusqu'ici, le 5ème quintile aux ménages à hauts revenus. Les classes moyennes se recrutent essentiellement dans les trois quintiles intermédiaires.

Voyons, pour les principaux postes budgétaires, si le niveau des revenus influe sur la hauteur des dépenses.

S'agissant du premier poste de dépenses, à savoir le logement, la situation n'est pas la même dans tous les pays. **Au niveau de l'Union, on constate que le poids des dépenses de logement diminue au fur et à mesure que le niveau des ressources progresse** (Graphique 20). Le logement représente près du tiers des dépenses des ménages à bas revenus, contre à peine un quart des dépenses des ménages à hauts revenus.

Graphique 20 **- Poids des dépenses de logement en fonction du niveau des revenus dans l'Europe des 27**
(en ‰ des dépenses de consommation)



Source : EUROSTAT, 2005

De nombreux pays font également état d'une relation inverse entre le poids des dépenses de logement et le niveau de vie des ménages. La France, l'Allemagne, le

Royaume-Uni et la plupart des grands pays Européens se trouvent dans ce cas de figure (Tableau 6 et Tableau A 3 en annexe).

Tableau 6 **- Les pays où le poids des dépenses de logement est maximal pour les ménages à bas revenus, et où il décroît ensuite avec le niveau des revenus**
(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Belgique	**326**	291	257	244	203
Danemark	**351**	348	297	280	271
Allemagne	**360**	323	308	295	259
Irlande	**300**	300	235	207	204
France	**326**	287	264	253	228
Luxembourg	**416**	372	327	293	246
Hongrie	**268**	231	203	187	148
Pologne	**384**	373	340	312	263
Portugal	**316**	307	277	265	237
Slovénie	**291**	259	233	221	195
Slovaquie	**353**	323	319	311	257
Finlande	**322**	300	278	260	245
Suède	**341**	321	302	284	270
Royaume-Uni	**397**	332	311	280	244
Norvège	**294**	281	258	250	251
Grèce	**253**	250	247	237	230
Chypre	**240**	217	210	209	218

Source : EUROSTAT, 2005

Mais il arrive aussi que ce soient les ménages des classes moyennes qui paient le plus lourd tribut au logement. En Autriche, en République tchèque, en Roumanie, en Bulgarie ou dans les anciens pays Baltes, les plus forts coefficients budgétaires relatifs au logement sont mesurés pour les ménages du 2ème ou du 3ème quintile, donc pour des ménages faisant plutôt partie des classes moyennes. Enfin, il reste le cas très particulier de l'Espagne, où le poids du logement est d'autant plus fort que le niveau de revenu est important (27% pour les ménages à bas revenus ; 34% pour les ménages à hauts revenus).

Tableau 7 **- Les pays où le poids des dépenses de logement est maximal dans des quintiles de revenus correspondant aux classes moyennes**
(en ‰ des dépenses de consommation)

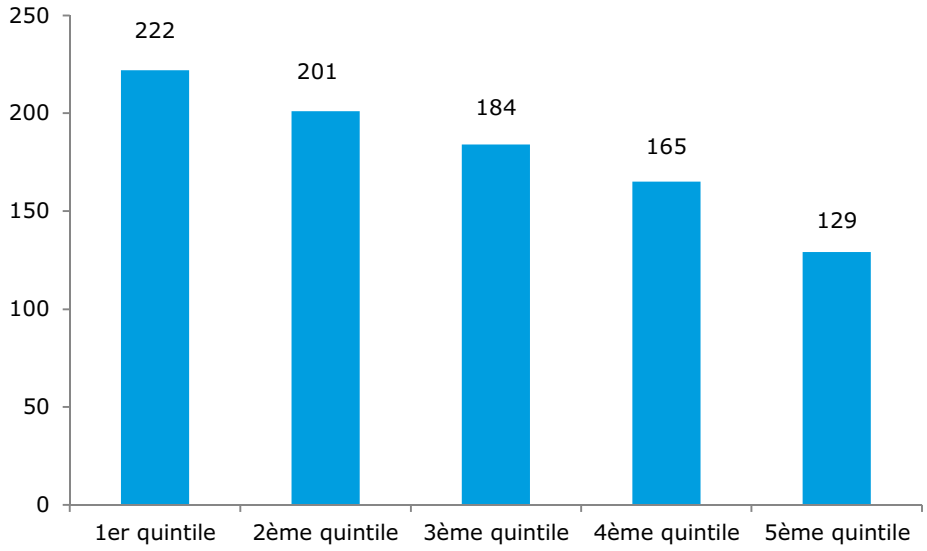
	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Autriche	234	**242**	222	217	211
Pays-Bas	287	**293**	268	229	230
Roumanie	142	163	**169**	163	146
République tchèque	205	217	**222**	192	182
Bulgarie	329	348	**370**	361	328
Estonie	320	**355**	347	294	253
Lettonie	164	187	**195**	175	152
Lituanie	198	**211**	205	195	164

Source : EUROSTAT, 2005

Pour l'alimentation, comme pour le logement, **on constate que le poids du coefficient budgétaire dans les dépenses est fonction décroissante du niveau de revenus**, à la fois en moyenne dans l'Europe des 27 (Graphique 21) et aussi dans la plupart des

pays étudiés (Tableau A 4 en annexe). Alors que l'alimentation concentre 22% des dépenses des ménages les plus démunis en Europe, elle ne représente que 13% du budget des ménages à hauts revenus. Les classes moyennes (2ème à 4ème déciles) adoptent un positionnement intermédiaire.

Graphique 21 **- Poids des dépenses de consommation alimentaire en fonction du niveau des revenus dans l'Europe des 27**
(en ‰ des dépenses de consommation)



Source : EUROSTAT, 2005

Pour quatre pays cependant (Pays-Bas, Autriche, Suède et Norvège, voir Tableau 8), on note que la relation entre le poids des dépenses d'alimentation et le niveau des revenus n'est pas strictement linéaire et que le point maximal est atteint au sein du 2ème quintile, soit plutôt dans des ménages relevant des classes moyennes.

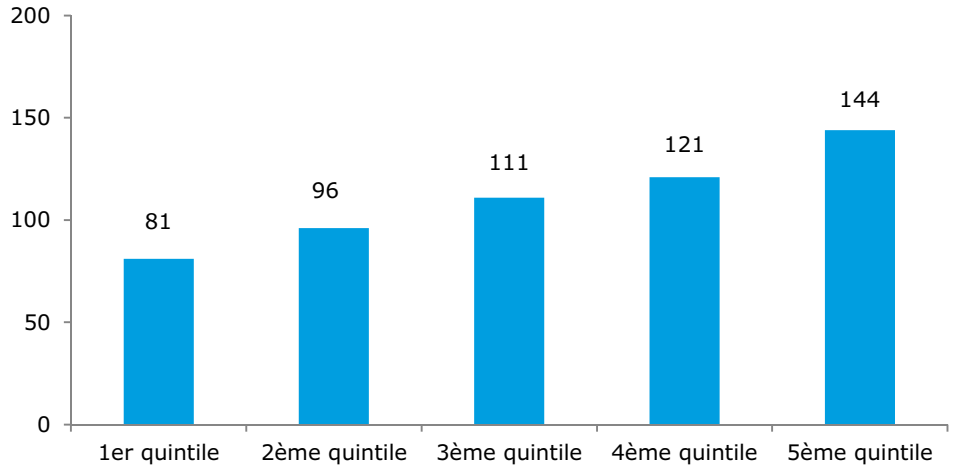
Tableau 8 **- Les pays où le poids des dépenses d'alimentation est maximal dans des quintiles de revenus correspondant aux classes moyennes**
(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Pays-Bas	119	**125**	107	99	90
Autriche	155	**159**	141	123	98
Suède	113	**122**	116	102	86
Norvège	133	**141**	122	111	97

Source : EUROSTAT, 2005

Qu'en est-il pour les dépenses de transport ? On observe ici **une relation croissante avec les revenus** : plus les revenus disponibles sont élevés, et plus les transports prennent une place importante dans le budget des ménages. On passe ainsi d'un taux de 8% des dépenses chez les ménages à bas revenus à plus de 14% des dépenses pour les ménages disposant de hauts revenus (Graphique 22).

Graphique 22 **- Poids des dépenses de transports en fonction du niveau des revenus dans l'Europe des 27**
(en ‰ des dépenses de consommation)



Source : EUROSTAT, 2005

La montée en charge des dépenses de transports en fonction des revenus se retrouve dans la plupart des pays étudiés, à six exceptions près, dont la France (Tableau A 5).

En effet, pour notre pays, mais aussi pour l'Espagne, le Portugal, Malte, Chypre ou les Pays-Bas, ce sont les 3ème ou les 4ème déciles qui font état des coefficients budgétaires associés au transport les plus élevés (Tableau 9). Pour ces six pays, donc, les classes moyennes se singularisent.

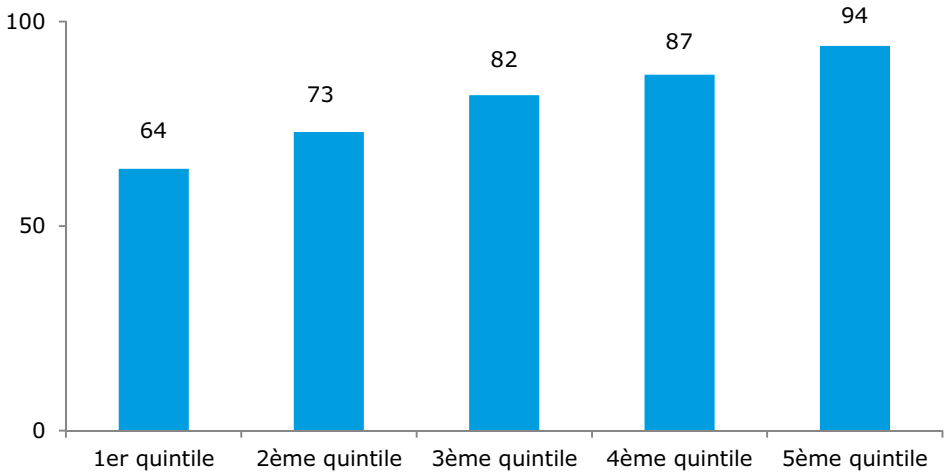
Tableau 9 **- Les pays où le poids des dépenses de transports est maximal dans des quintiles de revenus correspondant aux classes moyennes**
(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Espagne	96	103	**118**	111	98
France	101	129	140	**145**	144
Chypre	97	143	143	**155**	153
Malte	89	142	164	**191**	185
Pays-Bas	81	91	106	**131**	119
Portugal	60	101	136	**145**	141

Source : EUROSTAT, 2005

Les dépenses de loisirs, comme celles de transport, **tendent à progresser avec le niveau de vie des ménages**, tout le moins pour ce qui concerne l'Europe des 27 (Graphique 23).

Graphique 23 **- Poids des dépenses de loisirs en fonction du niveau des revenus dans l'Europe des 27**
(en ‰ des dépenses de consommation)



Source : EUROSTAT, 2005

Cette relation croissante, qui assure aux classes moyennes une consommation « moyenne » par rapport aux deux extrémités de l'échelle des revenus, est confirmée dans la plupart des pays étudiés (Tableau A 6). On ne recense que quatre pays où le plus fort coefficient de dépenses est à mettre au crédit des classes moyennes (Allemagne, République tchèque, Irlande et Norvège, voir Tableau 10).

Tableau 10 **- Les pays où le poids des dépenses de loisirs est maximal dans des quintiles de revenus correspondant aux classes moyennes**
(en ‰ des dépenses de consommation)

République tchèque	97	101	103	**113**	112
Allemagne	95	113	**117**	**117**	108
Irlande	84	88	102	**109**	105
Norvège	108	123	126	**129**	124

Source : EUROSTAT, 2005

Au final, pour les quatre postes les plus importants (logement, alimentation, transports et loisirs), on constate que :

- Les coefficients budgétaires **sont étroitement liés aux revenus disponibles des ménages** : en moyenne sur l'ensemble des pays d'Europe, on constate que les dépenses de logement et d'alimentation diminuent avec le niveau des revenus, tandis que les dépenses de transports et de loisirs, au contraire, augmentent.

- Conséquemment, au niveau de l'union européenne, les classes moyennes ont des **coefficients budgétaires moyens**, qui se situent à un niveau intermédiaire entre ceux des ménages à bas revenus et ceux des ménages à hauts revenus.

- Ces relations, valables au niveau européen, se vérifient dans la majorité des pays étudiés avec, il est vrai, quelques exceptions : huit pour le logement, quatre pour l'alimentation, six (dont la France) pour les transports et quatre pour les loisirs.

En tout état de cause, la situation la plus fréquente est que les coefficients budgétaires s'ordonnent en fonction du niveau de vie, départageant ainsi les biens supérieurs des biens inférieurs. Et, **la plupart du temps, les classes moyennes n'ont pas véritablement de positionnement spécifique** : elles adoptent des comportements « intermédiaires » entre ceux des hauts revenus et ceux des bas revenus.

On trouvera, en annexe (Graphique 35), l'analyse détaillée des autres postes de consommation (habillement, ameublement, hôtel, café et restaurant, santé, communications). Quel que soit le poste considéré, il apparaît que les classes moyennes n'ont pas de consommation atypique : elles se situent, dans la plupart des cas, dans des configurations intermédiaires entre les ménages modestes et les ménages aisés.

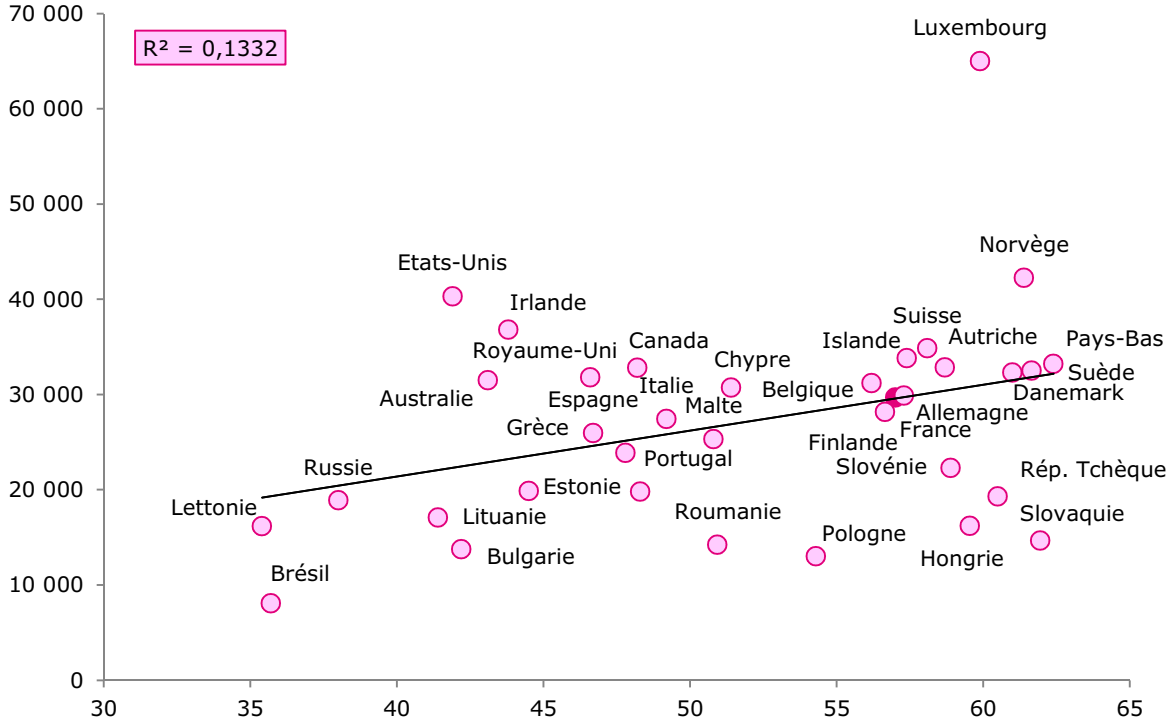
Chapitre 3. Classes moyennes et régimes politiques

Comment expliquer que certains pays disposent de classes moyennes nombreuses tandis que d'autres présentent des disparités de revenus plus importantes ? Quelles sont les conséquences, pour un pays, de disposer de classes moyennes plus ou moins larges ? Sans prétendre analyser en profondeur tous les enjeux que soulèvent ces questions, nous essaierons ici d'apporter quelques éléments d'interprétation, en nous appuyant notamment sur les travaux de sciences politiques distinguant les différents régimes politiques et décrivant en particulier la diversité des formes de démocraties libérales.

1. Les classes moyennes sont plus nombreuses dans les pays riches

Pour commencer, réexaminons rapidement l'importance des classes moyennes dans différents pays (voir le Graphique 1, p. 53 et le Graphique 8, p. 60). Plusieurs pays riches comme les Pays-Bas, la Suède, la Norvège ou le Danemark disposent de classes moyennes très nombreuses (plus de 60% de la population) tandis des pays plus pauvres tels que la Russie ou le Brésil en comptent beaucoup moins (moins de 40%).

Graphique 24 – **Importance des classes moyennes et PIB par habitant**



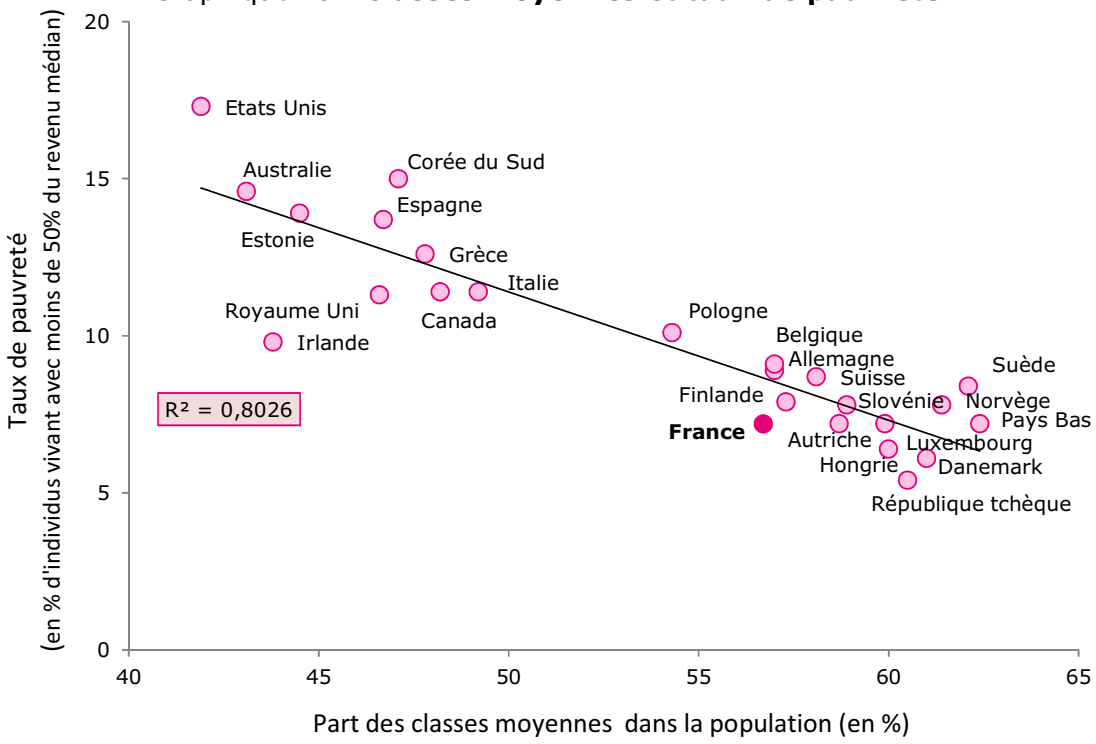
Sources : Banque Mondiale pour le PIB/PPA/habitant (2004), LIS (2004). Note : pour les pays baltes, la Roumanie, la Bulgarie, Malte et Chypre, il s'agit de données de l'année 2009 : SILC (2009) et Banque mondiale (2009).

Néanmoins, ce classement ne reflète pas tout à fait la hiérarchie des PIB par habitant : la République Tchèque et la Hongrie disposent d'économies nationales moins performantes et moins riches que les Etats-Unis et le Royaume-Uni mais sont dotées de davantage de classes moyennes. Le Graphique 24 montre une certaine corrélation (R^2 = 13%), mais qui présente des incohérences. La proportion des classes moyennes d'un pays comme les Etats-Unis est à peine plus élevée que celle de la Russie ou du Brésil, alors que le niveau de vie américain est nettement supérieur. De même, les Pays-Bas et la Hongrie disposent de classes moyennes d'importance comparables alors que leur PIB /habitant est assez déconnecté. Ou encore deux pays avec un PIB/habitant comparable (Etats-Unis et la Norvège) ont des classes moyennes d'importance très différente.

2. Peu de pauvreté dans les pays où les classes moyennes sont importantes

Si le niveau de richesse d'un pays ne suffit pas à lui seul à expliquer l'importance des classes moyennes, le taux de pauvreté, à l'inverse, semble très corrélé : plus les classes moyennes sont nombreuses, moins la pauvreté est répandue (R^2=80%).

Graphique 25 - **Classes moyennes et taux de pauvreté**



Sources : OCDE pour le taux de pauvreté (les données collectées par l'OCDE sont comprises entre 2002 et 2008 selon les pays) et LIS, milieu des années 2000.

Ce résultat n'est pas surprenant car le taux de pauvreté monétaire est calculé comme un indicateur de répartition des revenus (selon l'OCDE, est considéré comme pauvre tout ménage dont le revenu par tête est inférieur à 50% du niveau de vie médian). Notre

indicateur de classes moyennes se définissant lui aussi par rapport à la médiane, il est logique que ces deux variables soient très liées. Mais cela permet de rappeler cette évidence parfois occultée : la lutte contre la pauvreté est un levier efficace pour renforcer les classes moyennes.

On notera que les pays anglo-saxons (Etats-Unis, Australie, Royaume-Uni, Irlande, Canada) comptent un taux de pauvreté élevé tout en restant des économies nationales riches, alors que certains pays continentaux européens enregistrent un taux de pauvreté plus bas à PIB comparable. Incidemment, les classes moyennes sont plus nombreuses en Europe continentale que dans le groupe des pays anglo-saxons, marqués par une polarisation de la structure sociale plus prononcée.

3. Classes moyennes, démocratie libérale et redistribution

La distorsion entre les pays anglo-saxons et l'Europe continentale ne s'explique pas uniquement par les niveaux de vie. Il semblerait que les pays comptant une forte proportion de classes moyennes ne partagent pas le même régime politique que ceux qui disposant d'une couche intermédiaire plus mince.

La plupart des pays développés sont des démocraties libérales. Mais toutes ne sont pas de même nature. Les sciences politiques déclinent fréquemment le concept de démocratie libérale en deux formes distinctes : la « démocratie libertaire » et la « démocratie sociale ». Ces deux types de démocratie se définissent par des organisations institutionnelles spécifiques et par la distance ou l'adhésion au modèle de l'Etat-Providence — dans lequel la fiscalité redistributive, l'intervention de l'Etat dans l'économie et la protection sociale jouent un rôle important.

Partant de l'hypothèse que le régime démocratique pourrait avoir un impact sur la proportion des classes moyennes dans la société, nous avons mobilisé plusieurs variables empruntées aux sciences politiques comparatives utilisées pour décrire les différents régimes démocratiques.

Les classes moyennes s'épanouissent mieux dans les démocraties « sociales » que « libertaires »

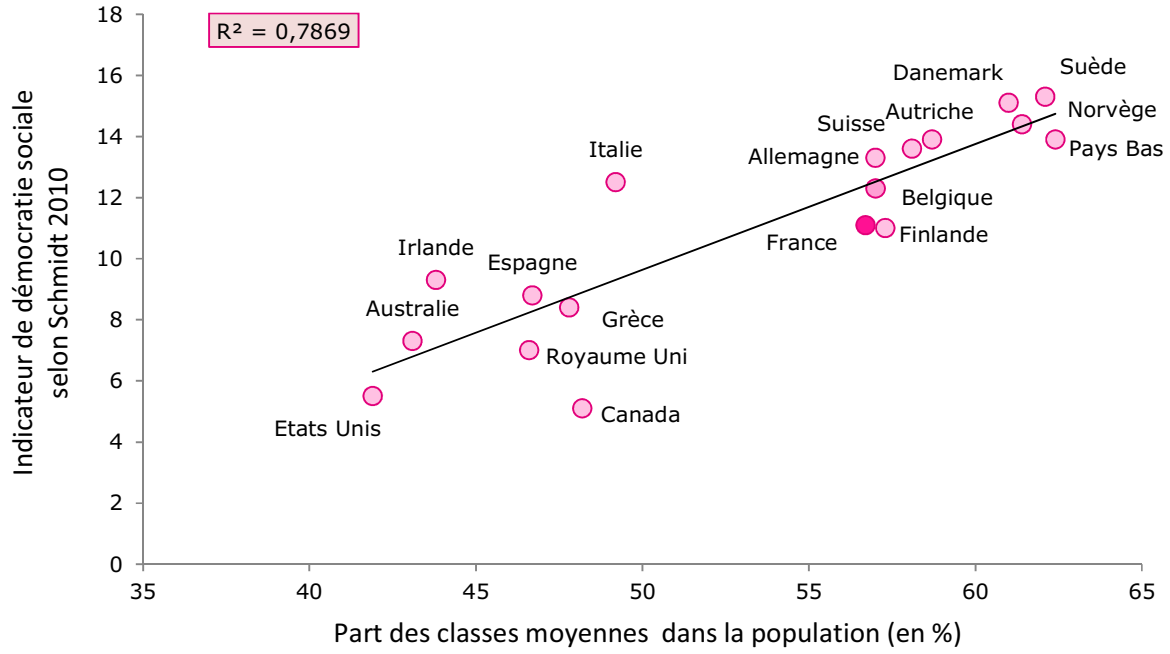
Le premier indicateur testé a été élaboré par le politologue allemand Manfred G. Schmidt et permet le classement des régimes démocratiques en fonction de leur dimension sociale[112]. Schmidt reprend à son compte la distinction entre les deux formes de démocratie (« libertaire » ou « sociale ») tout en introduisant une gradation. Pour situer un régime démocratique sur une échelle qui relie les deux pôles extrêmes, neuf critères d'évaluation sont appliqués : 1) le degré d'institutionnalisation / de formalisation des

[112] Manfred G. Schmidt, *Demokratietheorien : Eine Einführung,* Opladen, 2010, p. 366 *sq.*

droits sociaux et économiques, 2) le degré d'ouverture de l'Etat-Providence (par exemple, est-ce que les droits sociaux s'appliquent à toute personne ou uniquement aux nationaux ?), 3) le poids des prestations sociales par habitant, 4) le degré de contrôle des marchés, 5) le taux de participation des salariés dans les décisions au sein des entreprises, 6) le taux de pauvreté, 7) la diversité sociale dans le système éducatif, 8) la proportion de la population active et 9) les différences de revenus[113].

Les résultats révèlent une très forte corrélation (R^2=79%) entre la dimension sociale de la démocratie et la proportion de classes moyennes. Les régimes démocratiques dont l'indicateur de démocratie « sociale » est faible (<10) ne disposent que de petites classes moyennes. Parmi ces pays figurent notamment les démocraties anglo-saxonnes : l'Australie, le Royaume-Uni, l'Irlande, le Canada et les Etats-Unis. L'Espagne et la Grèce rejoignent ce groupe avec un système d'Etat-Providence peu développé et une classe moyenne assez faible. A l'inverse, la taille des classes moyennes est plus importante dans les démocraties « sociales » (indicateur de Schmidt >10) : Suède, Danemark, Norvège, Autriche, Suisse, Allemagne, Belgique, France, Finlande, Pays-Bas.

Graphique 26 - **Classes moyennes et indicateur de « démocratie sociale »**



Sources : Manfred G. Schmidt (2010) et LIS, milieu des années 2000.

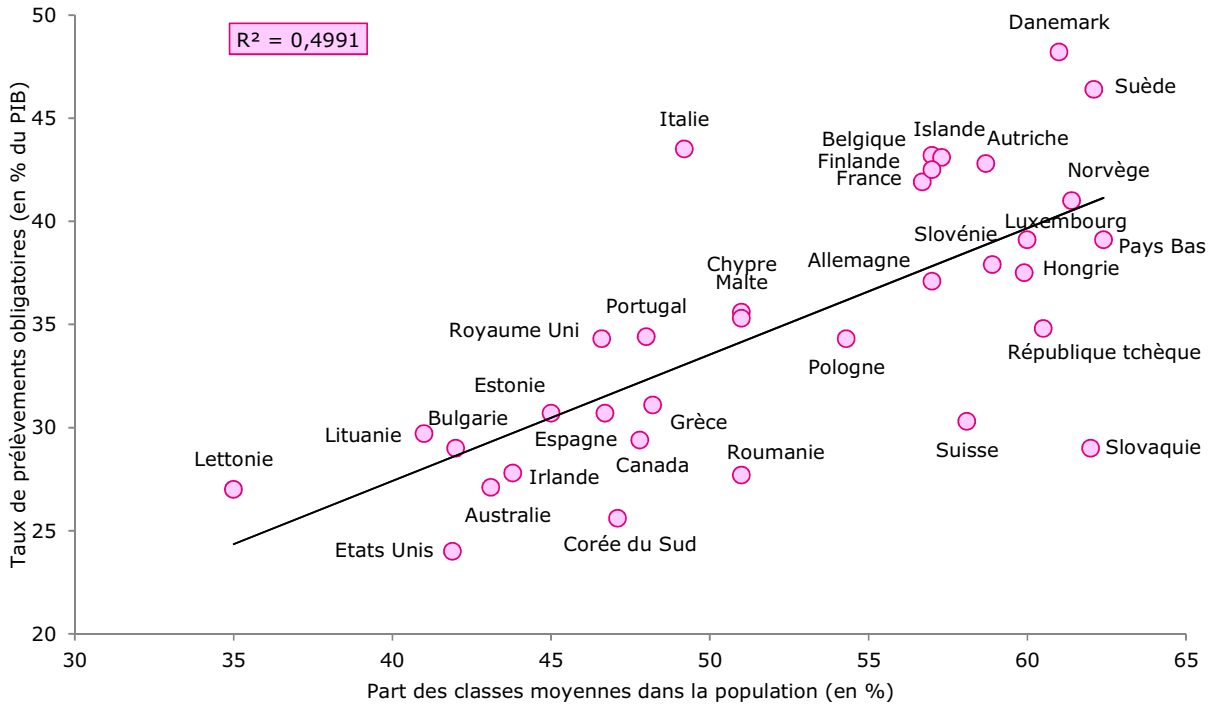
[113] Un modèle comparable a été développé par Meyer / Hinchman. Thomas Meyer, Lewis Hinchman, *The Theory of Social Democracy,* Cambridge, 2007.

Les classes moyennes sont plus nombreuses dans les pays où les prélèvements obligatoires sont importants

Pour approfondir les analyses précédentes, nous avons cherché à savoir quels sont les éléments constitutifs d'une démocratie sociale qui sont le plus liés à la présence d'une classe moyenne nombreuse. Pour cela, nous avons décliné le concept de démocratie sociale en trois axes : 1) l'axe socio-fiscal (à travers les prélèvements obligatoires sociaux et fiscaux), 2) l'axe redistributif (les dépenses sociales) et 3) l'axe législatif (les dispositifs législatifs liés à la protection sociale : droits au chômage, droits au logement social, garantie d'un revenu minimum, etc.).

Le graphique suivant montre que les pays dans lesquels les prélèvements obligatoires sont importants sont également ceux dans lesquels les classes moyennes sont les plus nombreuses. Ici aussi, l'espace se répartit en deux groupes avec, d'un côté, les régimes de type démocratie « sociale » et, de l'autre, les démocraties « libertaires » dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie, l'Irlande.

Graphique 27 - **Classes moyennes et prélèvements obligatoires**

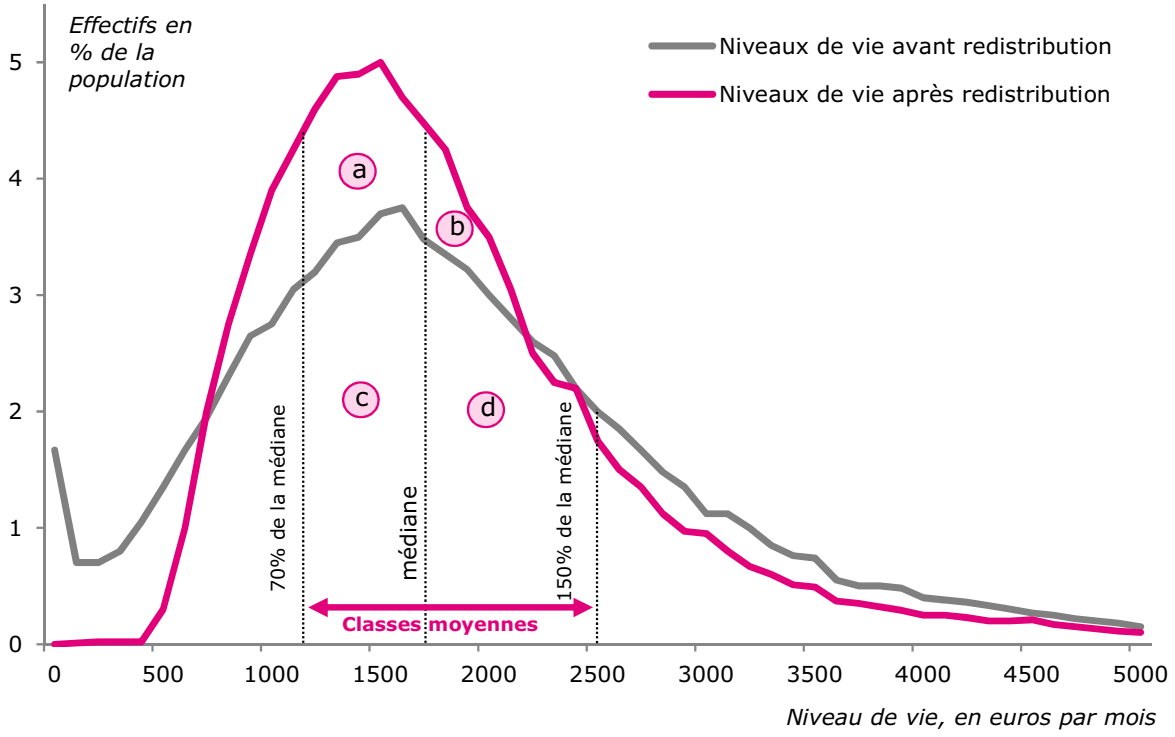


Sources : OCDE, Eurostat, LIS et SILC (années 2000)

Ces résultats invitent à revisiter l'idée selon laquelle les classes moyennes seraient les grandes perdantes du système socio-fiscal : elles seraient « *trop riches pour bénéficier des aides sociales, mais suffisamment riches pour payer des impôts* ». Ce débat n'est pas nouveau, ni exclusif à la France. Il pose la question de l'impact des prélèvements obligatoires dans l'économie et, plus particulièrement, dans le budget des ménages.

En France, la question de la neutralité ou de la progressivité, voire de la dégressivité des prélèvements obligatoires, a souvent fait l'objet de discussions contradictoires, nourries d'analyses économiques et statistiques complexes. La progressivité des impôts et des cotisations sociales est, en effet, plus ou moins élevée selon les indicateurs que l'on prend en compte. Les données publiées par l'INSEE à partir de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux[114] indiquent par exemple que les impôts directs représentent 5% du revenu disponible des 10% des ménages les plus pauvres, contre 25% chez les 10% des ménages les plus riches ; autour de la médiane, l'imposition directe s'élève à 10-12%. La pression fiscale directe est donc plus forte sur les hauts revenus que sur les classes moyennes et sur les bas revenus : elle contribue à redistribuer les revenus du haut vers le bas, et donc à ramasser la distribution des revenus autour de la médiane. Le graphique suivant montre l'impact de la redistribution socio-fiscale (pas seulement les impôts, mais aussi les prestations sociales) sur les classes moyennes. Il reprend les analyses de Cazenave, Duval, Eidelman, Langumier et Vicard (2011) [115].

Graphique 28 – **Impact, en France, de la redistribution monétaire sur les classes moyennes**



Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.
Lecture : la moitié de la population dispose d'un niveau de vie inférieur à 1700€ par mois environ.
Note : les personnes ayant un niveau de vie au-delà de 5 000 euros par mois ne sont pas représentées sur cette figure, elles représentent environ 4 % de la population avant redistribution et 2 % après.
Sources : à partir de Cazenave, Duval, Eidelman, Langumier et Vicard (2011). Données INSEE, DGFiP ; Cnaf ; Cnav ; CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2008 (actualisée 2010), modèle Ines, calculs Drees et Insee.

[114] INSEE, *Les revenus et le patrimoine des ménages (édition 2011)*, INSEE, 2011, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?id=267&nivgeo=0

[115] Marie-Cécile Cazenave, Jonathan Duval, Alexis Eidelman, Fabrice Langumier, Augustin Vicard, « La redistribution : état des lieux en 2010 et évolution depuis vingt ans », *France, portrait social (édition 2011)*, Insee Références, INSEE, 2011, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC11h_VE33Redis.pdf

Les auteurs ont pris en compte la redistribution des revenus par la fiscalité directe et les prestations sociales dont l'objectif est de réduire les écarts de niveau de vie entre les ménages (prestations familiales, allocations logement, minimas sociaux). Ont été exclues de l'analyse les prestations assurantielles (assurance chômage, système de retraite, assurance maladie) et la fiscalité indirecte (TVA notamment). Après redistribution, la répartition des revenus est plus ramassée autour de la médiane : il y a à la fois moins de riches et moins de pauvres ; les classes moyennes sont plus nombreuses. Dans une société sans prélèvements obligatoires et sans versement de prestations sociales, les classes moyennes rassemblent uniquement les surfaces c) et d) du graphique. Dans un système avec prélèvements obligatoires et prestations sociales, les classes moyennes sont la réunion des surfaces a), b), c) et d)[116].

L'impact de la redistribution doit cependant être nuancé, car tous les prélèvements obligatoires ne sont pas pris en compte dans ces analyses. D'ailleurs, pour Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez[117], l'ensemble du système des prélèvements obligatoires français est globalement faiblement progressif : la TVA est, en réalité, dégressive ; les cotisations sociales et les taxes sur les salaires ne sont progressives que jusqu'au 7^{e} décile de la répartition des revenus, puis dégressives pour les 30% de la population les plus aisés. Ces analyses montrent en outre qu'à partir du 95^{e} centile (pour les 5% les plus riches), les prélèvements sociaux et fiscaux deviennent fortement dégressifs en raison des multiples « niches fiscales ».

Un travail complémentaire mériterait de préciser l'impact précis de l'ensemble du système des prélèvements obligatoires sur les classes moyennes, en France et en Europe, analysé à un niveau micro-économique. Ce n'est pas l'objet de ce chapitre, qui se contente d'esquisser quelques grandes tendances. Retenons que, globalement, les prélèvements obligatoires sont plutôt redistributeurs : ils contribuent en quelque sorte à renforcer le poids des classes moyennes. On pourrait craindre, inversement, qu'une diminution de ces prélèvements ne conduise à une baisse de la proportion des classes moyennes au sein de la société, et à une polarisation accentuée entre les riches et les pauvres.

[116] Il s'agit d'une présentation simplifiée : en réalité, la médiane avant et après redistribution n'est pas égale, les surfaces a), b), c) et d) sont, en réalité, légèrement décalées.

[117] Thomas PIKETTY, Camille LANDAIS, Emmanuel SAEZ, *Pour une révolution fiscale : un impôt sur le revenu pour le XXIe siècle*, Paris, Le Seuil, 2011.

Les prestations sociales renforcent les classes moyennes

Les dépenses sociales sont un autre indicateur permettant de caractériser les démocraties « sociales ». L'OCDE a mis en place un indicateur qui permet de mesurer le niveau de dépenses sociales d'un Etat, en prenant en compte l'agrégation des dépenses dans les domaines suivants : vieillesse, minimum social, incapacité, santé, famille, programmes actifs du marché du travail, chômage, logement, etc.

Le Graphique 29 montre une corrélation assez forte (R^2=43%) entre le poids des classes moyennes et l'indicateur des dépenses sociales : plus les dépenses sociales représentent une part importante du PIB, plus les classes moyennes sont importantes. Le clivage entre « démocraties libertaires » qui tendent à réduire des dépenses sociales et « démocraties sociales » est à nouveau très net.

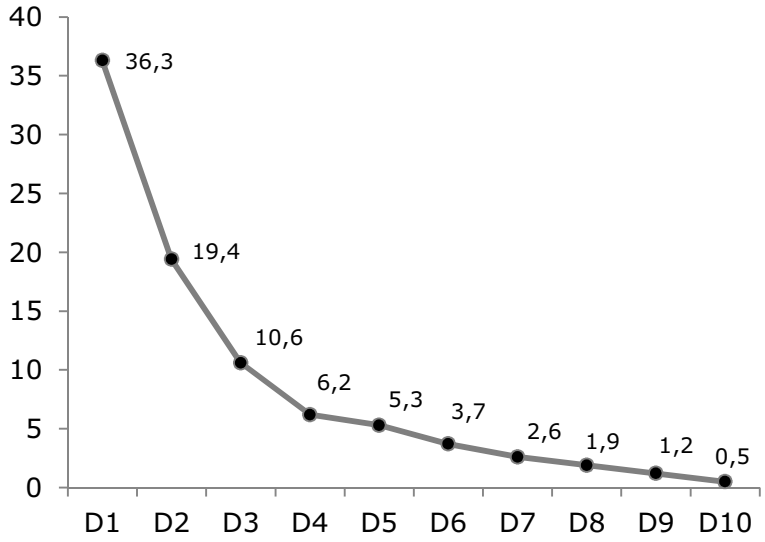
Graphique 29 - **Classes moyennes et dépenses sociales publiques**

Sources : OCDE, 2005 ; LIS, milieu des années 2000.

Le Graphique 30 donne une idée de l'effet redistributif des prestations sociales : en France, les prestations sociales des 10% des ménages les plus pauvres représentent 36% de leur revenu disponible, contre 0,5% chez les 10% des ménages les plus riches. Une partie significative des classes moyennes ne doit son positionnement au centre de la distribution des revenus qu'au versement de prestations sociales complémentaires à

leurs revenus primaires. Un certain niveau de dépenses sociales est nécessaire à l'épanouissement des couches intermédiaires. Réduire les prestations sociales aurait immanquablement pour conséquence de diminuer la taille des classes moyennes.

Graphique 30 – **Part des prestations sociales dans le revenu disponible des ménages, selon le niveau de vie** (en %)



Source : INSEE, enquête ERFS 2008
Lecture : les prestations sociales des 10% des ménages les plus pauvres représentent 36% de leur revenu disponible, contre 0,5% chez les 10% des ménages les plus riches.

Le rôle de la législation sociale

Si les prélèvements obligatoires et le versement de prestations sociales jouent un rôle important pour la constitution et le maintien des classes moyennes, la législation sociale semble aussi entrer en ligne de compte.

Nous avons ici mobilisé « l'indicateur de protection sociale » développé par l'OCDE. Cet indicateur recouvre trois domaines de la législation sociale : 1) la protection des salariés contre le licenciement individuel, 2) la protection pendant les arrêts maladie, la protection contre le harcèlement moral etc., 3) la protection des employés et des travailleurs contre le licenciement collectif.[118]

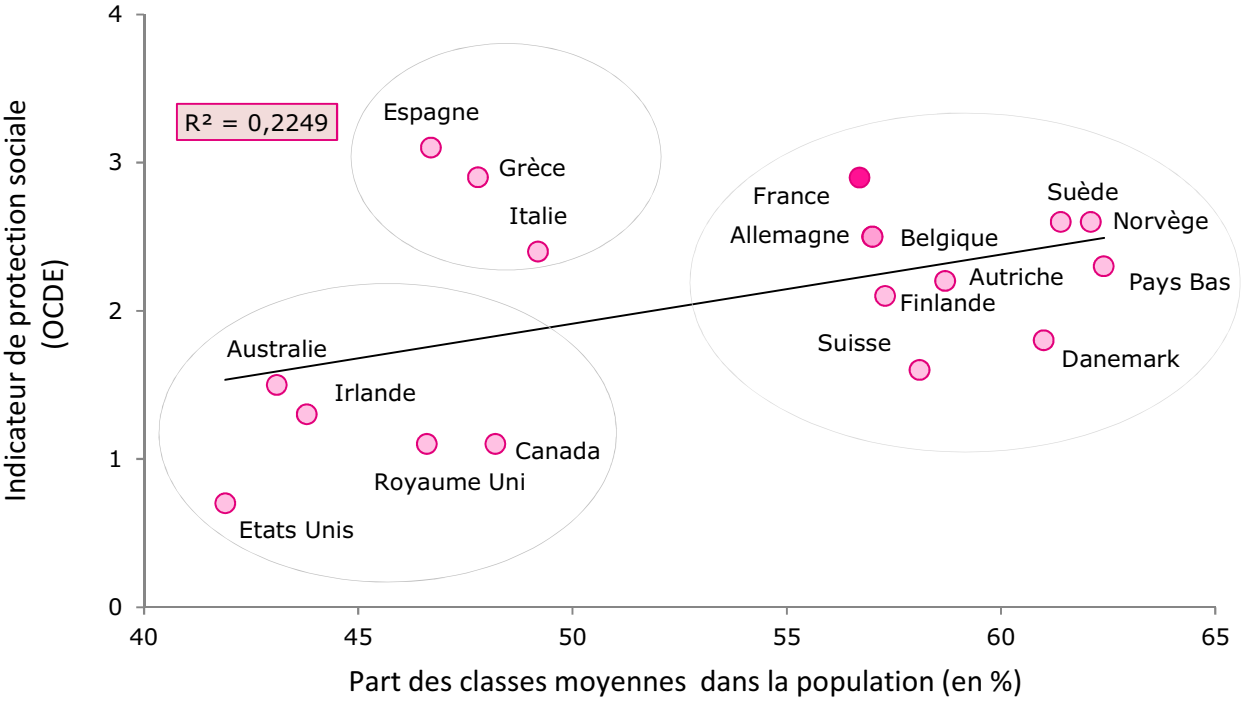
La corrélation entre l'importance des classes moyennes et « l'indice de protection sociale » au sens de l'OCDE est moins nette que dans le cas des prélèvements obligatoires ou du versement de prestations sociales, mais elle mérite attention. Trois groupes de pays se différencient clairement :

1) Le groupe des pays anglo-saxons (l'Australie, l'Irlande, le Canada, le Royaume-Uni et les Etats-Unis) est caractérisé par un faible « indicateur de protection sociale » et une faible proportion de classes moyennes ;

[118] Pour la méthodologie et le détail du calcul de l'indicateur *cf.* http://www.oecd.org/dataoecd/24/40/42740190.pdf

2) Le groupe des pays du sud (l'Espagne, la Grèce et l'Italie) se distinguent par un fort « indice de protection sociale », mais une faible présence de classes moyennes. Aussi bien pour l'Italie que pour l'Espagne, on peut isoler des éléments historiques bien singuliers. L'historiographie révèle que, dans les deux cas, il s'agit de pays qui ne se sont intéressés aux classes moyennes que tardivement. L'Espagne franquiste a longtemps contourné le concept de classes moyennes, lequel n'est véritablement apparu dans le débat public qu'à la fin des années 1970. Le contexte socio-politique pourrait avoir provoqué un retard dans la formation des classes moyennes espagnoles. Quant à l'Italie, nous avons évoqué au premier chapitre l'hypothèse d'une instrumentalisation du concept de classes moyennes en tant que slogan politique plutôt que comme un objectif de politique sociale pouvant susciter l'adhésion de l'opinion. Ici aussi, le retard dans l'élaboration de représentations sociales pourrait coïncider avec la relative faiblesse des classes moyennes.
3) Le groupe des démocraties « sociales » (la France, l'Allemagne, la Finlande, la Suisse, l'Autriche, la Suède, le Norvège, les Pays Bas et le Danemark) se caractérise par une forte protection sociale coïncidant avec une proportion élevée de classes moyennes.

Graphique 31 **- Classes moyennes et législation sociale**



Sources : OCDE, Employment Protection Legislation Indicator, 2004 ; LIS, milieu des années 2000.

4. Un régime politique consensuel et participatif favorise l'existence de classes moyennes

Les démocraties libérales ne se déclinent pas seulement selon un axe « social » ou « libertaire ». On peut aussi les distinguer selon un axe opposant les démocraties « consensuelles » aux démocraties « majoritaires ». Ces deux axes ne sont pas orthogonaux, ils ont même parfois tendance à se superposer. Le politologue Arend Lijphart souligne dans son ouvrage *Patterns of Democracy* que les démocraties « sociales » reposent souvent sur des régimes politiques « consensuels », tandis que les démocraties « libertaires » sont fondées sur des régimes politiques plutôt « majoritaires ». Lijphart distingue les démocraties « consensuelles » des démocraties « majoritaires » à l'aune de dix critères :

Tableau 11 - **Distinction entre démocratie consensuelle et démocratie majoritaire selon Lijphart**

Démocratie consensuelle ***(consensus democracy, bargaining democracy)***	**Démocratie majoritaire** ***(Westminster Democracy)***
Le pouvoir exécutif est réparti au sein d'une coalition de partis	Un seul parti exerce le pouvoir exécutif
Symétrie de pouvoir entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif	L'exécutif prime sur le législatif
Multipartisme	Bipartisme
Scrutin proportionnel	Scrutin majoritaire
Système corporatiste (partenariat social institutionnalisé)	Système de groupes d'intérêt ou de lobbies
Organisation fédérale ou décentralisée	Etat centralisé
Bipartisme avec symétrie du pouvoir entre les chambres	Une seule chambre
Une constitution difficile à modifier ou à amender	Absence de constitution ou une constitution modifiable avec l'accord de la majorité simple
Contrôle judiciaire des décisions législatives	Le législatif décide (en dernière instance) de la conformité constitutionnelle de la législation
Banque centrale autonome	Banque centrale dépendante de l'exécutif

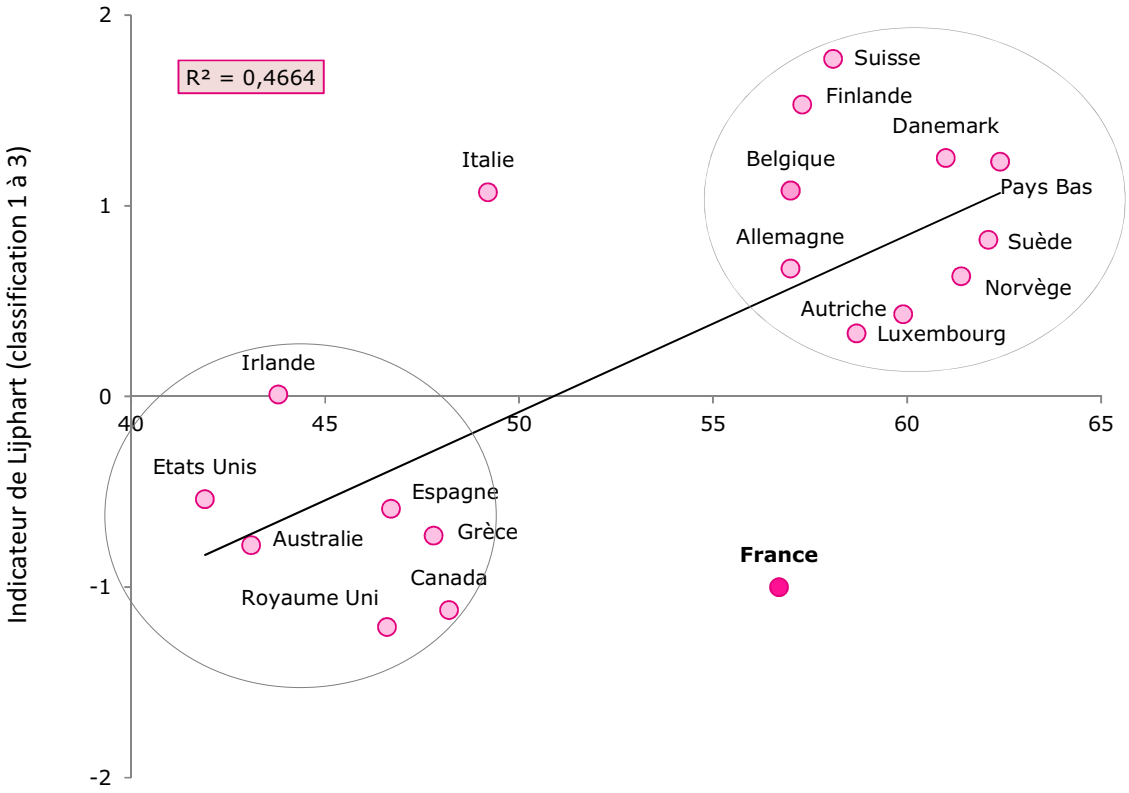
Source: Arend Lijphart, *Patterns of democracy – Government Forms and Performance in Thirty six Countries,* Londres-New Haven, 1999.

Lijphart a développé un indicateur reposant sur les points 1 à 3 de sa classification (système coalitionnaire / gouvernement seul, multipartisme / bipartisme, symétrie / asymétrie entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif). Plusieurs pays ont ainsi été notés selon une échelle opposant les démocraties « consensuelles » aux démocraties

« majoritaires » : l'indicateur qui en résulte est négatif pour les pays qui se rapprochent du type majoritaire et il est positif pour ceux qui disposent plutôt d'une organisation consensuelle.

Nous avons confronté l'indicateur de Lijphart avec l'importance représentée, dans chaque pays, par les classes moyennes. Il apparaît que le poids des classes moyennes est moins élevé dans les régimes « majoritaires » que dans les régimes « consensuels ». On retrouve dans le groupe des régimes « majoritaires » la plupart des démocraties « libertaires » et notamment les pays anglo-saxons. A l'inverse, les régimes « consensuels » — dotés d'une importante classe moyenne — recouvrent essentiellement les démocraties « sociales » dont notamment les pays nordiques, les pays du Benelux et les pays germaniques (l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche).

Graphique 32 - **Classes moyennes et régime politique « consensuel » ou « majoritaire »** (classification 1 à 3 de Lijphart)



Sources : Indicateur de Lijphart (1999) ; LIS, milieu des années 2000

L'Italie et la France forment deux exceptions notables. Le cas de l'Italie est singulier, nous l'avons vu, dans la mesure où le développement des classes moyennes y est en retard par rapport aux pays de l'Europe continentale. L'indicateur institutionnel de Lijphart situe l'Italie à un niveau comparable à celui des Pays-Bas ou du Danemark alors que le poids des classes moyennes se situe largement en dessous des pays du Benelux.

La situation de la France est atypique. Dotée d'une forte classe moyenne, la France dispose d'un régime politique hybride qui la situe à mi-chemin entre démocratie « consensuelle » et « majoritaire ». En tout état de cause, le mode de scrutin ainsi que l'asymétrie entre pouvoir législatif et exécutif ne se superpose pas parfaitement à la dimension sociale de la démocratie française. Autrement dit, le cadre institutionnel de la V^{e} République semble en décalage avec le type de régime qui valoriserait la place des classes moyennes dans la société. En dépit de cela, la France jouit d'une classe moyenne importante et qui se maintient au fil du temps.

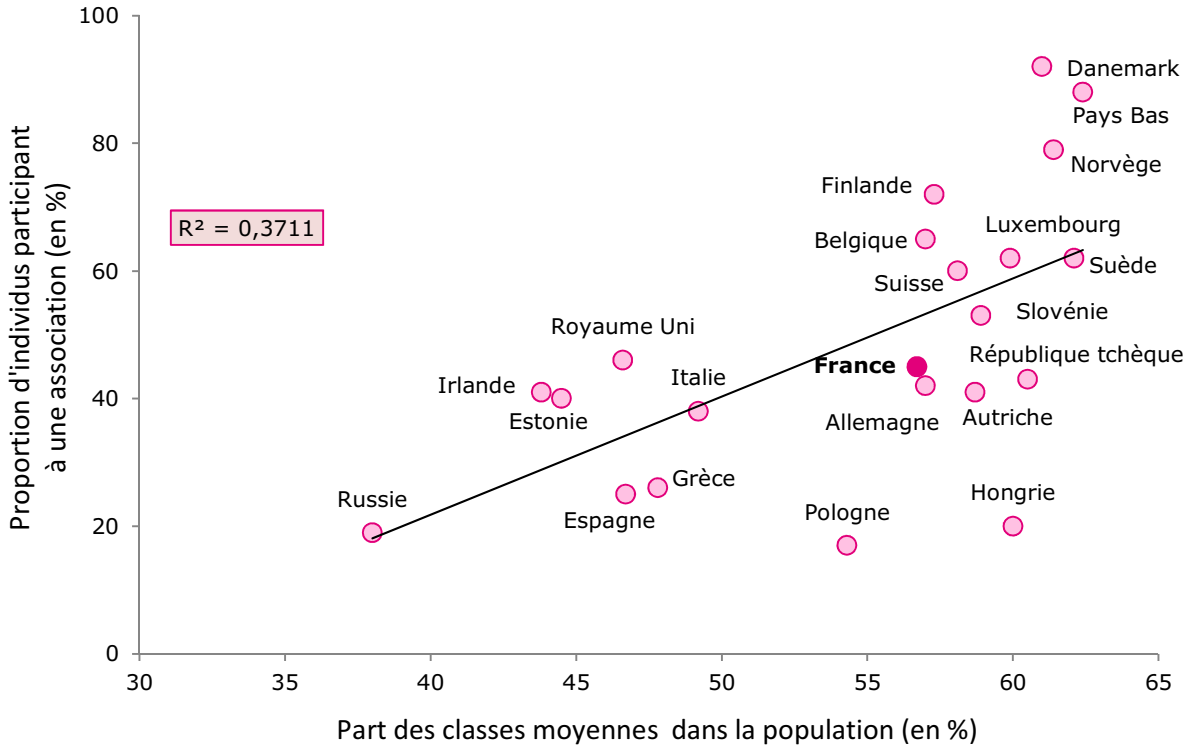
5. Participation citoyenne et confiance en autrui

Les classes moyennes s'épanouissent mieux dans les démocraties « sociales » et dans les régimes politiques « consensuels ». On peut d'ailleurs, réciproquement, se demander si ce n'est pas l'importance des classes moyennes au sein de chaque pays — autrement dit la relative homogénéité du corps social, plutôt que sa polarisation entre les riches et les pauvres — qui contribue à renforcer les régimes démocratiques de cette nature.

Par exemple, on note que les pays dans lesquels les classes moyennes sont importantes sont également des nations où l'engagement associatif est plus fort qu'ailleurs. L'enquête *European Value Survey (EVS)* mesure, dans plusieurs pays d'Europe, le taux de participation associative. Le Graphique 33 montre une assez nette corrélation entre le poids des classes moyennes et cet indicateur (R^2=37%). Ici, la partition entre les démocraties « sociales » et les démocraties « libertaires » est moins opérante. On voit plutôt un découpage entre les pays de l'Est et du Sud (caractérisés par un moindre dynamisme du tissu associatif) et les pays de l'Europe de l'Ouest et du Nord. Emmanuel Todd souligne, dans ses travaux sur les structures familiales en Europe, que les pays du Sud se caractérisent par un type d'organisation familiale spécifique qui aurait tendance à se substituer au réseau associatif dans certains domaines de la vie courante. Dans ces pays, les structures communautaires et solidaires des grands ensembles familiaux remplissent des tâches sociales (assistance financière, soins administrés aux malades, gardiennage d'enfant, organisation des loisirs, etc.) qui, dans d'autres sociétés où les familles nucléaires sont plus nombreuses, sont plus souvent à la charge d'associations

civiles et sociales[119]. Dans les pays du Sud et de l'Est de l'Europe, les structures familiales communautaires seraient un frein au développement de la société civile.

Graphique 33 **- Classes moyennes et participation associative**



Sources : European Value Survey (2008) ; LIS, milieu des années 2000.

D'autres variables de l'enquête *EVS* se révèlent moins pertinentes. Ainsi, la participation active dans un syndicat (R^2=17%) ou un parti politique (R^2=15%) semblent peu corrélées avec le poids des classes moyennes. De même, la confiance dans les partis politiques semble assez déconnectée (R^2=10%). La proportion d'individus se déclarant prêts à aller voter aux prochaines élections (R^2=1%) n'est pas plus liée à la proportion des classes moyennes. Dans les pays où les classes moyennes sont nombreuses, on ne pense pas beaucoup plus souvent que « la démocratie est très importante » (R^2=15%), ni que « la démocratie fonctionne bien » (R^2=8%), ou que l'on est satisfait de son niveau de vie personnel (R^2=7%).

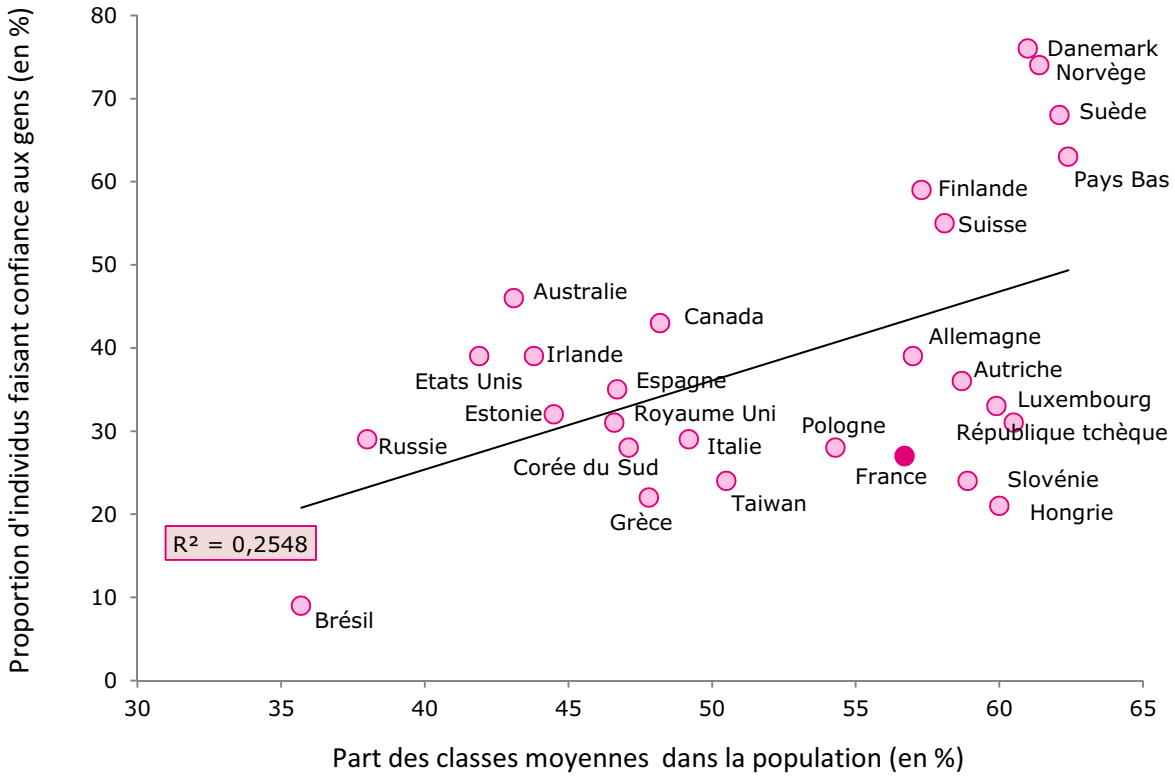
En revanche, la proportion de classes moyennes dans un pays est très liée au niveau général de confiance ou de défiance qui règne dans la société. Depuis quelques années, plusieurs économistes[120] revisitent les liens entre la confiance et les performances économiques : l'idée est que la confiance constitue un ingrédient essentiel des relations

[119] Emmanuel Todd, L'enfance du monde : Structures familiales et développement, Paris, 1984, en particulier p. 60-84.

[120] Voir notamment Yann Algan et Pierre Cahuc, La société de défiance (comment le modèle social français s'autodétruit), Paris, Edition rue d'Ulm, Cepremap, 2007, http://www.cepremap.ens.fr/depot/opus/OPUS09.pdf

interpersonnelles, des échanges, de la communication, de la circulation de l'information, des relations salariales, des relations entre les consommateurs, les distributeurs, les producteurs, avec des répercussions en chaîne sur la croissance de l'activité, l'emploi, la productivité, donc les revenus, le niveau de vie, voire le bien-être général. On observe une certaine corrélation (R^2=25%) entre l'importance des classes moyennes et le niveau de confiance enregistré dans chaque pays : au Danemark, en Norvège, en Suède, aux Pays-Bas, en Finlande ou en Suisse — où les classes moyennes sont importantes —, une large majorité de la population considère qu'en règle générale, il est tout à fait possible de faire confiance aux gens. Aux Etats-Unis, en Russie, au Brésil, en Estonie, en Grèce, la majorité de la population pense plutôt que l'on n'est jamais assez prudent : ces pays sont caractérisés par des classes moyennes peu nombreuses. La corrélation est cependant loin d'être parfaite, car la défiance est importante en France, au Luxembourg, en Autriche, en Allemagne, en république Tchèque, en Slovénie, en Hongrie, dans des pays où les classes moyennes rassemblent une partie importante de la population. Néanmoins, on imagine aisément qu'une répartition plus égale des revenus tend à pacifier les liens sociaux, tandis qu'une société polarisée crée inévitablement des tensions entre les groupes les plus aisés et les plus modestes.

Graphique 34 - **Classes moyennes et confiance en autrui**



Sources : European Value Survey (2008) ; LIS, milieu des années 2000.

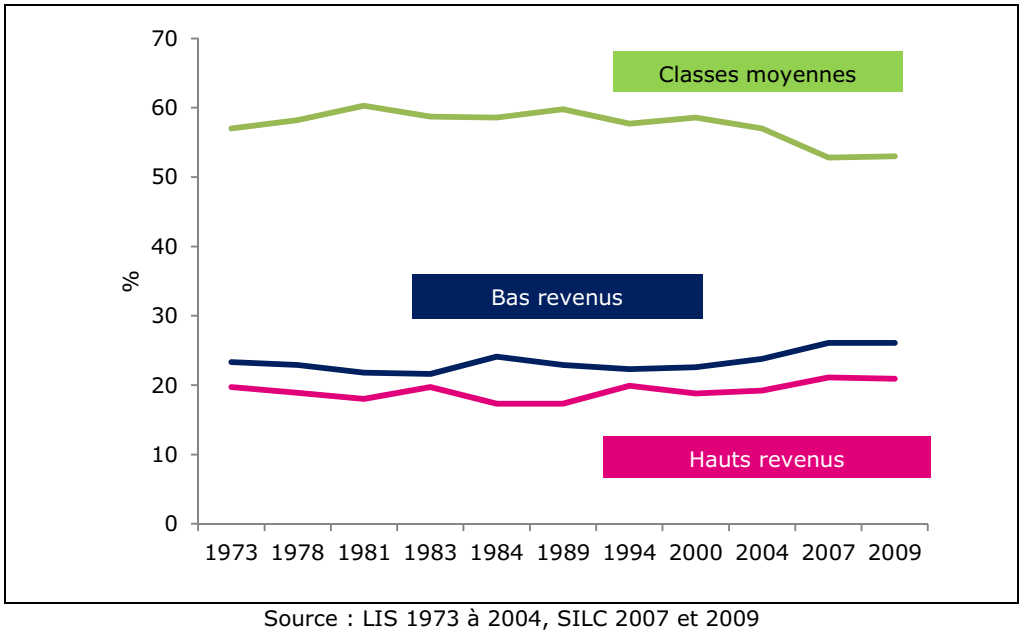
Annexes

Fiche 1 - Part des différentes catégories de population en Allemagne
Années 1973 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1973	23,3	57,0	19,7
1978	22,9	58,2	18,9
1981	21,8	60,3	18,0
1983	21,6	58,7	19,7
1984	24,1	58,6	17,3
1989	22,9	59,8	17,3
1994	22,3	57,7	19,9
2000	22,6	58,6	18,8
2004	23,8	57,0	19,2
2007	26,1	52,8	21,1
2009	26,1	53,0	20,9

Source : LIS 1973 à 2004, SILC 2007 et 2009



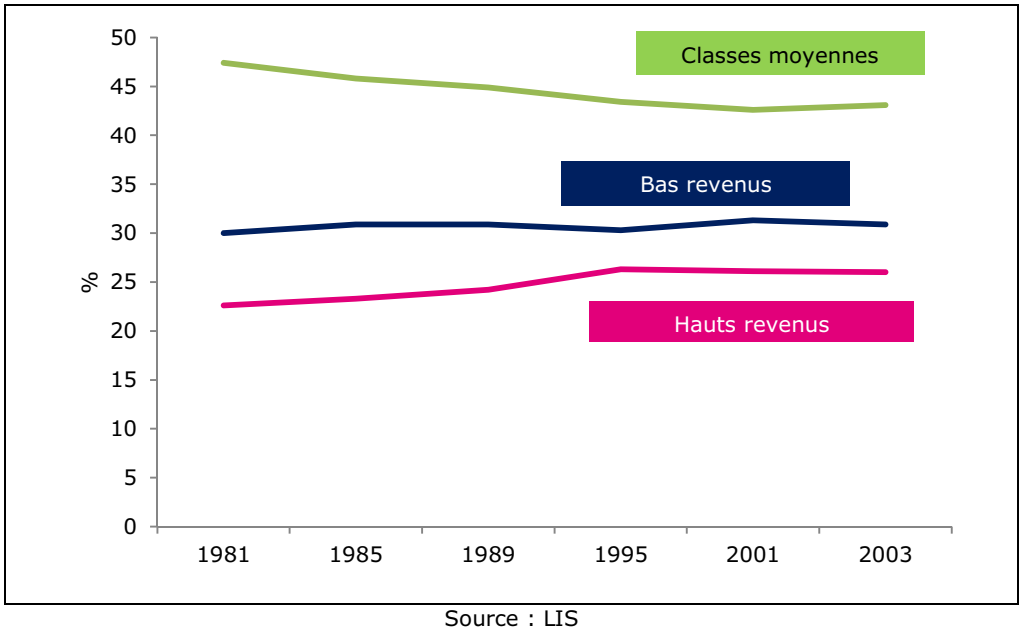
Source : LIS 1973 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 2 - Part des différentes catégories de population en Australie
Années 1981 à 2003

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1981	30,0	47,4	22,6
1985	30,9	45,8	23,3
1989	30,9	44,9	24,2
1995	30,3	43,4	26,3
2001	31,3	42,6	26,1
2003	30,9	43,1	26,0

Source : LIS



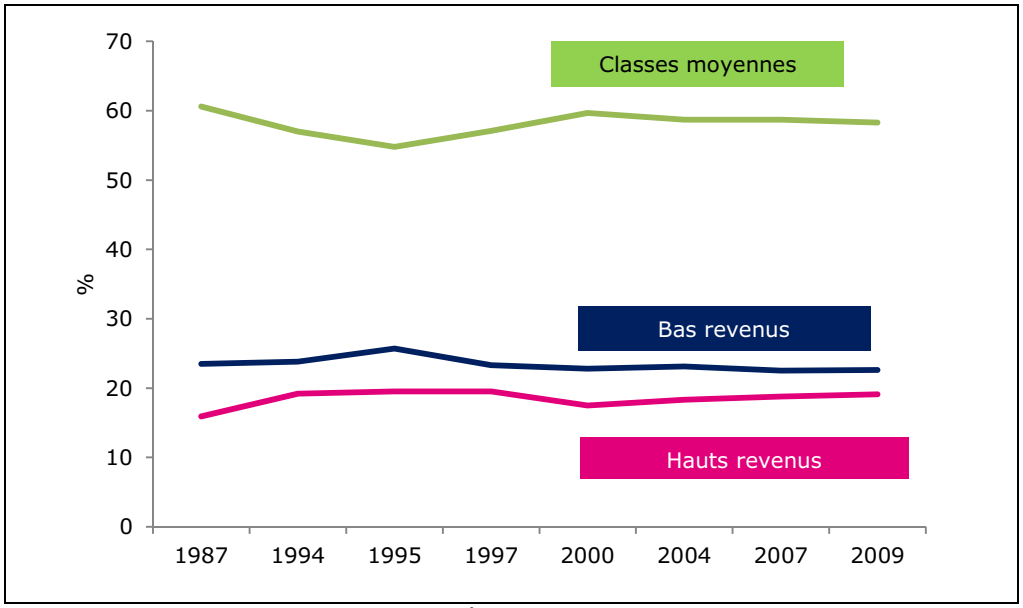
Source : LIS

Fiche 3 - Part des différentes catégories de population en Autriche
Années 1987 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1987	23,5	60,6	15,9
1994	23,8	57,0	19,2
1995	25,7	54,8	19,5
1997	23,3	57,1	19,5
2000	22,8	59,7	17,5
2004	23,1	58,7	18,3
2007	22,5	58,7	18,8
2009	22,6	58,3	19,1

Source : LIS 1987 à 2004, SILC 2007 et 2009



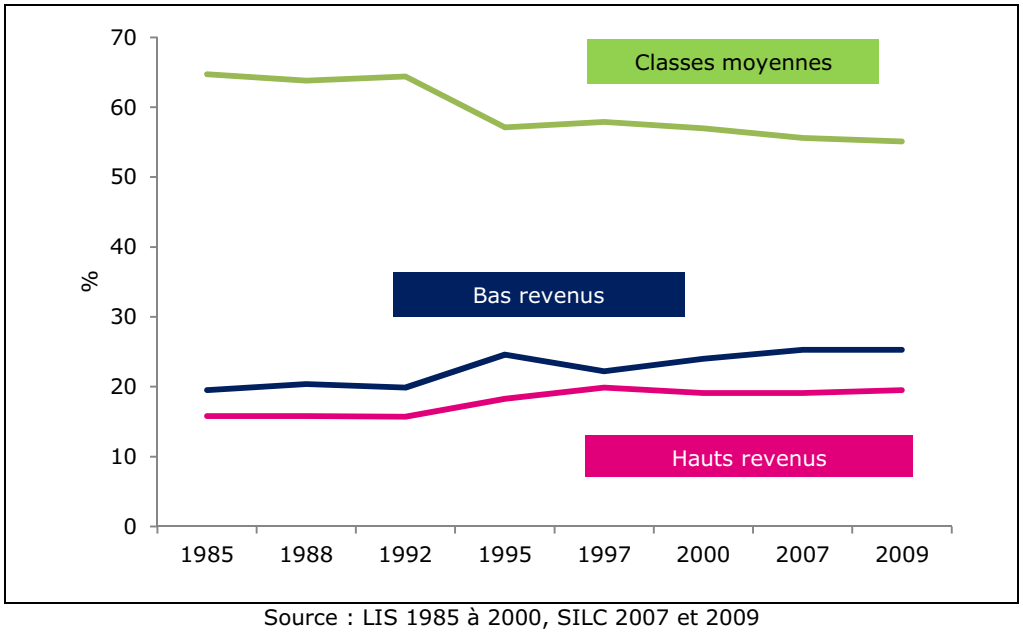
Source : LIS 1987 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 4 - Part des différentes catégories de population en Belgique
Années 1985 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1985	19,5	64,7	15,8
1988	20,4	63,8	15,8
1992	19,9	64,4	15,7
1995	24,6	57,1	18,3
1997	22,2	57,9	19,9
2000	24,0	57,0	19,1
2007	25,3	55,6	19,1
2009	25,3	55,1	19,5

Source : LIS 1985 à 2000, SILC 2007 et 2009



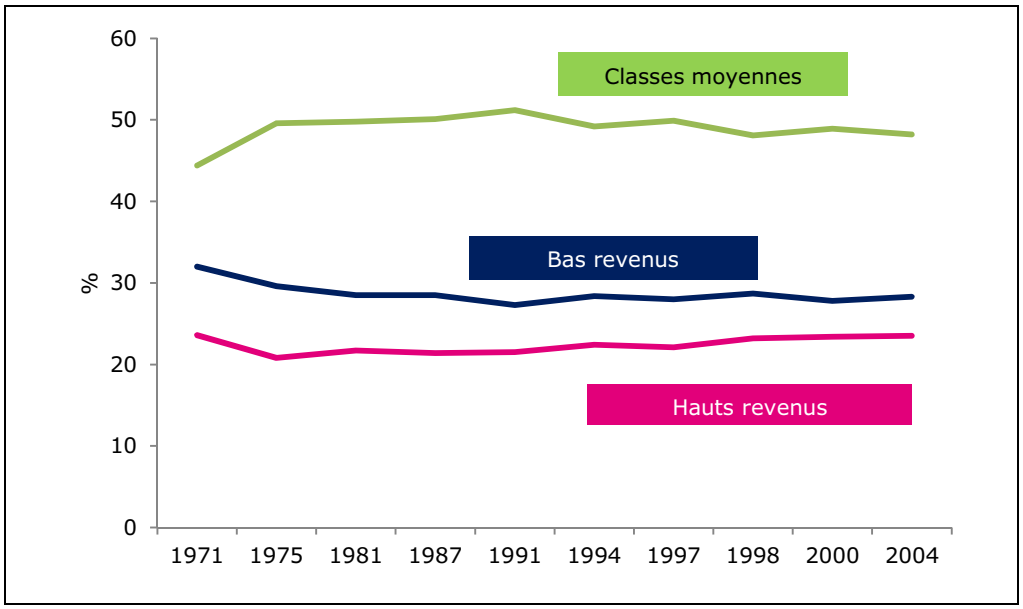
Source : LIS 1985 à 2000, SILC 2007 et 2009

Fiche 5 - Part des différentes catégories de population au Canada
Années 1971 à 2004

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1971	32,0	44,4	23,6
1975	29,6	49,6	20,8
1981	28,5	49,8	21,7
1987	28,5	50,1	21,4
1991	27,3	51,2	21,5
1994	28,4	49,2	22,4
1997	28,0	49,9	22,1
1998	28,7	48,1	23,2
2000	27,8	48,9	23,4
2004	28,3	48,2	23,5

Source : LIS



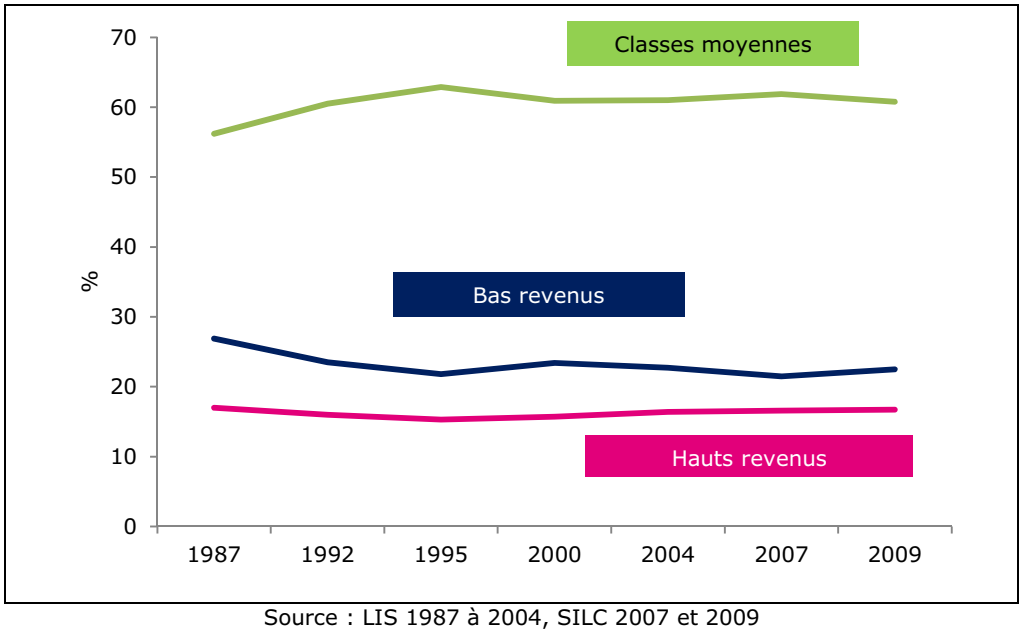
Source : LIS

Fiche 6 - Part des différentes catégories de population au Danemark
Années 1987 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1987	26,9	56,2	17,0
1992	23,5	60,5	16,0
1995	21,8	62,9	15,3
2000	23,4	60,9	15,7
2004	22,7	61,0	16,4
2007	21,5	61,9	16,6
2009	22,5	60,8	16,7

Source : LIS 1987 à 2004, SILC 2007 et 2009



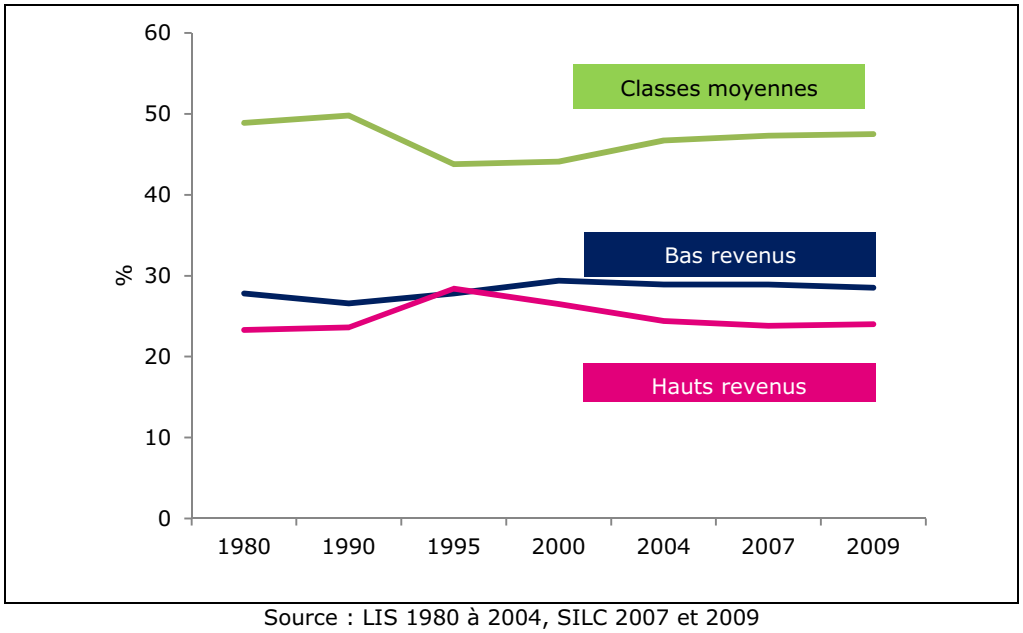
Source : LIS 1987 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 7 - Part des différentes catégories de population en Espagne
Années 1980 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1980	27,8	48,9	23,3
1990	26,6	49,8	23,6
1995	27,8	43,8	28,4
2000	29,4	44,1	26,5
2004	28,9	46,7	24,4
2007	28,9	47,3	23,8
2009	28,5	47,5	24,0

Source : LIS 1980 à 2004, SILC 2007 et 2009



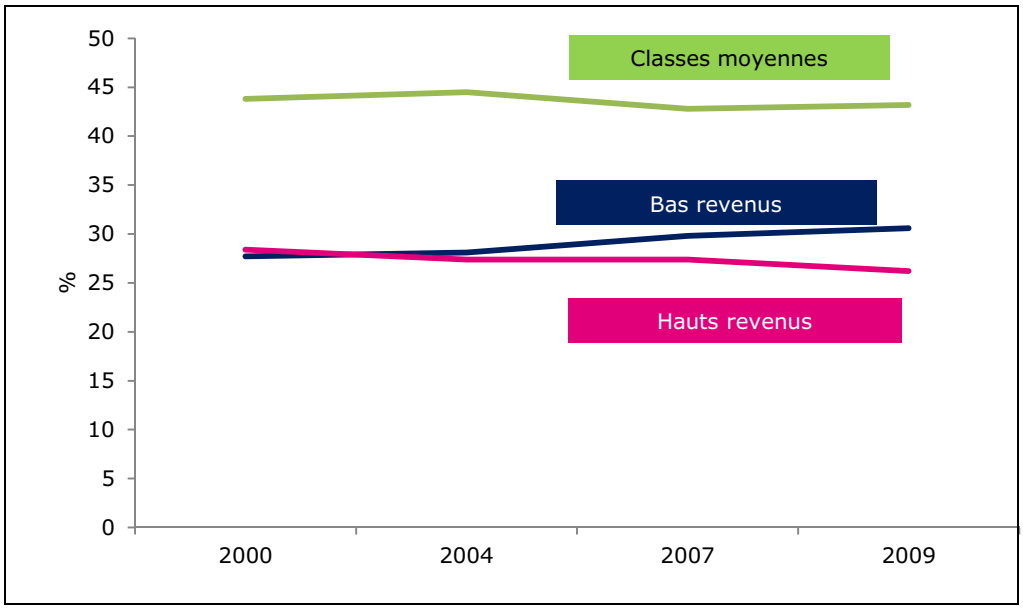
Source : LIS 1980 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 8 - Part des différentes catégories de population en Estonie
Années 2000 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
2000	27,7	43,8	28,4
2004	28,1	44,5	27,4
2007	29,8	42,8	27,4
2009	30,6	43,2	26,2

Source : LIS 2000 et 2004, SILC 2007 et 2009



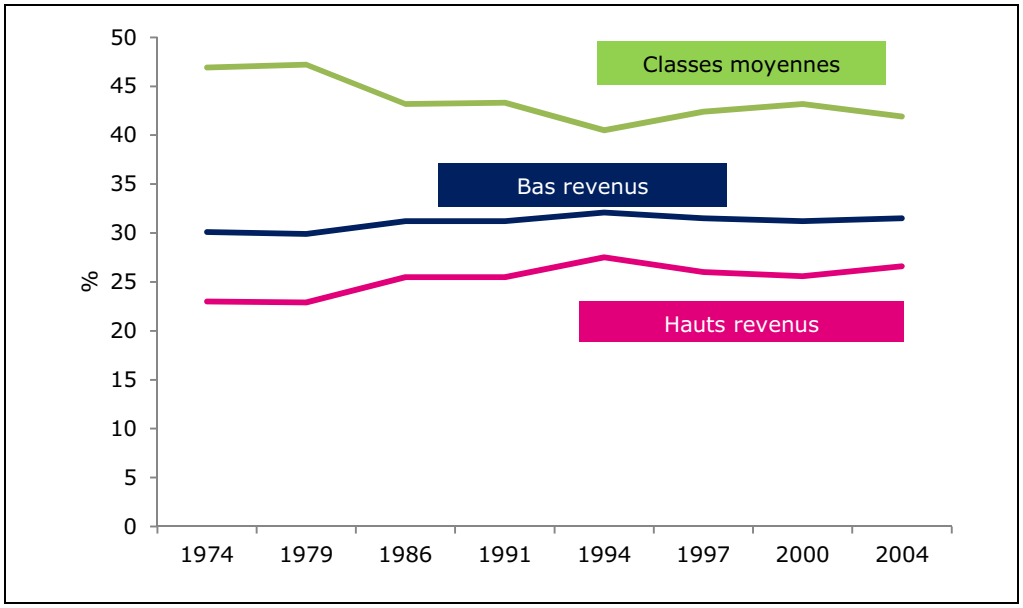
Source : LIS 2000 et 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 9 - Part des différentes catégories de population aux Etats-Unis
Années 1974 à 2004

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1974	30,1	46,9	23,0
1979	29,9	47,2	22,9
1986	31,2	43,2	25,5
1991	31,2	43,3	25,5
1994	32,1	40,5	27,5
1997	31,5	42,4	26,0
2000	31,2	43,2	25,6
2004	31,5	41,9	26,6

Source : LIS



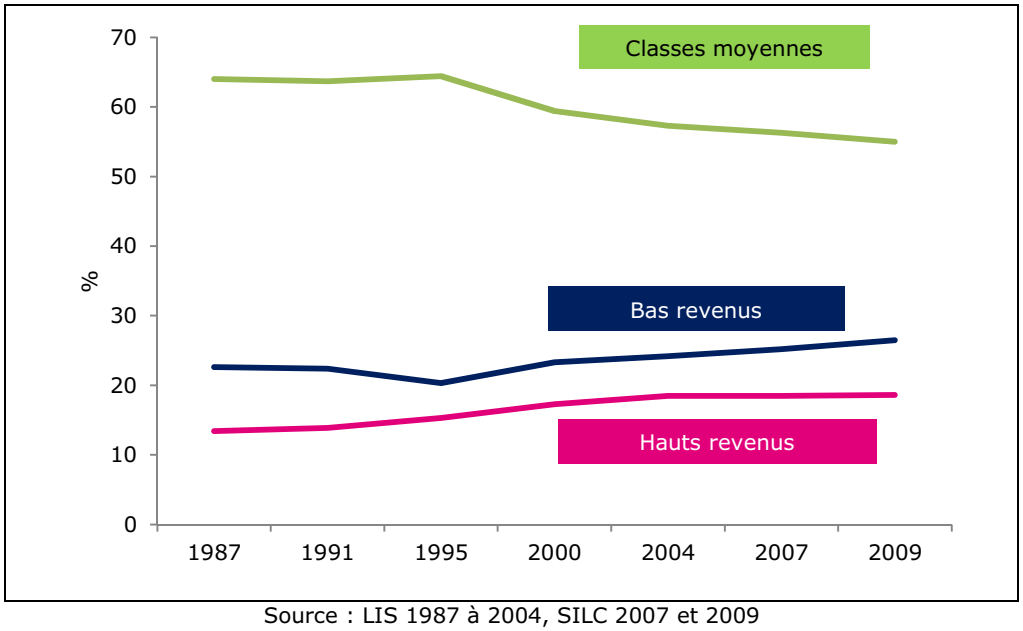
Source : LIS

Fiche 10 - Part des différentes catégories de population en Finlande
Années 1987 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1987	22,6	64,0	13,4
1991	22,4	63,7	13,9
1995	20,3	64,4	15,3
2000	23,3	59,4	17,3
2004	24,2	57,3	18,5
2007	25,2	56,3	18,5
2009	26,5	55,0	18,6

Source : LIS 1987 à 2004, SILC 2007 et 2009



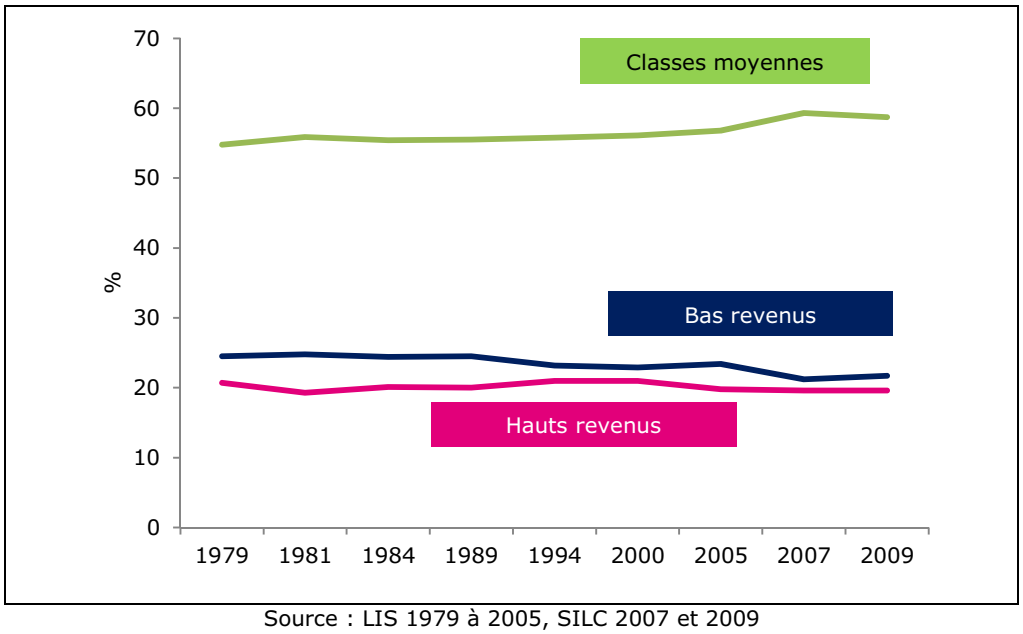
Source : LIS 1987 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 11 - Part des différentes catégories de population en France
Années 1979 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1979	24,5	54,8	20,7
1981	24,8	55,9	19,3
1984	24,4	55,4	20,1
1989	24,5	55,5	20,0
1994	23,2	55,8	21,0
2000	22,9	56,1	21,0
2005	23,4	56,8	19,8
2007	21,2	59,3	19,6
2009	21,7	58,7	19,6

Source : LIS 1979 à 2005, SILC 2007 et 2009



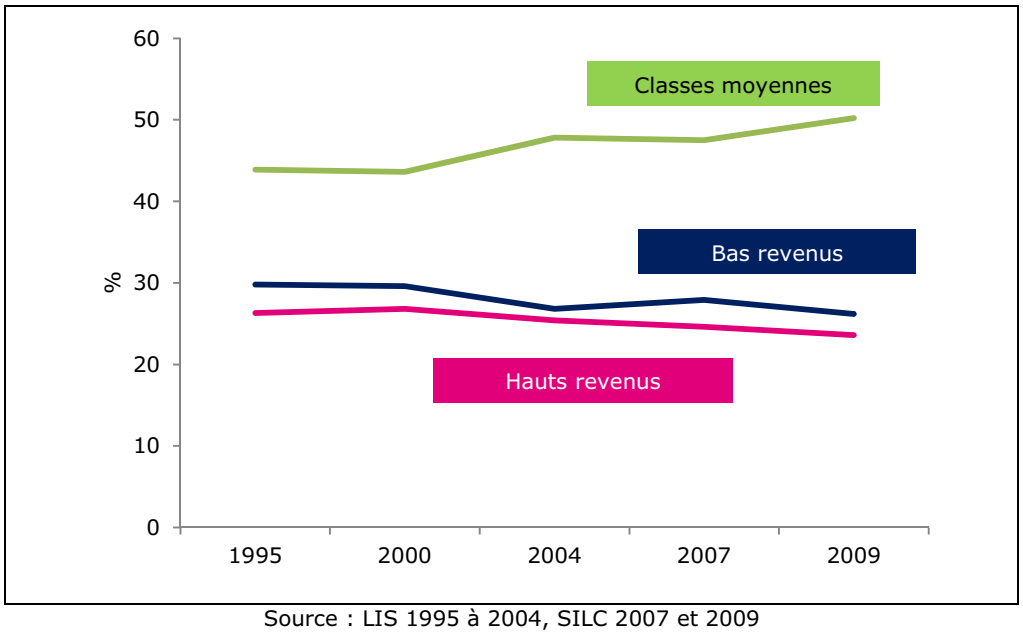
Source : LIS 1979 à 2005, SILC 2007 et 2009

Fiche 12 - Part des différentes catégories de population en Grèce
Années 1995 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1995	29,8	43,9	26,3
2000	29,6	43,6	26,8
2004	26,8	47,8	25,4
2007	27,9	47,5	24,6
2009	26,2	50,2	23,6

Source : LIS 1995 à 2004, SILC 2007 et 2009



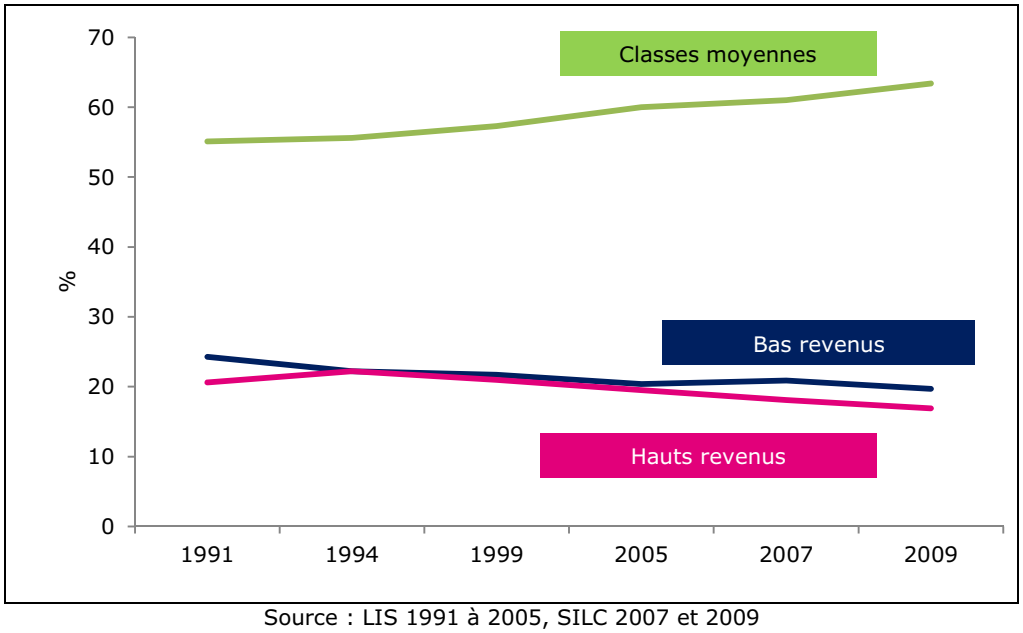
Source : LIS 1995 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 13 - Part des différentes catégories de population en Hongrie
Années 1991 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1991	24,3	55,1	20,6
1994	22,2	55,6	22,2
1999	21,7	57,3	21,0
2005	20,4	60,0	19,5
2007	20,9	61,0	18,1
2009	19,7	63,4	16,9

Source : LIS 1991 à 2005, SILC 2007 et 2009



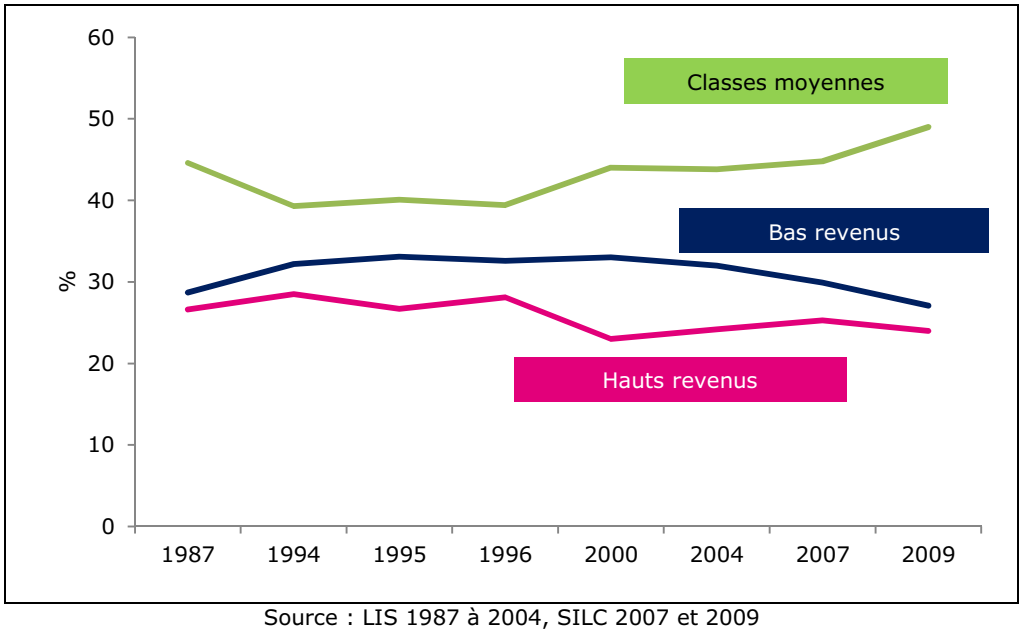
Source : LIS 1991 à 2005, SILC 2007 et 2009

Fiche 14 - Part des différentes catégories de population en Irlande
Années 1987 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1987	28,7	44,6	26,6
1994	32,2	39,3	28,5
1995	33,1	40,1	26,7
1996	32,6	39,4	28,1
2000	33,0	44,0	23,0
2004	32,0	43,8	24,2
2007	29,9	44,8	25,3
2009	27,1	49,0	24,0

Source : LIS 1987 à 2004, SILC 2007 et 2009



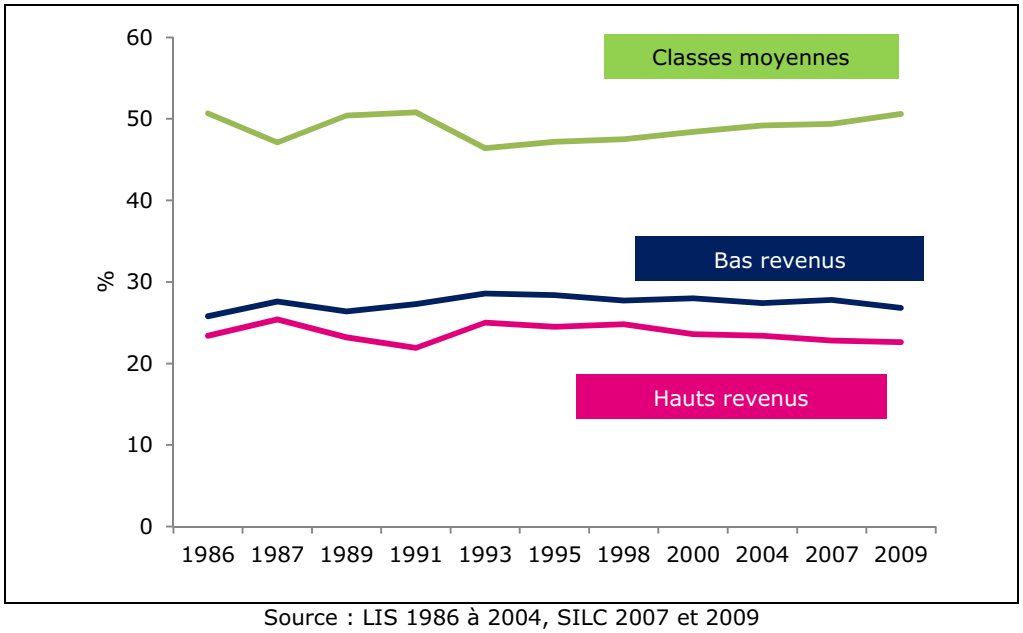
Source : LIS 1987 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 15 - Part des différentes catégories de population en Italie
Années 1986 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1986	25,8	50,7	23,4
1987	27,6	47,1	25,4
1989	26,4	50,4	23,2
1991	27,3	50,8	21,9
1993	28,6	46,4	25,0
1995	28,4	47,2	24,5
1998	27,7	47,5	24,8
2000	28,0	48,4	23,6
2004	27,4	49,2	23,4
2007	27,8	49,4	22,8
2009	26,8	50,6	22,6

Source : LIS 1986 à 2004, SILC 2007 et 2009



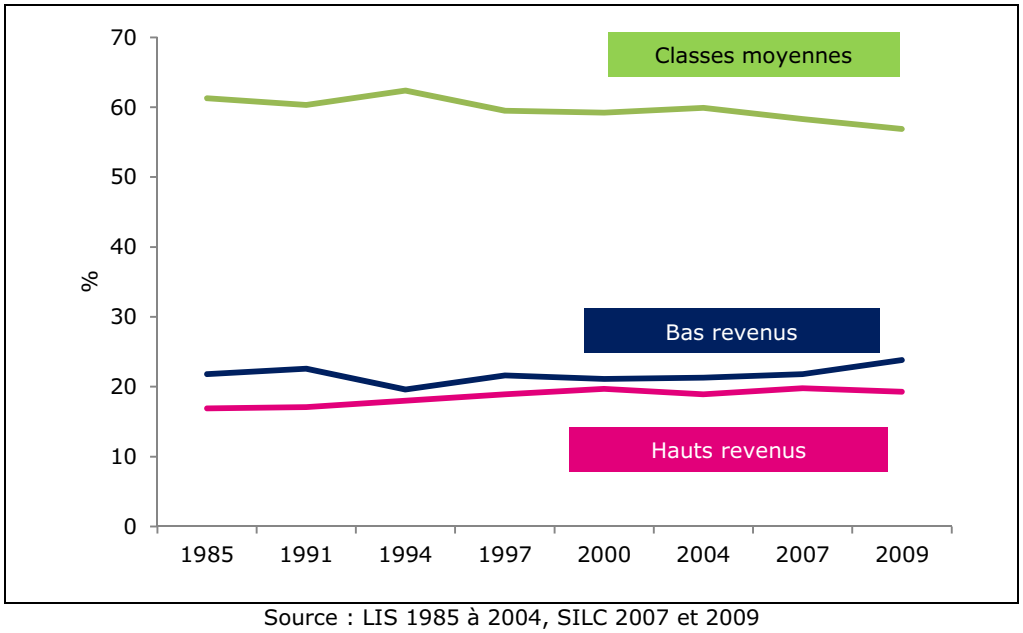
Source : LIS 1986 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 16 - Part des différentes catégories de population au Luxembourg
Années 1985 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1985	21,8	61,3	16,9
1991	22,6	60,3	17,1
1994	19,6	62,4	18,0
1997	21,6	59,5	18,9
2000	21,1	59,2	19,7
2004	21,3	59,9	18,9
2007	21,8	58,3	19,8
2009	23,8	56,9	19,3

Source : LIS 1985 à 2004, SILC 2007 et 2009



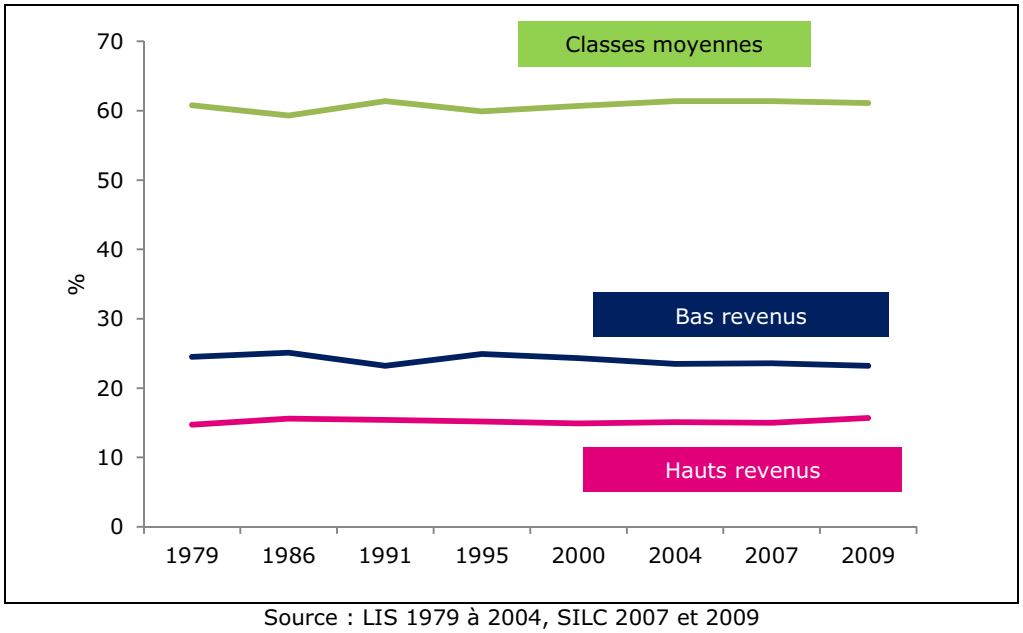
Source : LIS 1985 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 17 - Part des différentes catégories de population en Norvège
Années 1979 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1979	24,5	60,8	14,7
1986	25,1	59,3	15,6
1991	23,2	61,4	15,4
1995	24,9	59,9	15,2
2000	24,3	60,7	14,9
2004	23,5	61,4	15,1
2007	23,6	61,4	15,0
2009	23,2	61,1	15,7

Source : LIS 1979 à 2004, SILC 2007 et 2009



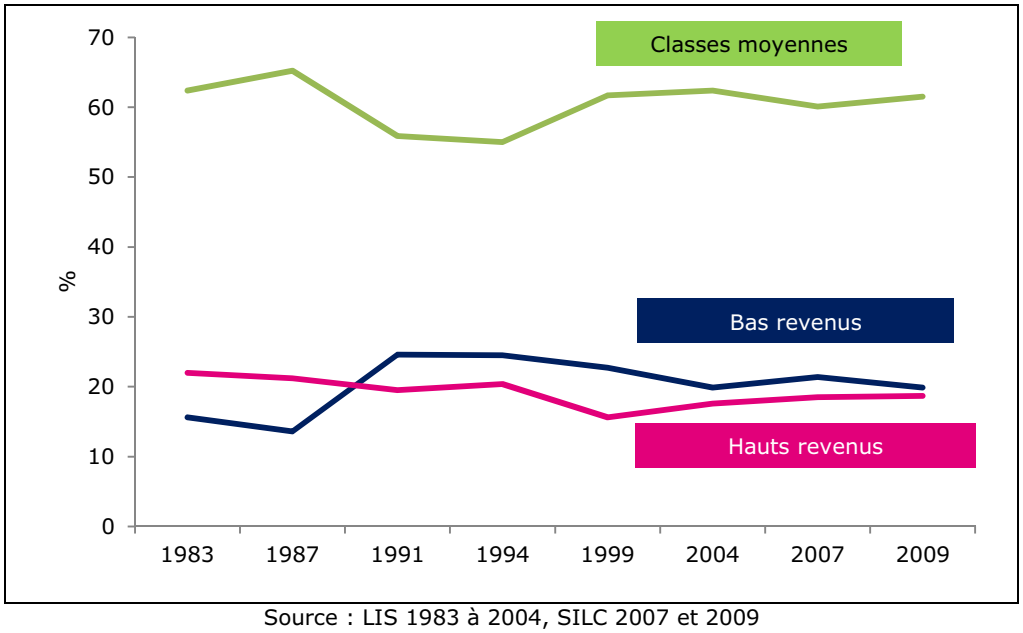
Source : LIS 1979 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 18 - Part des différentes catégories de population aux Pays-Bas
Années 1983 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1983	15,6	62,4	22,0
1987	13,6	65,2	21,2
1991	24,6	55,9	19,5
1994	24,5	55,0	20,4
1999	22,7	61,7	15,6
2004	19,9	62,4	17,6
2007	21,4	60,1	18,5
2009	19,9	61,5	18,7

Source : LIS 1983 à 2004, SILC 2007 et 2009



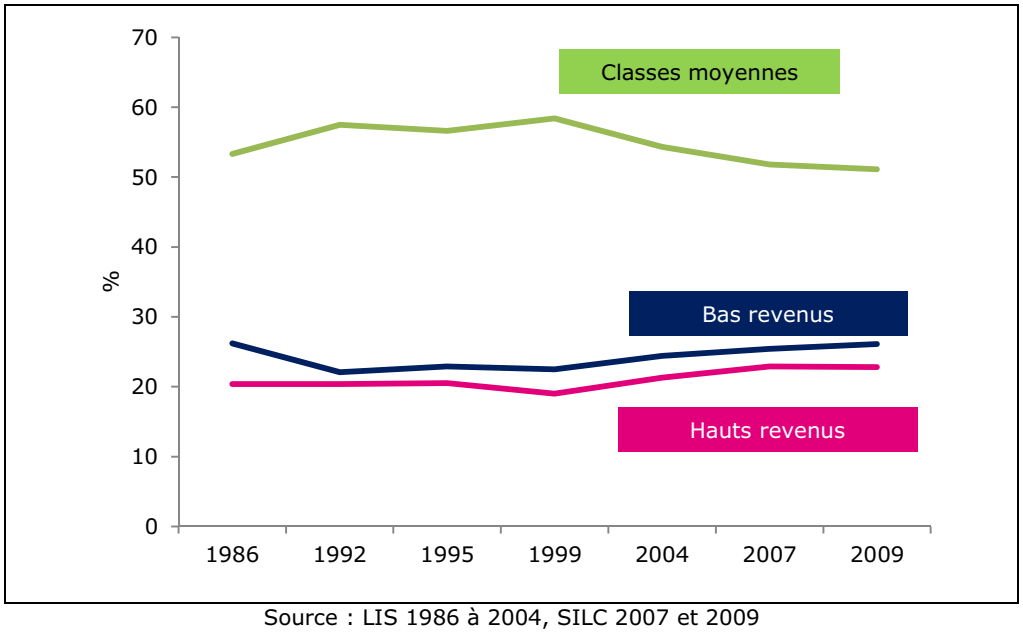
Source : LIS 1983 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 19 - Part des différentes catégories de population en Pologne
Années 1986 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1986	26,2	53,3	20,4
1992	22,1	57,5	20,4
1995	22,9	56,6	20,5
1999	22,5	58,4	19,0
2004	24,4	54,3	21,3
2007	25,4	51,8	22,9
2009	26,1	51,1	22,8

Source : LIS 1986 à 2004, SILC 2007 et 2009



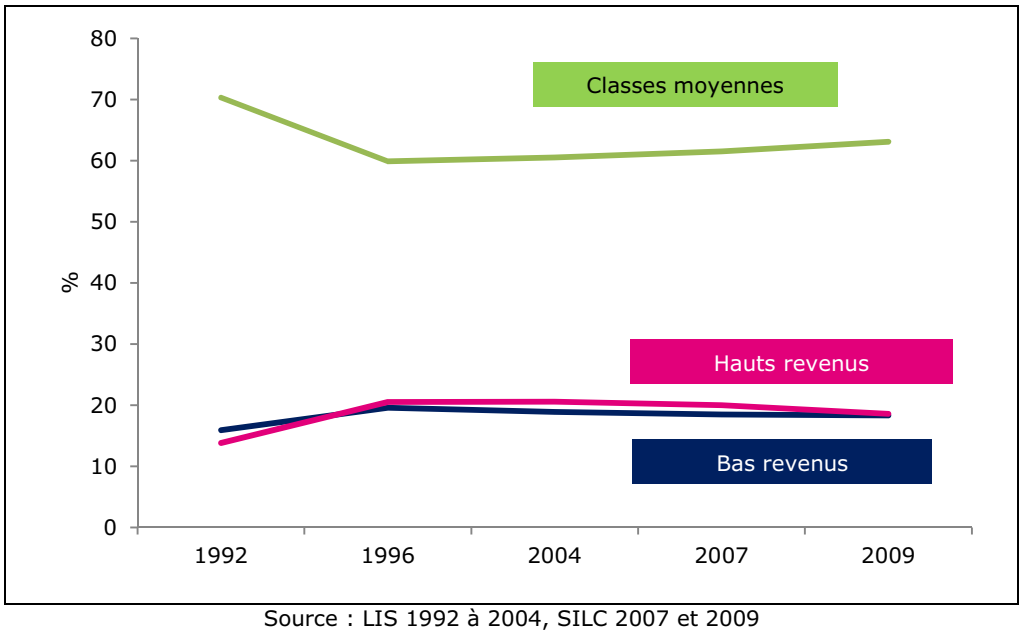
Source : LIS 1986 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 20 - Part des différentes catégories de population en République tchèque
Années 1992 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1992	15,9	70,3	13,8
1996	19,6	59,9	20,5
2004	18,9	60,5	20,6
2007	18,5	61,5	20,0
2009	18,3	63,1	18,6

Source : LIS 1992 à 2004, SILC 2007 et 2009



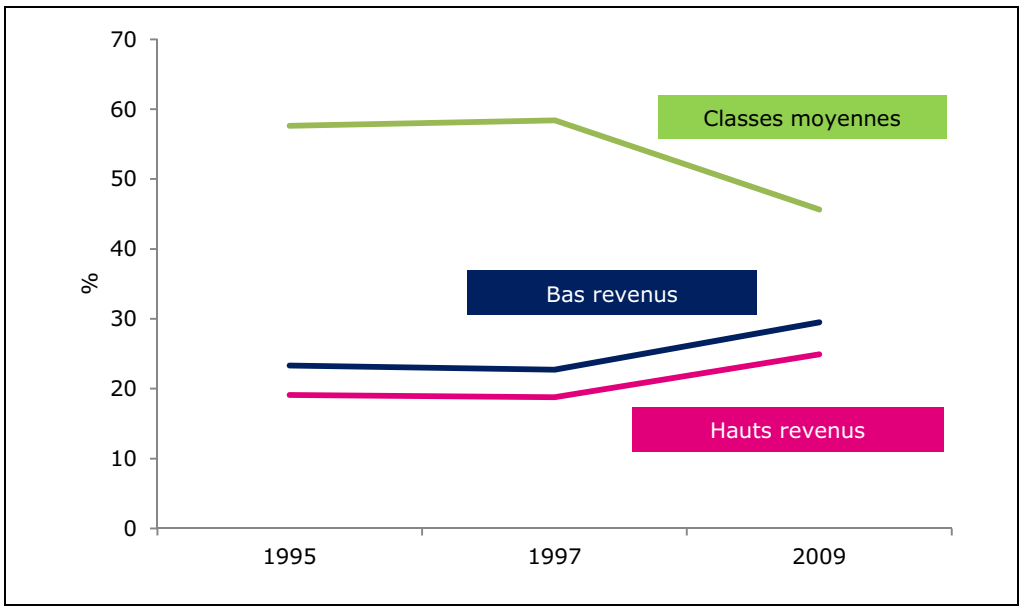
Source : LIS 1992 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 21 - Part des différentes catégories de population en Roumanie
Années 1995 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1995	23,3	57,6	19,1
1997	22,7	58,4	18,8
2009	29,5	45,6	24,9

Source : LIS 1995, SILC 2007 et 2009



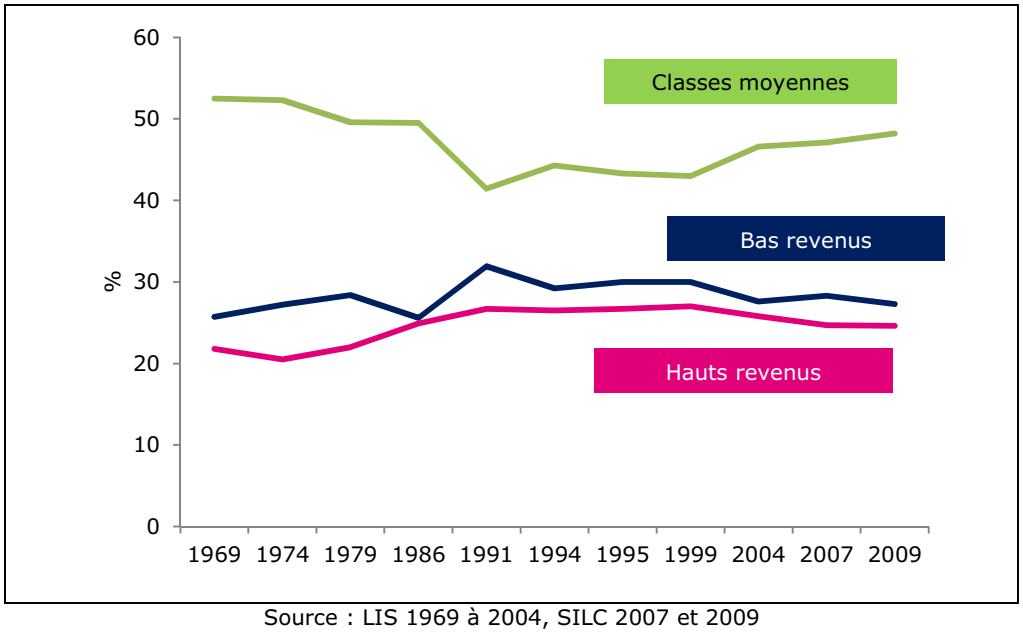
Source : LIS 1995, SILC 2007 et 2009

Fiche 22 - Part des différentes catégories de population au Royaume-Uni
Années 1969 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1969	25,7	52,5	21,8
1974	27,2	52,3	20,5
1979	28,4	49,6	22,0
1986	25,6	49,5	24,9
1991	31,9	41,4	26,7
1994	29,2	44,3	26,5
1995	30,0	43,3	26,7
1999	30,0	43,0	27,0
2004	27,6	46,6	25,8
2007	28,3	47,1	24,7
2009	27,3	48,2	24,6

Source : LIS 1969 à 2004, SILC 2007 et 2009



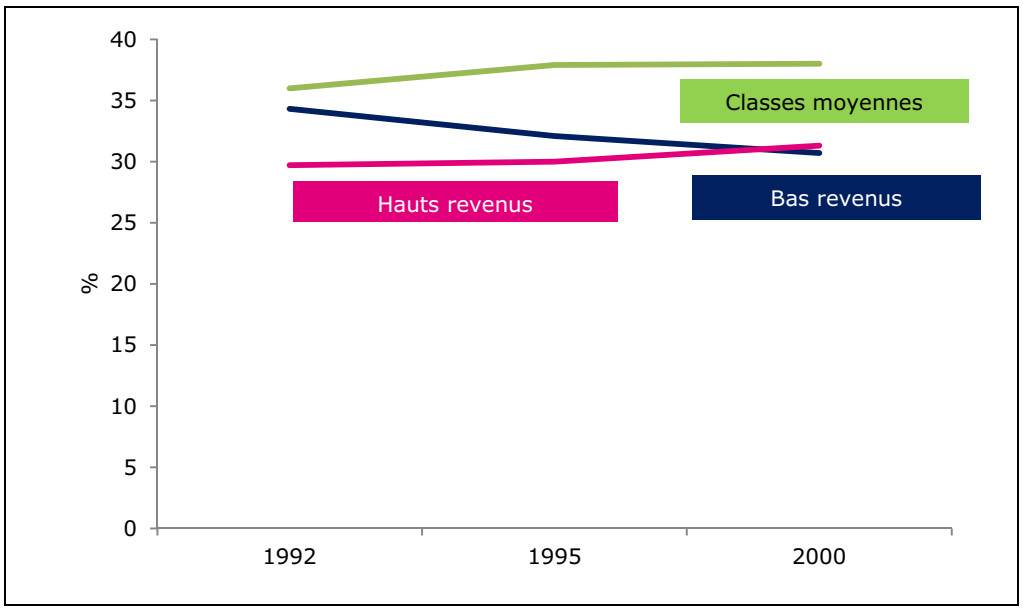
Source : LIS 1969 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 23 - Part des différentes catégories de population en Russie
Années 1992 à 2000

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1992	34,3	36,0	29,7
1995	32,1	37,9	30,0
2000	30,7	38,0	31,3

Source : LIS



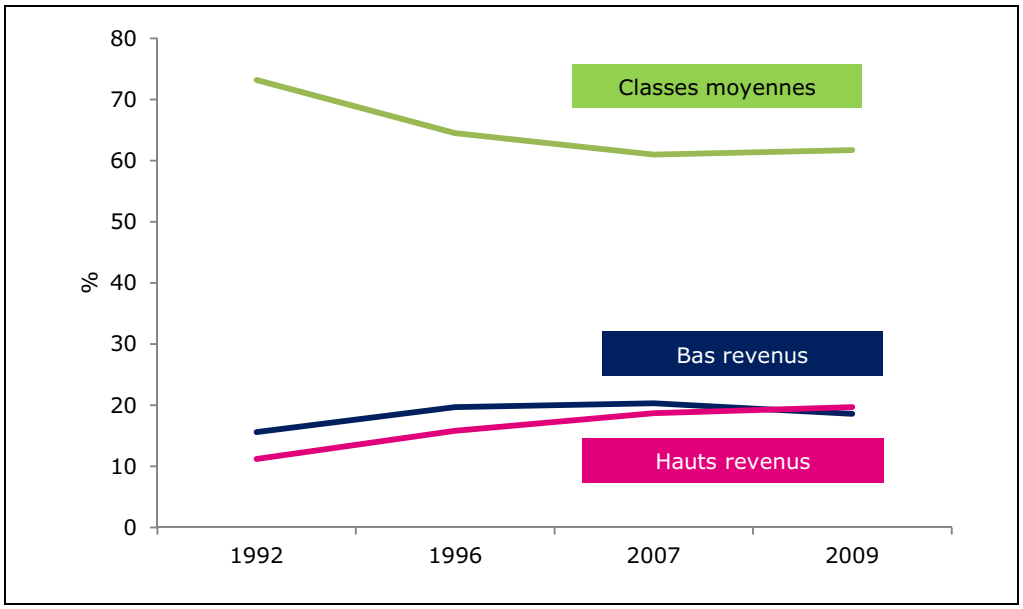
Source : LIS

Fiche 24 - Part des différentes catégories de population en Slovaquie
Années 1992 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1992	15,6	73,2	11,2
1996	19,7	64,5	15,8
2007	20,3	61,0	18,7
2009	18,6	61,7	19,7

Source : LIS 1992 et 1996, SILC 2007 et 2009



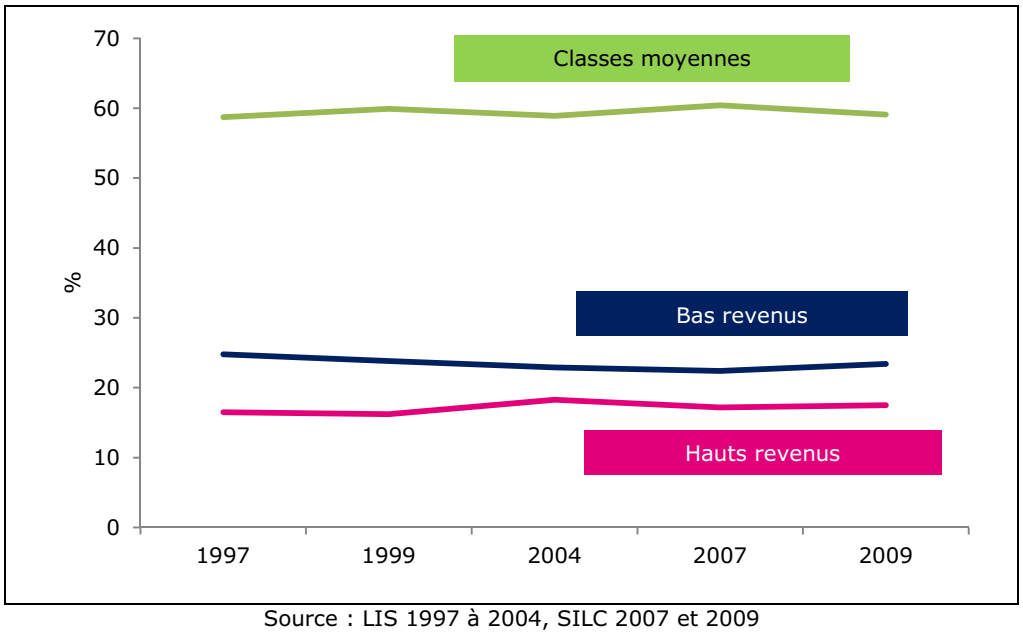
Source : LIS 1992 et 1996, SILC 2007 et 2009

Fiche 25 - Part des différentes catégories de population en Slovénie
Années 1997 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1997	24,8	58,7	16,5
1999	23,8	59,9	16,2
2004	22,9	58,9	18,3
2007	22,4	60,4	17,2
2009	23,4	59,1	17,5

Source : LIS 1997 à 2004, SILC 2007 et 2009



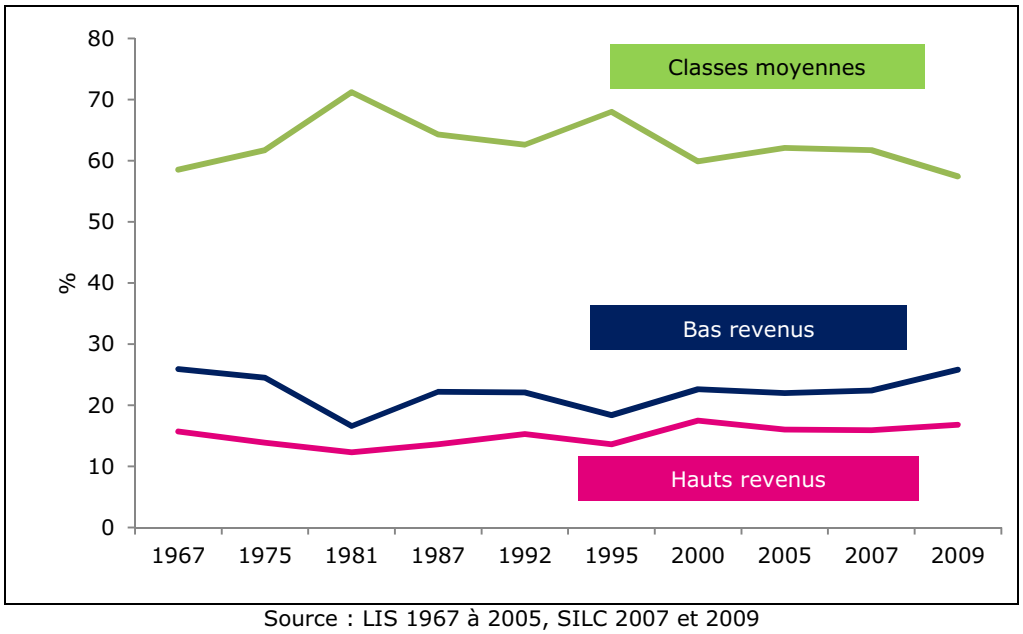
Source : LIS 1997 à 2004, SILC 2007 et 2009

Fiche 26 - Part des différentes catégories de population en Suède
Années 1967 à 2009

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1967	25,9	58,5	15,7
1975	24,5	61,7	13,9
1981	16,6	71,2	12,3
1987	22,2	64,3	13,6
1992	22,1	62,6	15,3
1995	18,4	68,0	13,6
2000	22,6	59,9	17,5
2005	22,0	62,1	16,0
2007	22,4	61,7	15,9
2009	25,8	57,4	16,8

Source : LIS 1967 à 2005, SILC 2007 et 2009



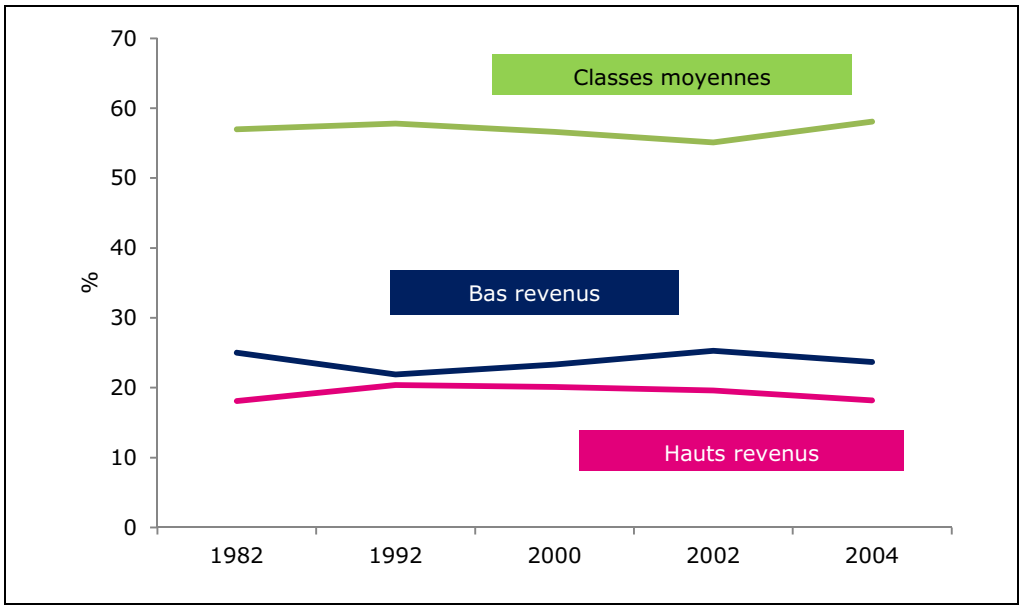
Source : LIS 1967 à 2005, SILC 2007 et 2009

Fiche 27 - Part des différentes catégories de population en Suisse
Années 1982 à 2004

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1982	25,0	57,0	18,1
1992	21,9	57,8	20,4
2000	23,3	56,6	20,1
2002	25,3	55,1	19,6
2004	23,7	58,1	18,2

Source : LIS



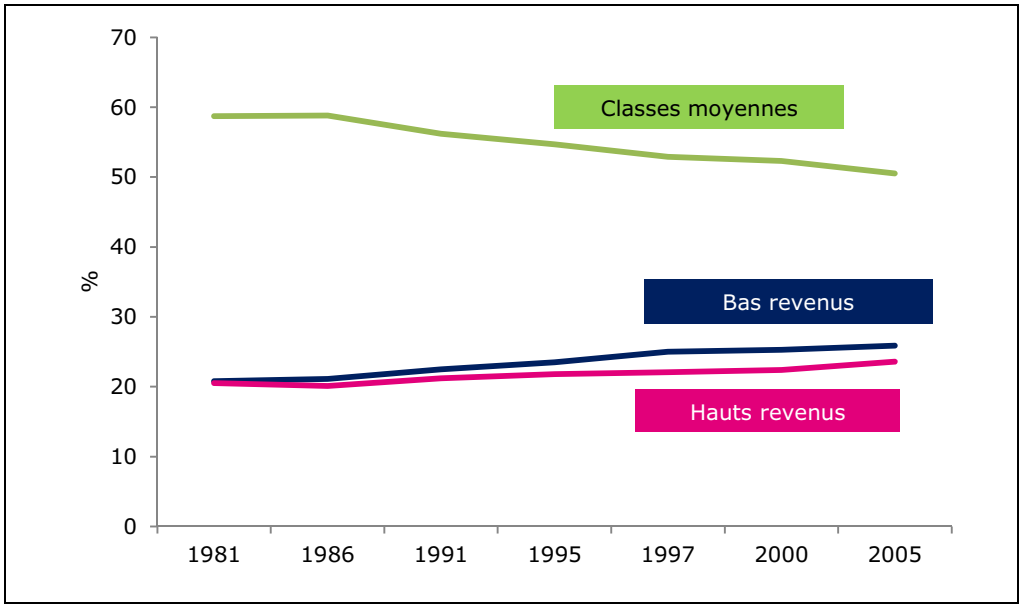
Source : LIS

Fiche 28 - Part des différentes catégories de population à Taïwan
Années 1981 à 2005

Part des bas revenus, classes moyennes et hauts revenus dans l'ensemble de la population, en %

	Bas revenus	Classes moyennes	Hauts revenus
1981	20,8	58,7	20,5
1986	21,1	58,8	20,1
1991	22,5	56,2	21,2
1995	23,5	54,7	21,8
1997	25,0	52,9	22,1
2000	25,3	52,3	22,4
2005	25,9	50,5	23,6

Source : LIS



Source : LIS

Tableau A 1 - Structures des dépenses de consommation par poste de consommation et par pays

(en ‰ des dépenses de consommation)

	Alimentation	Boissons	Habillement	Logement	Ameublement	Santé	Transports	Communications	Loisirs	Enseignement	Hôtel, café, restaurant	Autre
Union européenne	**168**	**24**	**57**	**277**	**55**	**34**	**119**	**33**	**84**	**10**	**53**	**87**
Belgique	135	22	47	253	56	47	129	29	95	5	63	119
Bulgarie	315	38	31	347	30	43	50	46	29	5	36	31
République tchèque	206	29	56	201	67	20	111	46	106	5	51	102
Danemark	119	33	49	299	61	27	138	24	114	4	40	93
Allemagne	112	17	48	296	54	36	133	29	111	8	43	113
Estonie	225	28	55	299	52	26	100	55	64	13	31	52
Irlande	123	56	51	234	72	25	116	34	101	19	60	109
Grèce	155	34	70	240	62	59	104	38	42	24	86	87
Espagne	180	23	69	303	47	22	105	27	64	11	93	58
France	134	23	66	263	61	42	135	33	69	6	46	122
Italie	186	18	70	296	58	39	119	22	58	7	50	78
Chypre	151	19	77	216	59	47	146	34	60	40	83	69
Lettonie	292	31	73	171	52	37	109	58	63	14	53	48
Lituanie	338	35	79	189	42	47	81	46	43	11	46	42
Luxembourg	93	17	64	301	71	26	162	22	75	4	79	86
Hongrie	226	36	50	194	47	41	141	65	85	8	32	75
Malte	213	27	83	91	107	30	166	29	101	12	71	69
Pays-Bas	105	21	58	256	64	13	109	31	109	10	56	168
Autriche	130	28	56	223	62	31	161	26	126	8	55	93
Pologne	255	25	46	315	45	46	81	48	63	13	17	54
Portugal	155	23	41	266	48	61	129	30	57	17	108	65
Roumanie	442	58	62	156	38	38	65	49	42	8	11	30
Slovénie	167	24	70	230	58	15	156	40	94	8	43	93
Slovaquie	245	28	56	304	42	28	83	43	60	8	44	60
Finlande	127	24	38	272	51	35	157	28	112	2	42	112
Suède	105	19	46	296	59	23	130	28	122	0	35	56
Royaume-Uni	99	24	50	296	65	12	135	27	123	14	80	76
Norvège	117	31	56	262	65	30	181	26	123	3	38	67

Source : EUROSTAT 2005

Tableau A 2 - Structures des dépenses de consommation par poste de consommation et par pays

(en rang de poste de dépenses de consommation)

	Alimentation	Boissons	Habillement	Logement	Ameublement	Santé	Transports	Communications	Loisirs	Enseignement	Hôtel, café, restaurant	Autre
Union européenne	**2**	**11**	**6**	**1**	**7**	**9**	**3**	**10**	**5**	**12**	**8**	**4**
Belgique	2	11	8	1	7	8	3	10	5	12	6	4
Bulgarie	2	6	8	1	10	5	3	4	11	12	7	8
République tchèque	1	10	7	2	6	11	3	9	4	12	8	5
Danemark	3	9	7	1	6	10	2	11	4	12	8	5
Allemagne	4	11	7	1	6	9	2	10	5	12	8	3
Estonie	2	10	5	1	7	11	3	5	4	12	9	7
Irlande	2	8	9	1	6	11	3	10	5	12	7	4
Grèce	2	11	6	1	7	8	3	10	9	12	5	4
Espagne	2	10	5	1	8	11	3	9	6	12	4	7
France	3	11	6	1	7	9	2	10	5	12	8	4
Italie	2	11	5	1	6	9	3	10	6	12	8	4
Chypre	2	12	5	1	8	9	3	11	7	10	4	6
Lettonie	1	11	4	2	8	10	3	6	5	12	7	9
Lituanie	1	11	4	2	9	5	3	6	8	12	6	9
Luxembourg	3	11	8	1	7	9	2	10	6	12	5	4
Hongrie	1	10	7	2	8	9	3	6	4	12	11	5
Malte	1	11	6	5	3	9	2	10	4	12	7	8
Pays-Bas	5	10	7	1	6	11	3	9	3	12	8	2
Autriche	3	10	7	1	6	9	2	11	4	12	8	5
Pologne	2	10	7	1	9	7	3	6	4	12	11	5
Portugal	2	11	9	1	8	6	3	10	7	12	4	5
Roumanie	1	5	4	2	8	8	3	6	7	12	11	10
Slovénie	2	10	6	1	7	11	3	9	4	12	8	5
Slovaquie	2	10	6	1	9	10	3	8	4	12	7	4
Finlande	3	11	8	1	6	9	2	10	4	12	7	4
Suède	4	11	7	1	5	10	2	9	3	12	8	6
Royaume-Uni	4	10	8	1	7	12	2	9	3	11	5	6
Norvège	4	9	7	1	6	10	2	11	3	12	8	5

Source : EUROSTAT 2005

Tableau A 3 - Poids des dépenses de logement par pays et niveau de vie

(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Union européenne	**327**	**305**	**288**	**272**	**244**
Belgique	326	291	257	244	203
Bulgarie	329	348	370	361	328
République tchèque	205	217	222	192	182
Danemark	351	348	297	280	271
Allemagne (incluant l'anc	360	323	308	295	259
Estonie	320	355	347	294	253
Irlande	300	300	235	207	204
Grèce	253	250	247	237	230
Espagne	274	284	285	300	339
France	326	287	264	253	228
Chypre	240	217	210	209	218
Lettonie	164	187	195	175	152
Lituanie	198	211	205	195	164
Luxembourg	416	372	327	293	246
Hongrie	268	231	203	187	148
Malte	107	101	78	82	96
Pays-Bas	287	293	268	229	230
Autriche	234	242	222	217	211
Pologne	384	373	340	312	263
Portugal	316	307	277	265	237
Roumanie	142	163	169	163	146
Slovénie	291	259	233	221	195
Slovaquie	353	323	319	311	257
Finlande	322	300	278	260	245
Suède	341	321	302	284	270
Royaume-Uni	397	332	311	280	244
Norvège	294	281	258	250	251

Source : EUROSTAT 2005

Tableau A 4 - Poids des dépenses d'alimentation par pays et niveau de vie

(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Union européenne	**222**	**201**	**184**	**165**	**129**
Belgique	161	150	143	134	108
Bulgarie	434	371	324	306	250
République tchèque	242	234	225	196	157
Danemark	140	134	123	117	103
Allemagne	156	139	126	109	80
Estonie	308	287	266	213	168
Irlande	180	155	132	113	92
Grèce	213	196	171	148	111
Espagne	254	217	191	171	126
France	151	145	140	132	117
Chypre	264	203	163	140	101
Lettonie	404	367	327	293	211
Lituanie	454	414	372	331	253
Luxembourg	136	119	106	93	71
Hongrie	294	276	252	223	165
Malte	341	248	212	191	171
Pays-Bas	119	125	107	99	90
Autriche	155	159	141	123	98
Pologne	305	291	282	261	210
Portugal	222	199	177	156	115
Roumanie	588	527	479	436	344
Slovénie	216	179	176	163	144
Slovaquie	305	280	262	239	196
Finlande	156	148	136	123	103
Suède	113	122	116	102	86
Royaume-Uni	129	116	108	95	77
Norvège	133	141	122	111	97

Source : EUROSTAT 2005

Tableau A 5 - Poids des dépenses de transport par pays et niveau de vie

(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Union européenne	**81**	**96**	**111**	**121**	**144**
Belgique	98	111	113	123	168
Bulgarie	18	30	40	47	79
République tchèque	88	95	92	111	152
Danemark	97	93	134	160	162
Allemagne	92	108	124	133	162
Estonie	60	54	69	106	138
Irlande	77	99	114	126	129
Grèce	76	96	101	111	115
Espagne	96	103	118	111	98
France	101	129	140	145	144
Chypre	97	143	143	155	153
Lettonie	82	83	94	108	135
Lituanie	46	58	73	83	107
Luxembourg	69	101	129	170	211
Hongrie	73	95	119	150	195
Malte	89	142	164	191	185
Pays-Bas	81	91	106	131	119
Autriche	148	135	158	174	177
Pologne	38	46	63	82	117
Portugal	60	101	136	145	141
Roumanie	25	39	47	66	97
Slovénie	76	148	138	166	185
Slovaquie	55	59	74	71	122
Finlande	116	132	151	164	181
Suède	93	104	135	138	150
Royaume-Uni	84	106	126	142	167
Norvège	127	146	185	197	209

Source : EUROSTAT 2005

Tableau A 6 - Poids des dépenses de loisirs par pays et niveau de vie

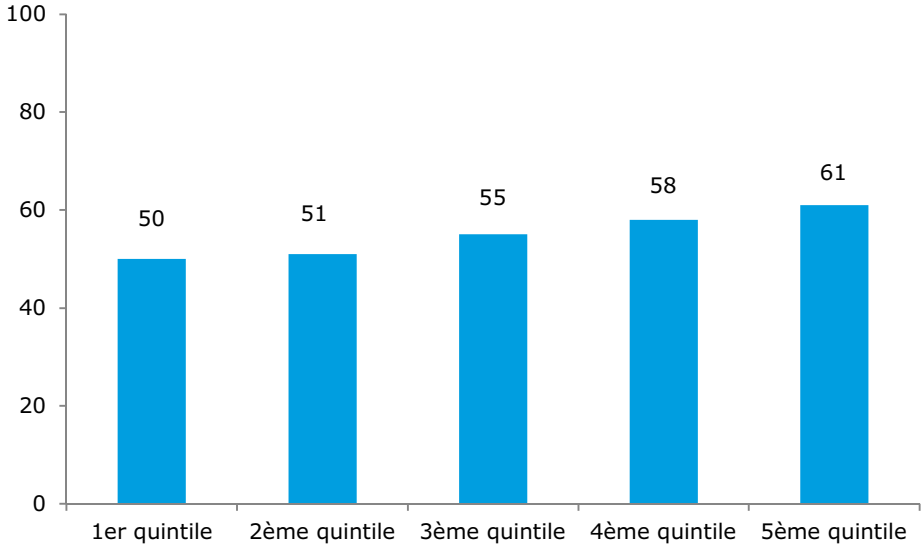
(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Union européenne	**64**	**73**	**82**	**87**	**94**
Belgique	73	88	93	103	105
Bulgarie	15	23	25	29	39
République tchèque	97	101	103	113	112
Danemark	100	108	119	109	122
Allemagne	95	113	117	117	108
Estonie	46	42	51	73	77
Irlande	84	88	102	109	105
Grèce	33	33	41	43	48
Espagne	47	54	61	66	77
France	55	59	67	74	79
Chypre	34	45	57	65	70
Lettonie	41	52	54	63	79
Lituanie	25	30	35	42	59
Luxembourg	61	67	76	77	77
Hongrie	53	65	75	85	112
Malte	69	93	102	105	110
Pays-Bas	102	92	106	113	120
Autriche	114	110	122	128	144
Pologne	38	43	52	59	85
Portugal	25	37	46	54	77
Roumanie	29	32	38	38	55
Slovénie	76	72	85	101	108
Slovaquie	37	46	56	64	77
Finlande	94	102	108	109	128
Suède	135	113	117	109	135
Royaume-Uni	89	109	127	133	134
Norvège	108	123	126	129	124

Source : EUROSTAT 2005

S'agissant des dépenses d'habillement, on repère une légère tendance à la hausse des coefficients budgétaires en fonction du niveau des revenus : dans l'ensemble des pays d'Europe, le poids des dépenses d'habillement passe, en moyenne, de 5 à 6% selon les quintiles.

Graphique 35 **- Poids des dépenses d'habillement en fonction du niveau des revenus dans l'Europe des 27**
(en ‰ des dépenses de consommation)



Source : EUROSTAT, 2005

On relève cependant, dans plusieurs pays d'Europe, quelques exceptions à cette règle (Tableau A 7) :

- Tout d'abord, au Royaume-Uni et en Norvège, ce sont les ménages les plus pauvres qui dépensent le plus pour l'habillement, juste devant les ménages à hauts revenus. Cela signifie que, dans ces deux pays, ce sont les classes moyennes qui affichent les coefficients budgétaires les plus faibles pour l'habillement (Tableau 12).

- A l'inverse, pour six autres pays (Tableau 13), les troisième et quatrième quintiles affichent les efforts budgétaires les plus importants pour l'habillement (République tchèque, Allemagne et Autriche, Danemark, Espagne et Malte).

Tableau 12 **- Les pays où le poids des dépenses d'habillement est maximal dans le premier quintile correspondant aux ménages à bas revenus**
(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Royaume-Uni	**54**	47	46	49	52
Norvège	**59**	55	51	56	57

Source : EUROSTAT, 2005

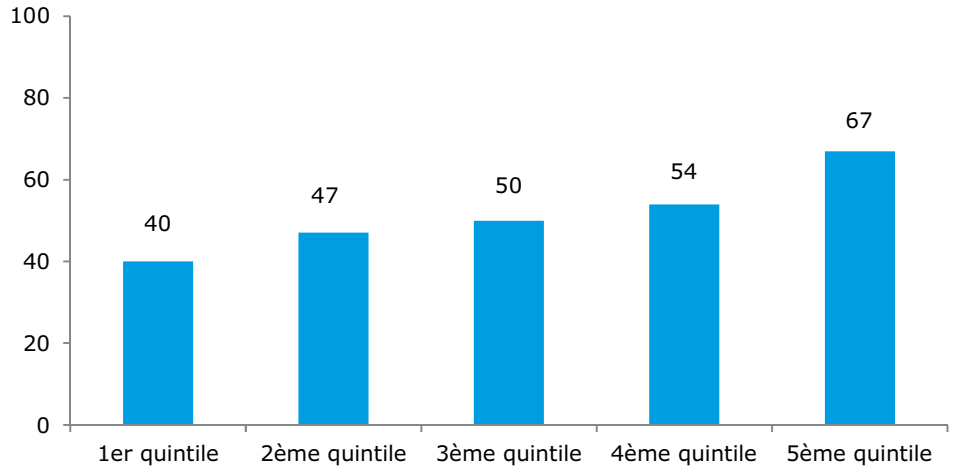
Tableau 13 **- Les pays où le poids des dépenses d'habillement est maximal dans les quintiles de revenus correspondant aux classes moyennes**
(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
République tchèque	57	52	51	**60**	57
Danemark	52	45	45	**52**	48
Allemagne	46	47	**50**	**50**	45
Espagne	69	70	**71**	68	67
Malte	75	83	**94**	82	80
Autriche	57	53	**59**	52	56

Source : EUROSTAT, 2005

Après l'habillement viennent les dépenses d'ameublement (5,5% des dépenses de consommation des ménages en moyenne en 2005). A nouveau, les coefficients budgétaires évoluent linéairement en fonction du niveau des revenus : les ménages les plus pauvres consacrent 4% de leur budget à l'ameublement, les plus aisés 6,7% (Graphique 36).

Graphique 36 **- Poids des dépenses d'ameublement en fonction du niveau des revenus dans l'Europe des 27**
(en ‰ des dépenses de consommation)



Source : EUROSTAT, 2005

Dans la très grande majorité des cas, les classes moyennes des différents pays d'Europe se positionnent entre les ménages à bas revenus et les ménages à hauts revenus, avec des coefficients budgétaires intermédiaires (Tableau A 8).

Cette règle ne souffre que deux exceptions : la Lituanie et la Suède, où ce sont les ménages du quatrième quintile (donc des ménages des classes moyennes) qui affichent les taux d'efforts les plus élevés s'agissant d'ameublement (Tableau 14).

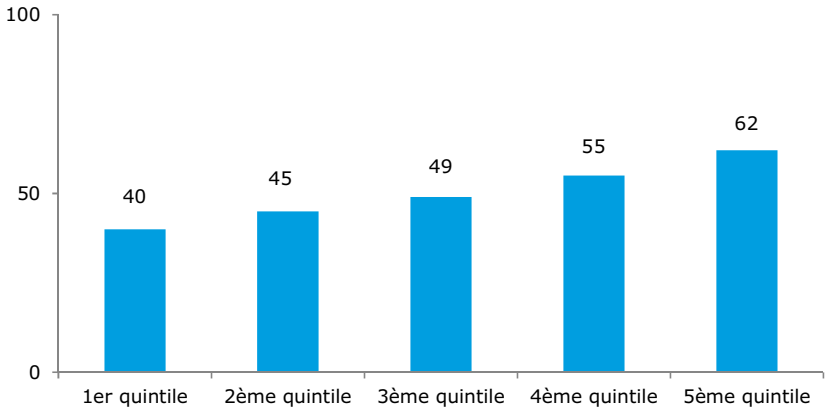
Tableau 14 - **Les pays où le poids des dépenses d'ameublement est maximal dans les quintiles de revenus correspondant aux classes moyennes**
(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Suède	44	53	53	**72**	62
Lituanie	33	33	34	**49**	48

Source : EUROSTAT, 2005

Les dépenses liées à la fréquentation d'hôtel, café et restaurant représentent un peu plus de 5% des dépenses d'un ménage européen en 2005. Cette part dans les dépenses croît au fur et à mesure que s'élève le niveau de vie des ménages (Graphique 37).

Graphique 37 **- Poids des dépenses en hôtel, café, restaurant en fonction du niveau des revenus dans l'Europe des 27**
(en ‰ des dépenses de consommation)



Source : EUROSTAT, 2005

Dans la très grande majorité des pays européens, on observe une relation croissante entre le revenu et l'importance des dépenses dans des établissements de type hôtel, café, restaurant. Seuls deux pays font exception : Malte et la République tchèque (Tableau 15). Sur ces deux territoires, ce sont des ménages des classes moyennes (3ème ou 4ème quintiles) qui affichent le plus gros effort budgétaire pour les dépenses occasionnées par la fréquentation d'hôtel, café ou restaurant.

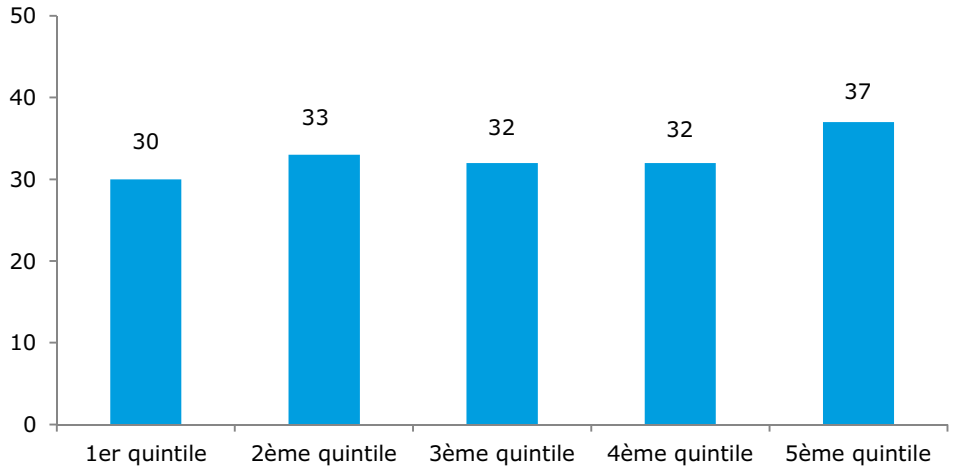
Tableau 15 **- Les pays où le poids des dépenses en hôtel, café, restaurant est maximal dans les quintiles de revenus correspondant aux classes moyennes**
(en ‰ des dépenses de consommation)

République tchèque	54	46	46	**55**	52
Malte	55	58	**77**	76	75

Source : EUROSTAT, 2005

S'agissant des dépenses relatives à la santé, elles comptent en moyenne pour 3,4% du budget des ménages européens. Pour la première fois, le lien avec le niveau de vie des ménages n'est pas parfaitement linéaire : ces dépenses tendent à croître avec les revenus (Graphique 38).

Graphique 38 **- Poids des dépenses de santé en fonction du niveau des revenus dans l'Europe des 27**
(en ‰ des dépenses de consommation)



Source : EUROSTAT, 2005

Pourtant, seuls cinq pays vérifient, à leur échelle, le fait que ce sont les ménages les plus aisés qui dépensent le plus pour leur santé. Ces pays ont, il est vrai, un fort poids démographique en Europe puisqu'il s'agit de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Autriche et des Pays-Bas.

Pour sept pays, à l'inverse, ce sont les ménages à bas revenus qui affichent le taux d'effort le plus élevé s'agissant de la santé (Tableau 16).

Tableau 16 **- Les pays où le poids des dépenses de santé est maximal chez les ménages à bas revenus**
(en ‰ des dépenses de consommation)

Estonie	**35**	34	31	24	20
Grèce	**67**	63	61	54	56
Chypre	**59**	55	48	44	43
Malte	**43**	29	28	33	26
Pologne	**55**	52	47	45	40
Portugal	**102**	72	60	55	51
Norvège	**34**	29	33	27	29

Source : EUROSTAT, 2005

Enfin, dans tous les autres cas, en particulier au Nord et à l'Est de l'Europe, ce sont des ménages des classes moyennes (relevant des 2ème à 4ème quintiles) qui supportent le

poids le plus élevé pour les dépenses de logement. Il s'agit, certes, d'une majorité de pays, mais pas de la majorité de la population européenne.

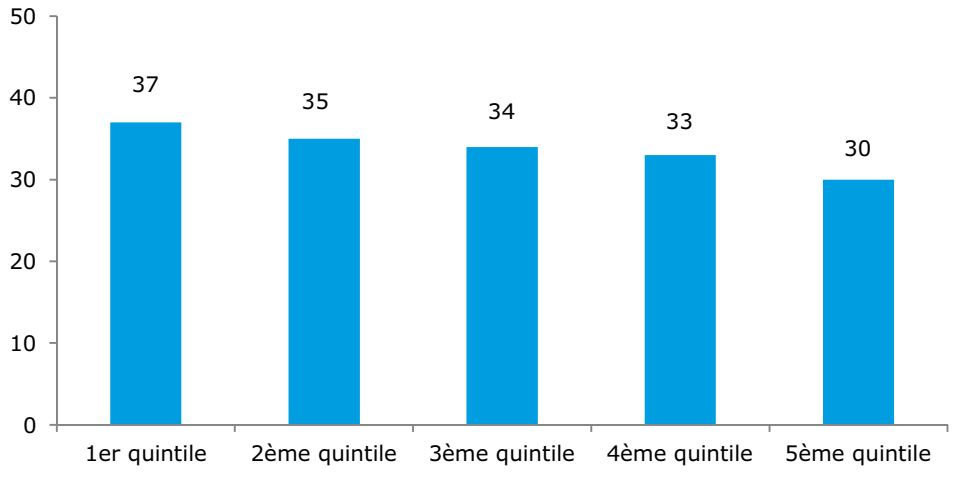
Tableau 17 **- Les pays où le poids des dépenses de santé est maximal dans les quintiles de revenus correspondant aux classes moyennes**
(en ‰ des dépenses de consommation)

Belgique	58	**60**	51	40	36
Bulgarie	46	**49**	42	43	40
République tchèque	16	**23**	21	20	19
Danemark	26	26	27	**30**	24
Irlande	12	19	**31**	27	27
Espagne	21	**23**	**23**	21	22
Lettonie	38	**51**	45	41	25
Lituanie	40	**54**	**54**	48	43
Luxembourg	25	26	27	**28**	25
Hongrie	47	**49**	47	39	34
Roumanie	31	35	38	**41**	40
Slovénie	14	14	**16**	15	15
Slovaquie	30	**31**	**31**	27	23
Finlande	41	**42**	36	34	30
Suède	19	**30**	21	26	20

Source : EUROSTAT, 2005

Les dépenses de communications (3,3%) arrivent juste derrière les dépenses de santé. Elles varient peu en fonction du niveau des revenus, tendant à baisser lorsque le niveau de vie progresse (passant de 3,7 à 3,0%, Graphique 39).

Graphique 39 **- Poids des dépenses de communications en fonction du niveau des revenus dans l'Europe des 27**
(en ‰ des dépenses de consommation)



Source : EUROSTAT, 2005

Cette tendance est-elle vérifiée dans l'ensemble des pays européens ? Pour une quinzaine de pays (dont la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni…) les dépenses de

communications suivent effectivement le schéma européen et, conséquemment, les classes moyennes adoptent un profil moyen (Tableau A 10).

Pour cinq autres pays, la relation est inversée : ce sont les ménages à hauts revenus qui tirent la consommation vers le haut en consacrant une part plus importante que la moyenne aux dépenses de communications (Bulgarie, Lituanie, Slovaquie, Roumanie, Malte). Mais, là encore, les classes moyennes adoptent de fait un comportement de dépenses intermédiaire entre les ménages à bas et à hauts revenus.

Enfin, dans sept pays, ce sont les classes moyennes (les ménages dont les revenus sont compris entre les 2ème et 4ème déciles) qui se distinguent en affichant les coefficients budgétaires les plus importants (Tableau 18).

Tableau 18 **- Les pays où le poids des dépenses de communications est maximal dans les quintiles de revenus correspondant aux classes moyennes**
(en ‰ des dépenses de consommation)

Chypre	34	35	**37**	34	32
Lettonie	47	52	**61**	**61**	59
Hongrie	54	63	66	**69**	67
Pays-Bas	34	**37**	30	30	26
Autriche	29	30	28	27	21
Pologne	41	45	49	**51**	50
Suède	36	**37**	31	26	21

Source : EUROSTAT, 2005

* *
*

Tableau A 7 - Poids des dépenses d'habillement par pays et niveau de vie

(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Union européenne	**50**	**51**	**55**	**58**	**61**
Belgique	37	42	43	51	55
Bulgarie	21	26	28	30	38
République tchèque	57	52	51	60	57
Danemark	52	45	45	52	48
Allemagne	46	47	50	50	45
Estonie	38	44	42	59	68
Irlande	47	46	52	50	55
Grèce	68	67	67	71	71
Espagne	69	70	71	68	67
France	66	61	64	66	72
Chypre	56	66	79	79	85
Lettonie	62	55	61	66	95
Lituanie	59	66	74	77	96
Luxembourg	49	56	64	65	70
Hongrie	44	45	47	51	56
Malte	75	83	94	82	80
Pays-Bas	56	49	53	57	67
Autriche	57	53	59	52	56
Pologne	27	32	40	47	60
Portugal	29	33	40	41	48
Roumanie	44	46	56	62	79
Slovénie	42	58	71	71	84
Slovaquie	39	48	53	57	67
Finlande	30	35	36	40	43
Suède	46	43	42	44	51
Royaume-Uni	54	47	46	49	52
Norvège	59	55	51	56	57

Source : EUROSTAT 2005

Tableau A 8 - Poids des dépenses d'ameublement par pays et niveau de vie

(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Union européenne	**40**	**47**	**50**	**54**	**67**
Belgique	41	45	55	59	67
Bulgarie	19	28	26	29	38
République tchèque	59	62	65	67	78
Danemark	45	54	56	58	75
Allemagne	40	49	55	57	58
Estonie	24	38	45	50	71
Irlande	51	60	62	73	90
Grèce	55	53	60	59	73
Espagne	39	41	43	46	56
France	45	51	59	60	76
Chypre	63	55	52	55	66
Lettonie	39	42	46	49	64
Lituanie	33	33	34	49	48
Luxembourg	40	48	60	68	92
Hongrie	43	45	46	48	48
Malte	96	111	107	103	113
Pays-Bas	57	62	59	57	79
Autriche	60	61	59	63	65
Pologne	31	37	40	46	54
Portugal	40	36	40	42	60
Roumanie	24	24	32	36	52
Slovénie	44	55	56	59	67
Slovaquie	28	41	38	42	51
Finlande	41	49	48	52	56
Suède	44	53	53	72	62
Royaume-Uni	49	66	61	64	75
Norvège	56	59	66	64	73

Source : EUROSTAT 2005

Tableau A 9 - Poids des dépenses en hôtel, café, restaurant par pays et niveau de vie

(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Union européenne	**40**	**45**	**49**	**55**	**62**
Belgique	41	52	55	72	78
Bulgarie	20	25	31	37	49
République tchèque	54	46	46	55	52
Danemark	38	31	35	40	48
Allemagne	31	39	42	44	46
Estonie	27	18	20	34	40
Irlande	40	40	56	68	73
Grèce	74	76	85	89	93
Espagne	85	90	90	95	98
France	33	40	43	47	56
Chypre	46	59	80	91	98
Lettonie	37	34	39	52	72
Lituanie	28	24	30	40	74
Luxembourg	72	75	80	77	82
Hongrie	23	24	27	31	43
Malte	55	58	77	76	75
Pays-Bas	45	38	52	60	71
Autriche	49	49	52	57	63
Pologne	19	14	13	15	21
Portugal	91	90	99	108	123
Roumanie	6	7	7	10	17
Slovénie	23	49	38	45	49
Slovaquie	32	38	40	46	53
Finlande	35	33	38	45	48
Suède	33	28	29	33	45
Royaume-Uni	63	72	75	87	89
Norvège	41	31	29	35	50

Source : EUROSTAT 2005

Tableau A 10 - Poids des dépenses de santé par pays et niveau de vie

(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Union européenne	**30**	**33**	**32**	**32**	**37**
Belgique	58	60	51	40	36
Bulgarie	46	49	42	43	40
République tchèque	16	23	21	20	19
Danemark	26	26	27	30	24
Allemagne	22	26	27	32	52
Estonie	35	34	31	24	20
Irlande	12	19	31	27	27
Grèce	67	63	61	54	56
Espagne	21	23	23	21	22
France	34	43	41	41	46
Chypre	59	55	48	44	43
Lettonie	38	51	45	41	25
Lituanie	40	54	54	48	43
Luxembourg	25	26	27	28	25
Hongrie	47	49	47	39	34
Malte	43	29	28	33	26
Pays-Bas	9	14	13	11	15
Autriche	26	31	34	29	34
Pologne	55	52	47	45	40
Portugal	102	72	60	55	51
Roumanie	31	35	38	41	40
Slovénie	14	14	16	15	15
Slovaquie	30	31	31	27	23
Finlande	41	42	36	34	30
Suède	19	30	21	26	20
Royaume-Uni	7	12	10	11	16
Norvège	34	29	33	27	29

Source : EUROSTAT 2005

Tableau A 11 - Poids des dépenses en communications par pays et niveau de vie

(en ‰ des dépenses de consommation)

	1er quintile	2ème quintile	3ème quintile	4ème quintile	5ème quintile
Union européenne	**37**	**35**	**34**	**33**	**30**
Belgique	32	32	30	29	26
Bulgarie	32	40	44	46	54
République tchèque	48	48	47	46	41
Danemark	35	31	26	21	18
Allemagne	44	35	31	28	22
Estonie	58	54	55	56	53
Irlande	40	36	37	35	30
Grèce	42	40	40	37	35
Espagne	28	28	28	28	25
France	41	36	34	32	27
Chypre	34	35	37	34	32
Lettonie	47	52	61	61	59
Lituanie	37	42	45	48	51
Luxembourg	31	29	24	21	17
Hongrie	54	63	66	69	67
Malte	30	26	31	28	31
Pays-Bas	34	37	30	30	26
Autriche	29	30	28	27	21
Pologne	41	45	49	51	50
Portugal	34	32	29	30	28
Roumanie	26	38	44	52	60
Slovénie	42	40	42	39	39
Slovaquie	41	40	41	43	46
Finlande	41	33	30	27	22
Suède	36	37	31	26	21
Royaume-Uni	32	29	28	26	23
Norvège	38	32	28	23	19

Source : EUROSTAT 2005

Bibliographie

ALGAN Yann et CAHUC Pierre, *La société de défiance (comment le modèle social français s'autodétruit)*, Paris, Edition rue d'Ulm, Cepremap, 2007

ALLETZ Edouard, *De la démocratie nouvelle ou des Mœurs et de la puissance des classes moyennes,* Paris, F. Lequien, 1837.

ARISTOTE, *Politique*, Traduction en français d'après le texte collationné sur les manuscrits et les éditions principales par J. Barthélemy-Saint-Hilaire, 3e édition revue et corrigée, Paris, Ladrange, 1874.

ARON Raymond, « Le concept de classe », in *Itinéraires III,* Paris, 1939.

ATKINSON Anthony B. et MARLIER Eric, *Income and living conditions in Europe*, Eurostat, Commission Européenne, décembre 2010

BAGNASCO Arnaldo, *Ceto medio : Perché e come occuparsene,* Bologne, Il Mulino, 2008.

FARINELLA Domenica, « Il ceto medio nella società post-fordista, tra transizione e marginalizzazione », in *Sociologia e ricerca sociale,* 75, 2004, p. 95-112.

BANTI Alberto Maria, *Storia della borghesia italiana: L'età liberale,* Rome, 1996.

BARCA Luciano, *Le classi intermedie,* Rome, Editori Riuniti, 1989.

BAUDELOT Christian, GOLLAC Michel, BESSIERE Céline et al. *Travailler pour être heureux? Le bonheur et le travail en France*, Paris, Fayard, 2003.

BAUDELOT Christian, *Travail et classes sociales: la nouvelle donne,* Paris, 2010.

BAUMAN Zygmunt, *Consuming Life,* Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

BECK Ulrich, *La société du risque : sur la voie d'une autre modernité,* Paris, Flammarion, 2004.

BECK Ulrich, *Risikogesellschaft : Auf dem Weg in eine andere Moderne,* Francfort/Main, 1986.

BEDARIDA François, *La Société anglaise du milieu du XIXe siècle à nos jours,* Paris, Le Seuil, 1990, p.77.

BERSTEIN Serge, « Les classes moyennes contre la gauche », in *L'Histoire,* n° 71, 1984, p. 6-21.

BIDOU-ZACHARIASEN Catherine, « Les classes moyennes: définitions, travaux et controverses », in *Education et sociétés*, n°14, 2004/2, p. 119-134.

BIGOT Régis et LANGLOIS Simon, « Consommation et privation au sein des classes moyennes au Canada et en France », in *L'année sociologique*, volume 61, n°1, avril 2011, p. 21-46.

BIGOT Régis, Une comparaison des hauts revenus, des bas revenus et des classes moyennes (Une approche des conditions de vie en France depuis 25 ans), Cahier de recherche n°238, novembre 2007.

BIGOT Régis, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes,* Editions de l'Aube, 2010.

BLACKBURN McKinley, BLOOM David, "What is happening to the middle class?", in *American demographics*, janvier 1985, p. 18-25.

BOLTANSKI Luc, « Taxinomies sociales et luttes de classes. La mobilisation des classes moyennes et l'invention des cadres », in *Actes de la recherche en sciences sociales,* n° 29, 1979, p. 85-105.

BOLTANSKI Luc, *Les Cadres. La formation d'un groupe social,* Paris, Editions de Minuit, 1982.

BOSC Serge, *Sociologie des classes moyennes,* Paris, La Découverte, 2008.

BOUFFARTIGES Paul, GADEA Charles, POCHIC Sophie (dir.), *Cadres, classes moyennes, vers l'éclatement?,* Paris, Armand Colin, 2011.

BUCHANAN James M. et TULLOCK Gordon, *The Calculus of Consent: Logical Foundations of Constitutional Democracy*, University of Michigan Press, 1962, 384 p.

CAZENAVE Marie-Cécile, DUVAL Jonathan, EIDELMAN Alexis, LANGUMIER Fabrice, VICARD Augustin, « La redistribution : état des lieux en 2010 et évolution depuis vingt ans », *France, portrait social (édition 2011),* Insee Références, INSEE, 2011, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/FPORSOC11h_VE33Redis.pdf

CAPEDEVILLE Jacques, *Le fétichisme du patrimoine*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986

CHARLE Christophe, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle,* Paris, Le Seuil, 2002.

CHAUVEL Louis et SCHULTHEIS Franz, « Le sens d'une dénégation : l'oubli des classes sociales en Allemagne et en France », in *Mouvements,* n° 26, 2003/2, p. 17-26.

CHAUVEL Louis, *Les classes moyennes à la dérive,* Paris, Le Seuil, 2006.

CHEN Yingfang, « Les mouvements de protestation des classes moyennes », in Jean-Louis Rocca, La société chinoise vue par ses sociologues, Paris, Presses de Sciences Po 2008, p. 187-219.

CIPOLLA Costantino, *Ceti medi e comportamento politico in Italia,* Rome, 1981.

CLAEYS Paul H., *Groupes de pression en Belgique : Patronat, syndicats, consommateurs, indépendants, agriculteurs,* Bruxelles, 1973.

COBALTI Antonio, SCHIZZEROTTO Antonio, *La mobilità sociale in Italia,* Bologne, Il Mulino, 1994.

COHEN Daniel, *Nos temps modernes*, Paris, Flammarion, 1999.

CONZE Werner, « Mittelstand », in Otto Brunner et al. (éds.), *Geschichtliche Grundbegriffe,* vol. 4, Stuttgart, Klett-Cotta 1978, p. 49-92.

DE MAN Henri, *La vie socialiste,* 4 novembre 1933.

DORREL-FERRE Garcia, *Les colonies industrielles en Catalogne, le cas de la Colinia Sedo d'Esparreguera,* Paris, 1992.

EASTERLY William, "The middle class consensus and economic development", in *Journal of economic growth*, volume 6, décembre 2001, p. 317-335.

ESTACHE Antonio, LEIPZIGER Danny (éds.), *Stuck in the middle*, Washington DC, Brookings Institution, 2009.

FISCHER Wolfram, „Wirtschafts- und sozialgeschichtliche Anmerkungen zum ‚deutschen Sonderweg'", *Tel Aviver Jahrbuch für deutsche Geschichte,* 16, 1987, p. 96-116.

FOURNOL Etienne, *Manuel de politique française,* Paris, Editions des Portiques, 1933.

GALL Lothar (éd.), *Stadt und Bürgertum im Übergang von der traditionellen zur modernen Gesellschaft,* Munich, 1993.

GAMBETTA Léon, *Discours et plaidoyers politiques de M. Gambetta,* Paris, 1881. La citation se trouve dans le discours d'Auxerre 1874.

GIMBERT Virginie et ROHMER Arnaud, "Les classes moyennes en quête de définition", Note de veille, n° 54, *Centre d'analyse stratégique*, 16 avril 2007.

GIMBERT Virginie, "Classes moyennes et redistribution: les cas français dans une perspective internationale", Note de veille, n°74, *Centre d'analyse stratégique*, 24 septembre 2007.

GOLDTHORPE John, « The service class revisited », in Tim Butler, Michael Savage (éd.), *Social Change and the Middle Classes,* Londres, UCL Press, 1995, p. 313-329.

GRUNBERG Gérard et MOURIAUX René, *L'univers politique et syndical des cadres,* Paris, Presses de la FNSP, 1979.

GUILLAUME Pierre (dir.), *Histoire et historiographie des classes moyennes dans les sociétés développées,* Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998.

GUIZOT François, *Mémoire pour servir à l'histoire de mon temps,* tome 1, Paris, Lévy frères, 1872 (1858).

HALBWACHS Maurice, *Les classes sociales*, Paris, Tournier et Constans, 1942.

HAUPT Heinz-Gerhard, « Zur gesellschaftlichen Bedeutung des Kleinbürgertums in westeuropäischen Gesellschaften des 19. Jahrhunderts », *Geschichte und Gesellschaft,* n° 16, 1990, p. 296-317.

HOFFMANN Stanley, *Le Mouvement Poujade,* Paris, Presses de la FNSP, 1956.

HORRIGAN Michael, HAUGEN Steven, "The declining middle class thesis: a sensitivity analysis", in *Monthly labor review*, volume 111, n°5, mai 1988, p. 3-13.

IZARD Georges, Les classes moyennes, Paris, Rieder, 1938.

JAUMIN Serge, « Les classes moyennes belges de 1880 à 1914 : « peur du rouge » ou peur des coopératives ? », P. Delwit et J. Gotovitch (éd.), *La peur du rouge,* Bruxelles : 1996, p. 15-25.

JONES Larry Eugen, « The Dying Middle : Weimar Germany and the Fragmentation of German Bourgeois Politics », *Central European History,* vol. 5, 1972, p. 23-54.

KOCKA Jürgen, „The middle class in Europe", *Journal of Modern History*, vol. 67, n° 4, 1995, p. 783-806.

KOCKA Jürgen, *Die Angestellten in der deutschen Geschichte 1850-1980. Vom Privatbeamten zum angestellten Arbeitnehmer.* Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1981.

KOSELLECK Reinhart et al., „Drei bürgerliche Welten? Zur vergleichenden Semantik der bürgerlichen Gesellschaft in Deutschland, England und Frankreich", H.J. Puhle (éd.), *Bürger in der Gesellschaft der Neuzeit: Wirtschaft-Politik-Kultur,* Göttingen, 1991, p. 14-58.

KRACAUER Siegfried, *Die Angestellten,* Francfort/Main, 1971 (1929).

KURGAN-VAN HENTENRYK Ginette et JAUMIN Serge (éds.), *Aux frontières des classes moyennes: La petite bourgeoisie belge avant 1914,* Bruxelles, 1992.

LASKINE Edmond, « La crise socialiste et le "néosocialisme" », *Revue d'économie politique*, n°48, 1934, p. 62-63.

LAUFENBURGER Henry, « Classes moyennes et national-socialisme en Allemagne », *Revue politique et parlementaire*, 10 avril 1933, p. 46-60.

LAVAU Georges et al. (dir.), *L'univers politique des classes moyennes,* Paris, Presses de la FNSP, 1983.

LAVAU Georges, "Les classes moyennes et la politique", in *Partis politiques et classes sociales en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1955.

LEROY-BEAULIEU Paul, *Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions,* Paris, Guillaumin, 1881.

LIJPHART Arend, *Patterns of democracy : government forms and performance in thirty-six countries,* New Haven: Yale University Press, 1999.

MARTINELLI Alberto, CHIESI Antonio M., *La società italianan* Bari, Laterza, 2002.

MARX Karl, *Le Capital : critique de l'économie politique – Livre premier,* Paris, PUF, 2006.

MAURIN Eric, *La Peur du déclassement: Une sociologie des récessions*, Paris, Le Seuil, 2009.

MENDRAS Henri, *La sagesse et le désordre : France 1980,* Paris, Gallimard, 1980.

MENDRAS Henri, *La seconde révolution française : 1965-1984,* Paris, Gallimard, 1988.

MEYER Karl Ulrich, « Ungleiche Chancen und Klassenbildung », *Soziale Welt 28,* 1977, p. 466-493.

MEYER Thomas, HINCHMAN Lewis, *The Theory of Social Democracy,* Cambridge, 2007.

MOUGIN Henri, « Un projet d'enquête sur les classes moyennes en France », In *Inventaires III,* 1939, p. 287-343.

ORTLIEB Heinz Dietrich, *Unsere Konsumgesellschaft : Glanz und Elend des deutschen Wirtschaftswunders,* Munich, Goldmann, 1974.

PAUGAM Serge, SELZ Marion, « La perception de la pauvreté en Europe depuis les années 1970 : Analyse des variations structurelles et conjoncturelles », In *Economie et statistique,* vol. 383, 2005, p. 283-305.

PECH Thierry, « Deux cents ans de classes moyennes en France (1789-2010) », in *Alternatives économiques*, janvier-février-mars 2011, p. 69-97.

PERKIN Harold, *The Origins of Modern English Society 1780-1880,* Londres, Routledge & K. Paul, 1969.

PERKIN Harold, *The Rise of Professional Society: England since 1880,* Londres, Routledge, 1989.

PEUGNY Camille, *Le déclassement,* Paris, Grasset, 2009.

PIKETTY Thomas, *L'économie des inégalités*, Paris, La Découverte, 1999.

PIKETTY Thomas, LANDAIS Camille, SAEZ Emmanuel, *Pour une révolution fiscale : un impôt sur le revenu pour le XXIe siècle,* Paris, Le Seuil, 2011.

PIZZORNO Alessandro, « I ceti medi nei meccanismi del consenso », in F.L. Cavazza et S.R. Grauvard (éds.), *Il caso Italiano,* Milan, Garzanti, 1974.

PIZZORNO Alessandro, « I ceti medi nei meccanismi del consenso », in F.L. Cavazza et S.R. Graubard (éd.), *Il caso italiano,* Milano, Garzanti, 1974.

PRESSMAN Steven, "Public policy and the middle class in the mid-2000s", Journal of economic issues, volume 41, mars 2010b, p. 243-262.

PRESSMAN Steven, "The decline of middle class: an international perspective", in *Luxembourg Income Study working paper series*, n°280, mars 2006.

PRESSMAN Steven, "The middle class in less developed american nations", in *Luxembourg income study working paper series*, n°557, décembre 2010a.

PROUDHON Pierre-Joseph, *De la capacité politique des classes ouvrières : Œuvres complètes 05,* Paris, Rivière, 1924.

REULECKE Jürgen, „Formen des bürgerlich-sozialen Engagements in Deutschland und England im 19. Jahrhundert", in Jürgen Kocka (éd.), *Arbeiter und Bürger im 19. Jahrhundert: Varianten ihres Verhältnisses im europäischen Vergleich,* Munich, 1986, p. 261-286.

RICOLFI Luca, « Impoverimento dei ceti medi ? », in *Il Mulino,* 1, p. 39-43.

ROBERT Franck Robert, Falling behind: how rising inequality harms the middle class, Berkeley, University of California Press, 2007.

ROYER-COLLARD Pierre-Paul, *Archives parlementaires, tome 23,* p. 344.

RUHLMANN Jean, *Ni bourgeois, ni prolétaires : La défense des classes moyennes en France au XXe siècle,* Paris, Le Seuil, 2001.

SAINT-LEON Etienne Martin, « L'organisation corporative des classes moyennes », in *Classes moyennes industrielles et commerciales,* Paris, 1910.

SAINT-SIMON Claude Henri de Rouvroy de, *Du système industriel,* Paris, E. Dentu, 1861 (1822).

SAY Jean Baptiste, *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se composent les richesses,* Paris, Economia, 2006 (1803).

SCHIZZEROTTO Antonio, « Problemi concettuali e metodologici nell' analisi delle classi sociali », in M. Palombo (éd.), *Classi, diseguaglianze, povertà,* Milan, Angeli, 1993.

SCHMIDT Manfred G., *Demokratietheorien : Eine Einführung,* Opladen, 2010.

SCHOENBAUM David, *La révolution brune : La société allemande sous le IIIe Reich,* Paris, Gallimard, 2000 (1966).

SICK Klaus-Peter, « Le concept de classes moyennes : Notion sociologique ou slogan politique ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°37, janvier-mars 1993, p. 13-34.

SIMIAND François, *Cours d'économie politique,* Paris, Domat-Montchréstien, 1929.

STEWART Simon, *Culture and the Middle Classes,* Farnham, Burlington, 2010.

SUHR Otto et al., *Angestellte und Arbeiter: Wandlungen in Wirtschaft und Gesellschaft,* Berlin, 1928.

SUHR Otto, *Die Lebenshaltung der Angestellten,* Berlin, 1928.

SYLOS LABINI Paolo, *Saggio sulle classi sociali,* Bari, Laterza, 1974.

TILLMANN Robin, « Une société de classes moyennes? Le cas de la société suisse contemporaine », in *Sociologie*, n° 2, vol.1, 2010, p. 253-271.

TIMPERMAN Sarah, *Le mouvement socialiste et les classes moyennes en Belgique (1945-1965) : De la Libération à la création de la Confédération nationale,* Bruxelles : 1996.

TODD Emmanuel, *L'enfance du monde : Structures familiales et développement*, Paris, 1984.

UNTERSTELL Rembert, *Mittelstand in der Weimarer Republik : Die soziale Entwicklung und politische Orientierung von Handwerk, Kleinhandel und Hausbesitz 119-1933,* Francfort/Main, 1989.

VAN ZANTEN Agnès, *Choisir son école: Stratégies familiales et médiations locales*, Paris, PUF, 2009.

VELEDA Cecilia, « Les classes moyennes et le système éducatif en Argentine: perceptions et attentes », in *Education et Sociétés*, n°14/2004/2.

VERMEIL Edmond, « Essai sur les origines sociales », *Année politique française et étrangère,* 10, 1935, p. 41-78.

WEBER Max, *Economie et société/1 : Les catégories de la sociologie,* Paris, Pocket, 1995 (1971).

WEHLER Hans-Ulrich, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte III : 1849-1914.* Munich, C.H. Beck, 1995.

WINKLER Heinrich August, *Mittelstand, Demokratie und Nationalsozialismus,* Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1972.